

2.1 – Points d'eau exploités

Point d'eau exploité	Type d'alimentation	Volume annuel prélevé	Périmètre de protection
Puits Barjol Commune de la Paillette	Puits à Barbacane prélèvement de la nappe du lez	151 553 m3	Arrêté préfectoral du 10/08/1994
Source Fabras Commune de Dieulefit	Source gravitaire	60 595 m3	Arrêté préfectoral n°3803 u 17/10/1994
Source Veyret Commune de Dieulefit	Source gravitaire	138 158 m3	Arrêté préfectoral du 21/3/2000
Source Farnier Commune de Dieulefit	Source gravitaire	23 004 m3	Arrêté préfectoral du 17/10/1994
Source St maurice Commune de Dieulefit	Source gravitaire	80 779 m3	Arrêté préfectoral n°3803 du 17/10/1994
Source Fontlaye commune de Poët Laval	Source gravitaire	92 105 m3	Arrêté préfectoral du 27/07/1997
Source Estampes Commune de Poët Laval	Source gravitaire	46 053 m3	Arrêté préfectoral du 27/07/1994

VU l'arrêté Préfectoral n°5298 en date du 24 Septembre 1998 portant ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire conjointe en vue de la réalisation du projet de protection sanitaire du captage de Veyret ;

VU les journaux : le Dauphiné Libéré et le Peuple libre des 1er et 15 Octobre 1998 contenant les insertions réglementaires

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 19 Novembre 1998.

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène lors de ses séances, en date des 16 Septembre 1999 et 17 Février 2000 ;

VU la copie de la notification du dépôt du dossier à la Mairie, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R11.19 du Code de l'expropriation.

VU le certificat du Maire attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché ;

VU l'arrêté Préfectoral n°7341 en date du 09 Novembre 1999, portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Veyret exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL, situé sur le territoire de la commune de DIEULEFIT et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate et rapprochée ;

CONSIDERANT que l'arrêté Préfectoral susvisé doit être modifié ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 er :

L'article 6 de l'arrêté Préfectoral n°7341 en date du 09 Novembre 1999 est modifié comme suit :

- PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Il est créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini sur le plan parcellaire annexé à l'arrêté. Il s'établira sur une superficie d'environ 20 000 m2 au détriment d'une partie des parcelles cadastrées C126, C127, C141, commune de Dieulefit.

A l'intérieur de cette zone qui n'est pas à acquérir par le Syndicat des eaux Dieulefit/Le Poët Laval seront interdites les activités suivantes :

Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses graves

- * Les constructions de toute nature
- * les installations potentiellement très polluantes ,dont:
 - Les élevages intensifs
 - Les installations classées
 - Le stockage de produits chimiques ou phytosanitaires
 - Les stockages et canalisations d'hydrocarbure
 - Les Stockages de lisiers, fumiers et matières fermentescibles,
 - Les canalisations maîtresses d'assainissement

Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses graves:

- Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radio-actifs
- Les dépôts de fumiers et de matières fermentescibles
- Le pacage et le transit des animaux
- La création d'enclos pour l'élevage de gibiers
- L'Épandage de lisiers boues de stations d'épuration

Les faits susceptibles de favoriser les infiltrations rapides

- La recherche et le captage des eaux souterraines ;
- L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert
- Les déboisements totaux
- Le tracé de pistes entaillant le profil naturel de la pente

ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUT FAIT SUSCEPTIBLE D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX.

Seront autorisées les activités suivantes :

Sur les terres agricoles, fumures organiques et chimiques seront autorisées ainsi que le traitement des cultures sur la Surface Agricole Utile, selon les pratiques locales tant qu'aucun effet néfaste qui puisse leur être imputé après enquête ne sera constaté sur la qualité de l'eau.

Prescriptions relatives à la route départementale n° 547

- L'élargissement du chemin départemental est interdit côté du périmètre de protection immédiate;
 - les projets d'aménagement et d'élargissement de la route départementale 547 sont autorisés côté périmètre de protection rapprochée dans une limite de largeur de plate forme de 8 à 9 mètres ; ils devront tenir compte des objectifs de protection du captage de Veyret.
- A l'occasion de ces travaux les eaux de ruissellement de la route qui se déversent actuellement dans la parcelle 126 seront canalisées le long de la chaussée jusqu'à l'aval du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE 2 :

Le reste de l'arrêté Préfectoral n°7341 en date du 09 Novembre 1999, sans changement.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la DRÔME, Monsieur le Maire de la commune de DIEULEFIT, Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Drôme.

Fait à VALENCE, le 11 MARS 2000

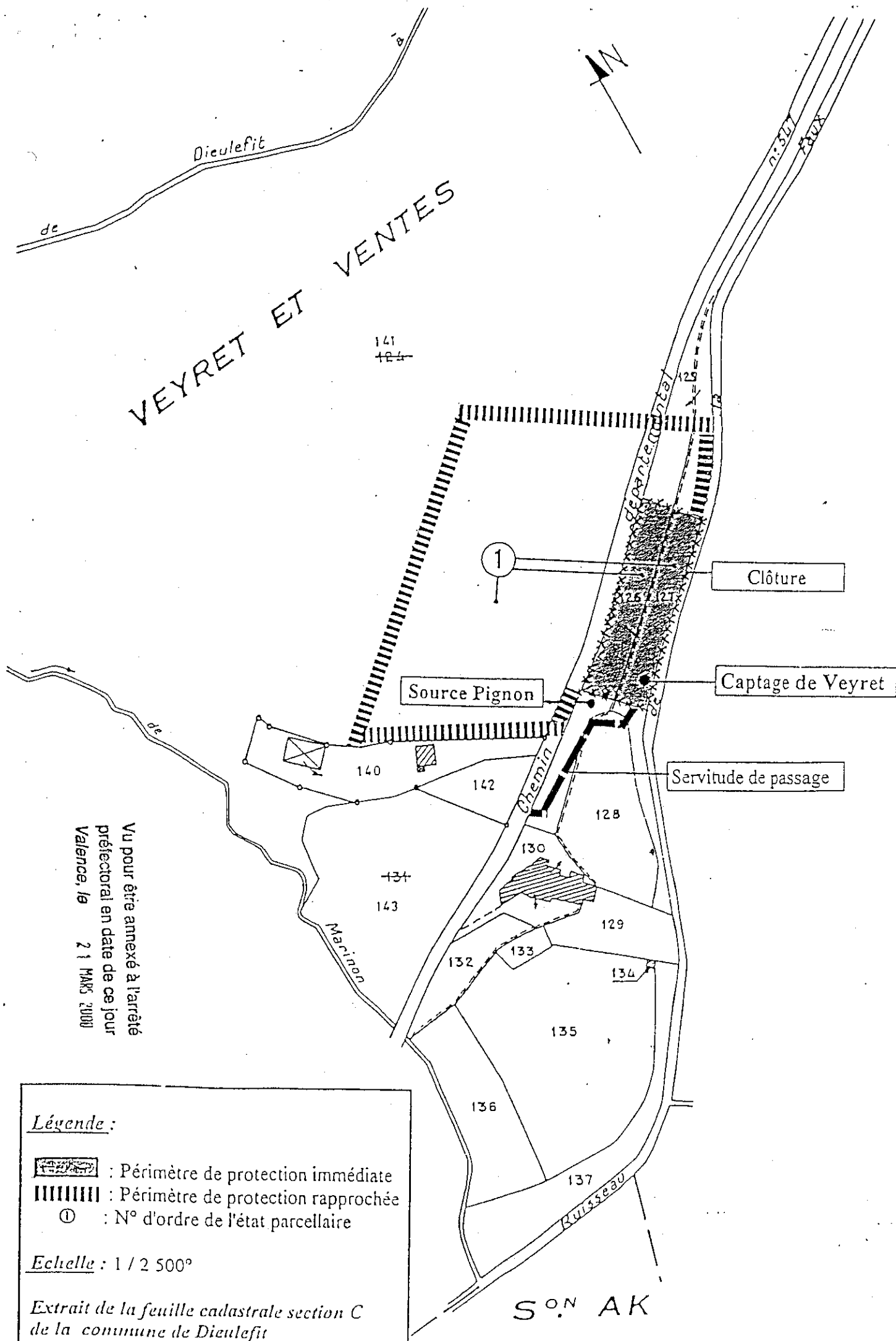
Le Préfet,

Pour signature
L'Adjoint au Chef de Bureau

Frédérique GUILLOT

Par délégation,
Le Secrétaire Général

Vincent BOUVIER



ETAT PARCELLAIRE

Syndicat Intercommunal des Eaux Dieulefit - Poët Laval
Périmètre de protection immédiate

Captage de Veyret - Commune de DIEULEFIT

INDICATIONS CADASTRALES							PROPRIETAIRES	
Commune - Lieu-dit	Sect.	N° Parcelle	Nat. / Classe	Surface Totale	Surfaces en m² Emprise	Hors Emprise	DATE ET MODE D'ACQUISITION	Nom, prénom et domicile Date et lieu naissance
DIEULEFIT - Veyret et Ventos	C	126	L	3 775	1 850	1 925	Acquisition le 19/12/1980 Me Benistant Publiée le 08 janvier 1981 Volume 1488 n 12	Prop. Mme THERON Danielle Lucienne Arlette Euse MINGASSON Veyret et Ventos 26 220 DIEULEFIT
DIEULEFIT - Veyret et Ventos	C	127	L	3 210	1 750	1 460		

ETAT PARCELLAIRE

Syndicat Intercommunal des Eaux Dieulefit - Poët Laval
Périmètre de protection rapprochée

Captage de Veyret - Commune de DIEULEFIT

INDICATIONS CADASTRALES							PROPRIETAIRES	
Commune - Lieu-dit	Sect.	N° Parcelle	Nat. / Classe	Surfaces en m²		DATE ET MODE D'ACQUISITION	Nom, prénom et domicile	Date et lieu naissance
				Surface Totale	Surfaces à servitudes	Libre de servitudes		
DIEULEFIT - Veyret et Ventes	C	126	L	3 775	820	2 955	Prop. Mme THERON Danielle Lucienne Arlette Epe MINGASSON Veyret et Ventes 26 220 DIEULEFIT	06/02/1940 Toulouse (31)
DIEULEFIT - Veyret et Ventes	C	127	L	3 210	750	2 460		
DIEULEFIT - Veyret et Ventes	C	141		1 601 577	18 522	1 583 055		

ETAT PARCELLAIRE

Syndicat Intercommunal des Eaux Dieulefit - Poët Laval
Servitude d'accès aux ouvrages

Captage de Veyret - Commune de DIEULEFIT

INDICATIONS CADASTRALES							PROPRIETAIRES	
Commune - Lieu-dit	Sect.	N° Parcelle	Nat. / Classe	Surface Totale	Surfaces en m ² Soumis à servitudes	DATE ET MODE D'ACQUISITION	Nom, prénom et domicile	Date et lieu naissance
DIEULEFIT - Veyret et Ventes	C	126	L	3 775	240	Acquisition le 19/12/1980 Me Benistant Publiée le 08 janvier 1981 Volume 1488 n 12	Prop. Mme THERON Danielle Lucienne Arlette Epe MINGASSON Veyret et Ventes 26 220 DIEULEFIT	06/02/1940 Toulouse (31)
DIEULEFIT - Veyret et Ventes	C	127	L	3 210	32			
DIEULEFIT - Veyret et Ventes	C	128	P	3 475	80			

La valeur des droits constitués est de 50 francs.

Le soussigné Raymond JOLY, maire de la commune de DIEULEFIT, certifie exactement collationnés et conformes à l'original les deux exemplaires de la présente expédition sur ... pages. Il certifie également que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée en tête, à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée.

A DIEULEFIT, le 9 août 2000

Signature



Le maire

[Handwritten signature of Raymond Joly]

RAYMOND JOLY

15100

Formule de publication

(pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier)

BUREAU DES HYPOTHÈQUES		TAXE
DÉPÔT	DATE	SALAIRES
	VOL N°	
		PUBLICATION

PREFECTURE DE LA DROME

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MAHOUX
POSTE TEL. : 04.75.79.29.48.

C. VALETTE

ARRETE N° 7341

Portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Veyret exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL, situé sur le territoire de la commune de DIEULEFIT et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

HYPO VALENCE 2°	
Date :	28 AOÛT 2000
Dossier :	13461
Compte :	029 -

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, notamment ses articles 11.1 à L.11.8 et R.11.1 à R.11.31;

Vu les articles L 20 à L 20.1 du Code de la Santé Publique;

Vu les articles L.111.7 et L.421.3 portant réforme du Code de l'Urbanisme;

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

PUBLIE ET ENREGISTRE LE 28/08/2000
A LA CONSERVATION DES HYPOTHEQUES DE
VALENCE 2x BUREAU
VOLUME 2000 P No 4967
SALAIRES 100.00 F
TOTAL 100.00 F
DU : cent francs
LE CONSERVATEUR :

VU la Loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la Loi sur l'eau n°92.3 du 3 Janvier 1993 relative à la gestion de la ressource en eau ;

VU le Décret n° 89.3 du 3 Janvier 1989, modifié par le Décret 91.257 du 7 mars 1991 et portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre 1er du livre du Code de la Santé Publique

VU le Décret n° 93.742 du 29 Mars 1993 pris pour l'application de la loi du 3 Janvier 1992 susvisée, notamment son article 1er ;

VU l'arrêté Préfectoral n° 132 en date du 8 Janvier 1998 fixant la liste des personnes susceptibles de remplir les fonctions de Commissaire Enquêteur pour l'année 1998

VU l'arrêté du 28 mars 1998 relatif à la définition des procédures administratives d'autorisation des captages d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU l'arrêté Préfectoral n°5298 en date du 24 Septembre 1998 portant ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire conjointe en vue de la réalisation du projet de protection sanitaire du captage de Veyret ;

VU la délibération du comité syndical du Syndicat Intercommunal de DIEULEFIT/LE POET LAVAL en date du 11 Février 1998 sollicitant l'ouverture de l'enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique du projet de protection sanitaire du captage de Veyret et de l'enquête parcellaire en vue de l'instauration des servitudes liées à ce projet ;

VU les journaux : le Dauphiné Libéré et le Peuple libre des 1 et 15 Octobre 1998 contenant les insertions réglementaires

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 19 Novembre 1998.

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d' Hygiène en date du 16 Septembre 1999;

VU la copie de la notification du dépôt du dossier à la Mairie, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R11.19 du Code de l'expropriation.

VU le certificat du Maire attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché ;

VU l'ensemble des pièces du dossier ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1

Sont déclarés d'utilité publique :

- Le projet d'instauration des périmètres de protection du captage d'eau potable de VEYRET exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL et situé sur le territoire de la commune de DIEULEFIT.
- l'institution des servitudes liées à ce projet.

ARTICLE 2

Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT POET/LE LAVAL est autorisé à exploiter le captage de Veyret pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

Monsieur le président du Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT POET/LE LAVAL est autorisé à exploiter la totalité du débit naturel du captage de la source Veyret estimé en moyenne à 18 m³/h et en période de hautes eaux à 36 m³/h.

ARTICLE 3

Monsieur le président du Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT POET/LE LAVAL ou son mandant est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les parcelles constituant le périmètre immédiat du captage de VEYRET.

ARTICLE 4

Sont déclarés cessibles immédiatement pour le compte du Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL les parcelles ou parties des parcelles figurant sur l'état parcellaire joint au présent arrêté et constituant le périmètre de protection immédiat du captage de Veyret.

ARTICLE 5 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Il est créé un périmètre de protection immédiate tel que défini sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté. Il s'établira pour partie sur les parcelles cadastrées n° 126 et n°127 section C, commune de Dieulefit.

Obligations:

- Ce périmètre sera la propriété du syndicat des Eaux Dieulefit - Poët Laval pendant la durée d'exploitation des ouvrages
- Les arbres existants seront arrachés,
- La surface sera entretenue par fauchages de la couverture herbacée et destruction des repousses arbustives
- Il sera clôturé conformément aux indications portées sur le plan parcellaire des périmètres de protection joint au dossier.-

Cas particulier de la conduite MINGASON

Elle traverse le périmètre immédiat. Le Syndicat réalisera à ses frais les travaux de remise en état de cette conduite en cas de problèmes constatés.

Source PIGNON

Elle reste à l'extérieur du périmètre immédiat. Le trop plein de la source est canalisé jusqu'au ruisseau de FAU. Ces travaux sont à la charge du syndicat, Monsieur Pignon conserve l'intégralité des droits d'eau de cette source.

Servitude d'accès au captage

Il est créé tel que figuré sur le plan parcellaire une servitude de passage sur les parcelles 126, 127, 128 section C afin d'accéder au captage.

Canal d'irrigation :

Ce canal pourra être remis en service aux conditions expresses et préalables suivantes :

- le droit de dérivation sera déclaré au titre de la police de l'eau et reconnu conforme à la réglementation en vigueur au moment de la remise en service du canal;
 - la traversée du périmètre de protection immédiate se fera par une canalisation étanche. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage du syndicat des eaux de DIEULEFIT POET LAVAL.
- Le syndicat n'est tenu de réaliser les

travaux de liaison à travers le périmètre de protection immédiate qu'après que la remise en service de la prise d'eau et des canaux à l'aval et l'amont du périmètre de protection immédiate sera effective et fonctionnelle.

Le délai de réalisation par le syndicat ne devra pas excéder 3 mois à compter de la date où les ouvrages amont et aval auront été reconnus fonctionnels.

L'entretien de la traversée du périmètre de protection immédiate par la conduite d'irrigation sera à la charge du syndicat.

Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien et l'exploitation des ouvrages y seront interdites.

ARTICLE 6 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Il est créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini sur le plan parcellaire annexé à l'arrêté. Il s'établira sur une superficie d'environ 20 000 m² au détriment de la parcelle cadastrée C141

A l'intérieur de cette zone qui n'est pas à acquérir par le syndicat des eaux Dieulefit Le Poët Laval seront interdites les activités suivantes :

Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses graves :

- * Les constructions de toute nature
- * les installations potentiellement très polluantes ,dont:
 - Les élevages intensifs
 - Les installations classées
 - Le stockage de produits chimiques ou phytosanitaires
 - Les stockages et canalisations d'hydrocarbure
 - Les Stockages de lisiers, fumiers et matières fermentescibles,
 - Les canalisations maitresses d'assainissement

Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses graves :

- Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radio-actifs
- Les dépôts de fumiers et de matières fermentescibles
- Le pacage et le transit des animaux
- La création d'enclos pour l'élevage de gibiers
- L'Épandage de lisiers boues de stations d'épuration

Les faits susceptibles de favoriser les infiltrations rapides :

- La recherche et le captage des eaux souterraines ;
- L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert - Les déboisements totaux
- Le tracé de pistes entaillant le profil naturel de la pente

ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUT FAIT SUSCEPTIBLE D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX.

Seront autorisées les activités suivantes :

Sur les terres agricoles, fumures organiques et chimiques seront autorisées ainsi que le traitement des cultures sur la Surface Agricole Utile, selon les pratiques locales tant qu'aucun effet néfaste qui puisse leur être imputé après enquête ne sera constaté sur la qualité de l'eau.

Prescriptions relatives à la route départementale n° 547

- L'élargissement du chemin départemental est interdit côté du périmètre de protection immédiate;
- les projets d'aménagement et d'élargissement de la route départementale 547 sont autorisés côté périmètre de protection rapprochée dans une limite de largeur de plate forme de 8 à 9 mètres ; ils devront tenir compte des objectifs de protection du captage de Veyret.

A l'occasion de ces travaux les eaux de ruissellement de la route qui se déversent actuellement dans la parcelle 126 seront canalisées le long de la chaussée jusqu'à l'aval du périmètre de protection immédiate

ARTICLE 7

Les servitudes instaurées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée seront soumises à la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques, notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le président du Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL ou son mandataire sont chargés d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 9

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble:

- Pour le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- Pour les tiers, dans un délai de quatre ans après accomplissement des formalités de publication.

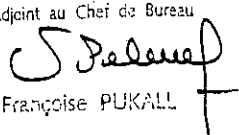
ARTICLE 10

Monsieur le e Secrétaire Général de la Préfecture de la DRÔME, Monsieur le Maire de la commune de DIEULEFIT, Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Drôme.

Fait à VALENCE, le 09 NOV. 1999

Le Préfet,

Pour ameliation
L'Adjoint au Chef de Bureau


Françoise PUKALL

Par délégation,
Le Secrétaire Général

Vincent BOUVIER

PREFECTURE DE LA DROME

DIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MAHOUX
POSTE TEL : 04.75.79.29.48.

ARRETE N° 1043.

Portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de Veyret exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux de DIEULEFIT/LE POET LAVAL, situé sur le territoire de la commune de DIEULEFIT et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, notamment ses articles L 11.1 à L.11.8 et R.11.1 à R.11.31;

VU les articles L 20 à L 20.1 du Code de la Santé Publique;

VU les articles L.111.7 et L.421.3 portant réforme du Code de l'Urbanisme;

VU la Loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la Loi sur l'eau n°92.3 du 3 Janvier 1992 relative à la gestion de la ressource en eau ;

VU le Décret n° 89.3 du 3 Janvier 1989, modifié par le Décret 91.257 du 7 mars 1991 et portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre 1er du livre du Code de la Santé Publique

VU le Décret n° 93.742 du 29 Mars 1993 pris pour l'application de la loi du 3 Janvier 1992 susvisée, notamment son article 1er ;

VU l'arrêté Préfectoral n° 132 en date du 8 Janvier 1998 fixant la liste des personnes susceptibles de remplir les fonctions de Commissaire Enquêteur pour l'année 1998 ;

VU l'arrêté du 28 mars 1998 relatif à la définition des procédures administratives d'autorisation des captages d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU la délibération du comité syndical du Syndicat Intercommunal de DIEULEFIT/LE POET LAVAL en date du 11 Février 1998 sollicitant l'ouverture de l'enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique du projet de protection sanitaire du captage de Veyret et de l'enquête parcellaire en vue de l'instauration des servitudes liées à ce projet ;

PREFECTURE DE LA DROME

3107
12

Valence, le 11 AOUT 1994

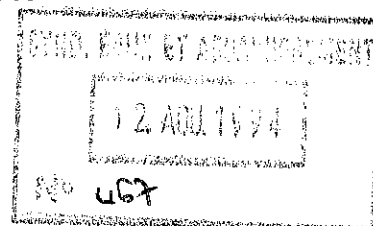
DIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

Mr le Président du S.I.E.A. de
DIEULEFIT--POET LAVAL.
Mairie

26220 DIEULEFIT

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MAHOUX
POSTE TEL. : 2165



BORDEREAU D'ENVOI

Nombre de pièces	Nature de l'envoi
1	Ampliation de l'arrêté n° 2879 en date du 10 Août 1994, portant déclaration d'utilité publique pour les périmètres de protection du captage de BARJOL, et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate et rapprochée. POUR ATTRIBUTION

Par délégation
l'Attaché, Chef de Bureau

Anne KESSAS

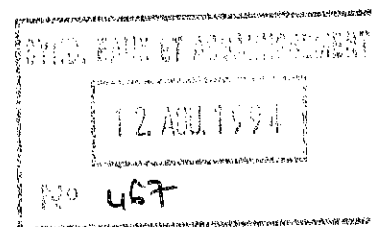
REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE LA DROME

SICR
JD

DIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT



AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MAHOUX

POSTE TEL. : 21.65

ARRETE N° 2819.

Portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage d'eau potable de BARJOL situé sur la commune de MONTJOUX, exploité par le Syndicat Intercommunal pour l'eau et l'assainissement de DIEULEFIT-POET LAVAL et valant institutions des servitudes des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le Préfet
du département de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, et notamment ses articles L 11-1 à L 11-8 et R 11-1 à R 11- 31 ;

VU les articles L 20 à L 20-1 du Code de Santé Publique ;

VU les articles L 111-7 et 421-3 portant réforme du Code de l'Urbanisme ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 relative à la gestion de la ressource en eau ;

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989, modifié par le décret 91-257 du 7 mars 1991 et portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre 1er du livre du Code de la Santé Publique ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris pour l'application de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, notamment son article 1er.

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives d'autorisation des captages d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 391 du 2 Février 1994 portant ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe en vue de la réalisation du projet de mise en conformité des périmètres de protection du captage de BARJOL ;

VU la délibération du Comité Syndical du SIEA DIEULEFIT-POET LAVAL en date du 18 Mai 1993 sollicitant l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de protection sanitaire du captage d'eau potable de BARJOL, et de l'enquête parcellaire en vue de l'instauration des servitudes liés à ce projet.

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 22 Mai 1993, pour le captage de BARJOL ;

VU les journaux : le DAUPHINE LIBERE des 11 et 25 Février 1994 et LE PEUPLE LIBRE des 10 et 24 Février 1994 contenant les insertions réglementaires ;

VU l'avis favorable du Commissaire-enquêteur en date du 22 Avril 1994 ;

VU la copie de la notification du dépôt du dossier à la mairie, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R 11.19 du code de l'expropriation ;

VU le certificat du Maire attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché dans la commune de MONTJOUX ;

VU l'ensemble des pièces du dossier ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er - Sont déclarés d'utilité publique :

- 1 - Le projet d'instauration des périmètres de protection du captage d'eau potable de BARJOL exploité par le SIEA DIEULEFIT-POET LAVAL et situé sur la commune de MONTJOUX.
- 2 - L'institution des servitudes liées à ce projet.

ARTICLE 2 - M. le Président du SIEA DIEULEFIT-POET LAVAL est autorisé à prélever sur le captage de BARJOL, selon les conditions d'exploitations fixées par le Conseil départemental d'Hygiène, les débits suivants :

- **Captage de BARJOL :**

- débit maximum instantané 400 m³/ heure
- débit maximum journalier 8000m³/jour

ARTICLE 3 - SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE.

Il sera créé un périmètre de protection immédiate tel que défini par les plans et l'état parcellaire joints au dossier d'enquête publique et annexés et au présent arrêté.

Ce périmètre sera acquis en pleine propriété par le Syndicat et clôturé.

A la surface des périmètres de protection immédiate sont interdites toutes activités autres que celles strictement nécessaires à l'entretien des ouvrages.

ARTICLE 4 : SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Il sera créé un périmètre de protection rapprochée subdivisé en deux zones A et B, tel que défini par les plans et états parcellaires joints au dossier d'enquête et au présent arrêté. Sur l'ensemble du périmètre qui n'est pas à acquérir par le Syndicat, seront interdits :

- La construction de locaux potentiellement polluants : habitations, bâtiments agricoles, élevages ou stabulations.

- Les faits susceptibles de modifier les écoulements des eaux souterraines ou de favoriser les infiltrations d'eaux superficielles : creusement d'excavations, recherche et captage d'eau potable souterraine, forage de puits, déboisements totaux.

- Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses : décharges d'ordures, tas de fumier, ensillages de produits fermentescibles, stockages d'hydrocarbures liquides, épandages d'eaux usées et de lisiers, préparation et stockage de produits phytosanitaires, pratiques agricoles intensives.

Seront autorisés :

- L'exploitation des terres cultivées.

Sur la zone A(entourant le périmètre immédiat), le pacage du bétail est interdit.

Sur la zone B, le pacage du bétail est autorisé.

- Le pacage du bétail.

S'il s'avérait que les activités précitées soient à l'origine de contaminations bactériologiques ou chimiques, celles-ci pourraient, sur avis du Conseil Départemental d'Hygiène, être réglementées.

ARTICLE 5 : SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE.

Les limites de ce périmètre sont portées sur le plan parcellaire-joint.

Dans cette zone, les activités suivantes sont ainsi réglementées et soumises à l'avis des administrations compétentes:

- L'exploitation de carrières à ciel ouvert ne pourra être autorisée qu'après étude d'impact et, en tout état de cause, à 5 m minimum au-dessus du niveau piézométrique maximal de la nappe;

- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs et tous autres produits et matières susceptibles d'altérer les qualités des eaux, ne pourront être autorisés qu'après étude d'impact et, en tout état de cause, que si l'imperméabilisation totale du site est réalisée;

- l'installation de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques liquides ou solubles ne pourra être tolérée que si ces réservoirs sont en conformité avec la réglementation en la matière et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène ou de l'Administration responsable;

- l'exploitation nouvelle des eaux souterraines ne pourra être autorisée dans des limites imposées de débit et de durée, qu'après accord de l'Administration responsable;

- l'épandage souterrain ou superficiel d'eaux usées d'origine ménagère ou industrielle ne pourra être toléré qu'après avis du Géologue Agréé et accord de l'Administration responsable.

ARTICLE 6 - Les servitudes instaurées sur les parcelles des périmètres de protection rapprochée du captage seront soumises à la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques, notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée.

ARTICLE 7 - Mr le Président du SIEA de DIEULEFIT-LAVAL est chargé de notifier en recommandé avec accusé de réception le présent arrêté à tous les propriétaires ou ayants droits des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 8 - M. le Secrétaire Général de la Drôme, M. le Président du SIEA de DIEULEFIT-LAVAL, M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le **10 AOUT 1994**

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau



Anne KESSAS

Par Délégation
Le Secrétaire Général.

Patrick STRZODA

No	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIES	
	SELON LES DOCUMENTS CADASTRAUX	SELON LES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ADMINISTRATION	SECTION	PARCELLE	LIEU-DIT	SUPERFICIE	NATURE DE CULTURE	A ACQUERIR	FRAPPEES DE SERVITUDES
1	COMMUNE DE DIEULEFIT à la MAIRIE 26220 DIEULEFIT	COMMUNE DE DIEULEFIT 26220 DIEULEFIT	A	776	LES CROSES	20a56	S.	20a56	
	PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (COMMUNE DE MONTJOUX)								

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de ce jour
Valence, le 10 AOUT 1994

Par délégation
Attaché, Chef de Bureau
Anne KESSAS

Par délégation
l'Attaché Chef de Bureau

3300

No D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES						
	SELON LES DOCUMENTS CADASTRAUX	SELON LES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ADMINISTRATION	SECTION	PARCELLE	LIEU-DIT	SUPERFICIE	NATURE DE CULTURE	A ACQUERIR	SUPERFICIES FRAPPEES DE SERVITUDES
6	M. BOSCHERINI Gérard, Lucien, Epoux LIOTARD Mireille, demeurant : 4 rue OLIVIER DE SERRES 07700 BOURG ST ANDEOL Né à 26 - DIEULEFIT, le 08/07/1946	M. BOSCHERINI Gérard, Lucien, Epoux LIOTARD Mireille, Né à DIEULEFIT, le 08/07/1946 demeurant à : BOURG ST ANDEOL - 07 Cité Les Auches.	A	406	LES PRADES	2a20	T.		2a20
7	Mme LIOTARD Mireille, Gilberte, Epouse BOSCHERINI Gérard demeurant : 4 rue OLIVIER DE SERRES 07700 BG ST ANDEOL Née à 26 - DIEULEFIT le 20/12/1948								
	M. BOSCHERINI Lucien, Honoré, Epoux PLECHE Demeurant 26220 MONTJOUX Né le 11/06/1915 (Succession)	USUFRUITIER : Mme PLECHE Edith, Eva, Veuve BOSCHERINI Lucien, Née à LA ROCHE ST SECRET le 27/01/1918 demeurant à MONTJOUX.	A	374	LES PRADES	15a40	T.		15a40
			A	375	LES PRADES	8a80	P.		8a80
			A	376	LES PRADES	21a30	T.		21a30
			A	388	LES PRADES	3a44	T.		3a44

No	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					Anne KESSAS		SUPERFICIES
	SELON LES DOCUMENTS CADASTRAUX	SELON LES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ADMINISTRATION	SECTION	PARCELLE	LIEU-DIT	SUPERFICIE	NATURE DE CULTURE	A ACQUERIR	FRAPPEES DE SERVITUDES	
7		NU PROPRIETAIRE : M. BOSCHERINI Gérard, Lucien, Epoux LIOTARD, Né à DIEULEFIT, Le 08/07/1946 demeurant à BG ST ANDEOL Cité LES AUCHES (07)	A	395	LES PRADES	0a96	T.		0a96	
SUITE			A	411	LES PRADES	21a40	T.		21a40	
8	M. CHASTAN André, Emile, Epoux MONGE Monique, demeurant : HAMEAU DE BARJOLS 26220 MONTJOUX Né à DIEULEFIT, (26) le 04/05/1931	M. CHASTAN André, Emile, Epoux MONGE Monique, Né à DIEULEFIT, le 04/05/1931 demeurant à MONTJOUX, HAMEAU DE BARJOLS.	A	369	LES PRADES	24a80	T.		13a19	
			A	370	LES PRADES	8a40	T.		8a40	
			A	422	LES PRADES	36a00	T.		36a00	
			A	423	LES PRADES	6a00	B.F.		6a00	
			A	752	LES PRADES	24a60	T.		24a60	
			A	775	LES CROSES	37a59	P.		27a16	
			A	777	LES CROSES	96a40	T.		22a41	
			A	778	LES CROSES	20a35	P.		8a30	
	Mme MONGE Monique, Alphonsine, Epouse CHASTAN André, demeurant : HAMEAU DE BARJOLS 26220 MONTJOUX Née à 26 - TEYSSIÈRES, le 29/03/1937		A	1017	LES CROSES	1ha11a96	T.		31a10	

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de ce jour
Valence, le

10 AOUT 1994

Par délégation
l'Attaché, Chef de Bureau

PAGE 5

VILLE DE DIEULEFIT - CAPTAGE DE BARJOLS (COMMUNE DE MONTJOUX)

No D ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES						
	SELON LES DOCUMENTS CADASTRAUX	SELON LES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ADMINISTRATION	SECTION	PARCELLE	LIEU-DIT	SUPERFICIE	NATURE DE CULTURE	A ACQUERIR	FRAPPEES DE SERVITUDES
9	M. CHASTAN Elie, Paul, René, Epoux GENEVES Odette, demeurant : HAMEAU DE BARJOLS 26220 MONTJOUX Né à 26 - BECONNE, le 12/06/1932	Mme GENEVES Odette, Paule, Epouse CHASTAN Elie, Née à MONTJOUX, le 05/02/1930 demeurant à MONTJOUX, HAMEAU DE BARJOLS	A	371	LES PRADES	7a80	T.		7a80
	Mme GENEVES Odette, Paule, Epouse CHASTAN Elie, demeurant : HAMEAU DE BARJOLS 26220 MONTJOUX Née à MONTJOUX Le 05/02/1930		A	402	LES PRADES	1a20	T.		1a20
10	M. COURBIS Paul, Louis, Epoux GROS Hélène, Marie demeurant ROUVILLE 26220 MONTJOUX Né le 11/12/1920	Mme GROS Hélène, Marie, Epouse COURBIS, Née à MONTJOUX, le 02/09/1926 demeurant à MONTJOUX.	C	18	PRE DE L'OR	65a60	T.		65a60
	Mme GROS Hélène, Marie, Epouse COURBIS Paul, demeurant LE VILLAGE, 26220 MONTJOUX Née à 26 - MONTJOUX Le 02/09/1926		C	19	PRE DE L'OR	10a80	B.F.		10a80
			C	20	PRE DE L'OR	26a00	B.F.		26a00
			C	21	PRE DE L'OR	54a07	T.		54a07

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de ce jour
Valence, le

10 AOUT 1994

Par délégation
l'Attaché, Chef de Bureau

No D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES						SUPERFICIES
	SELON LES DOCUMENTS CADASTRAUX	SELON LES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ADMINISTRATION	SECTION	PARCELLE	LIEU-DIT	SUPERFICIE	NATURE DE CULTURE	A ACQUERIR	FRAPPEES DE SERVITUDES
11	M. GENEVES Henri demeurant à BARJOLS 26220 MONTJOUX (Succession)	Mme GENEVES Odette, Paule, Epouse CHASTAN, Née à MONTJOUX, le 05/02/1930, demeurant à MONTJOUX, HAMEAU DE BARJOLS	A	391	LES PRADES	14a41	T.		14a41
12	M. GIRARD Hubert, Léopold, Epoux SERRE, demeurant : HAMEAU DU SERRE DE TURC 26220 MONTJOUX Né à 26 - MONTJOUX le 05/02/1909 (Succession)	Mme SERRE Elise, Georgette, Veuve GIRARD Hubert, Née à LORIOU, le 22/05/1920 demeurant à MONTJOUX HAMEAU DU SERRE DE TURC	A	389	LES PRADES	6a69	T.		6a69
			A	394	LES PRADES	3a92	T.		3a92
			A	746	LES PRADES	10a05	T.		10a05
			A	772	LES PRADES	4a90	T.		4a90
		M. GIRARD Thierry, Pierre, Camille, Epoux CURT, Né à MONTJOUX, le 07/03/1950 demeurant à ROGNES (13)							
13	M. GROS Albert, Henri, Epoux GOURJON, demeurant : Quartier de REMUZAT 26220 TEYSSIÈRES Né à 26 - MONTJOUX le 19/07/1928	M. GROS Albert, Henri, Epoux GOURJON, Née à MONTJOUX, le 19/07/1928 Demeurant à TEYSSIÈRES, Quartier de REMUZAT.	A	405	LES PRADES	3a80	T.		3a80
			A	407	LES PRADES	1a87	T.		1a87
			A	409	LES PRADES	3a00	T.		3a00
			A	414	LES PRADES	5a50	T.		5a50
			A	415	LES PRADES	5a19	T.		5a19

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de ce jour
Valence, le **10 AOÛT 1994**

Par délégation
l'Attaché, Chef de Bureau

No D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIES	
	SELON LES DOCUMENTS CADASTRAUX	SELON LES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ADMINISTRATION	SECTION	PARCELLE	LIEU-DIT	SUPERFICIE	NATURE DE CULTURE	A ACQUERIR	FRAPPEES DE SERVITUDES
13			A	417	LES PRADES	1a95	T.		1a95
SUITE			A	418	LES PRADES	2a40	T.		2a40
			A	419	LES PRADES	9a69	T.		9a69
			A	421	LES PRADES	1a50	T.		1a50
			A	745	LES PRADES	0a90	T.		0a90
			A	751	LES PRADES	12a35	T.		12a35
14	M. MARTIN Paul, Louis, Epoux THIEBAUX Emilie, demeurant LES RAYMONDS 26220 DIEULEFIT Né à 26 - GRANE, le 04/05/1913	M. MARTIN Paul, Louis, Epoux THIEBAUX Emilie, Né à GRANE, le 04/05/1913, demeurant à DIEULEFIT, quartier LES RAYMONDS	A	387	LES PRADES	4a30	T.		4a30
15	Mme PLECHE Edith, Eva, Epouse BOSCHERINI Lucien demeurant à BARJOLS, LE VILLAGE 26220 MONTJOUX Née le 27/01/1918 à 26 LA ROCHE ST SECRET	USFRUITIER : Mme PLECHE Edith, Eva, Veuve BOSCHERINI Lucien, Née le 27/01/1918 à LA ROCHE ST SECRET, demeurant à MONTJOUX.	A	397	LES PRADES	1a10	T.		1a10
			A	408	LES PRADES	1a14	T.		1a14
			A	747	LES PRADES	3a80	T.		3a80
			A	750	LES PRADES	4a98	T.		4a98

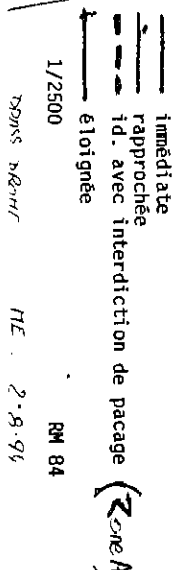
Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de ce jour
Valence, le 10 AOUT 1994

Par délégation
l'Attaché, Chef de Bureau

VILLE DE DIEULEFIT - CAPTAGE DE BARJOLS (COMMUNE DE MONTJOUX)

No	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES						
	SELON LES DOCUMENTS CADASTRAUX	SELON LES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ADMINISTRATION	SECTION	PARCELLE	LIEU-DIT	SUPERFICIE	NATURE DE CULTURE	A ACQUERIR	FRAPPEES DE SERVITUDES
15	M. BOSCHERINI Lucien, Honoré, Epoux PLECHE Edith, demeurant 26220 MONTJOUX Né le 11/06/1915 (Succession)	NU PROPRIETAIRE : M. BOSCHERINI Gérard, Lucien, Epoux LIOTARD, Né à DIEULEFIT, le 08/07/1946 demeurant à BG ST ANDEOL Cité LES AUCHES (07)	A	400	LES PRADES	14a40	B.F.		14a40
SUITE									
16	Melle RASPAIL Nelly, Marie, Léontine, demeurant LE VILLAGE 26220 MONTJOUX Née à 26 - MONTJOUX LE 31/03/1912	Melle RASPAIL Nelly, Marie, Léontine, Née à MONTJOUX, le 31/03/1912 demeurant LE VILLAGE 26220 MONTJOUX	A	404	LES PRADES	3a60	T.		3a60

Par délégation
l'Attaché, Chef de Bureau



REPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA DROME

DIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MAHOUX
POSTE TEL. : 2165

ARRETE N° 3803.

Portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire des captages d'eau potable de FABRAS, FARNIER et de ST MAURICE situés sur les communes de DIEULEFIT et VESC, exploités par le Syndicat Intercommunal pour l'eau et l'assainissement de DIEULEFIT POET-LAVAL, et valant arrêté de cessibilité pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'implantation du périmètre de protection immédiate et à l'institution de servitudes des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le Préfet
du département de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, et notamment ses articles L 11-1 à L 11-8 et R 11-1 à R 11-31 ;

VU les articles L 20 à L 20-1 du Code de Santé Publique ;

VU les articles L 111-7 et 421-3 portant réforme du Code de l'Urbanisme ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 relative à la gestion de la ressource en eau ;

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989, modifié par le décret 91-257 du 7 mars 1991 et portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre 1er du livre du Code de la Santé Publique ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris pour l'application de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, notamment son article 1er.

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives d'autorisation des captages d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU la délibération du Comité Syndical du SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL en date du 18 Mai 1993 sollicitant l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de protection sanitaire des captages d'eau potable de FABRAS, FARNIER, ST MAURICE et VEYRET, et de l'enquête parcellaire en vue de l'instauration des servitudes liés à ce projet;

VU l'arrêté préfectoral n° 414 du 7 Février 1994 portant ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe en vue de la réalisation du projet de mise en conformité des périmètres de protection des captages de FABRAS, FARNIER, ST MAURICE, et VEYRET;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 22 Mai 1992 ;

VU les journaux : le DAUPHINE LIBERE et LE PEUPLE LIBRE des 17 Février et 3 Mars 1994 contenant les insertions réglementaires ;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 29 Mars 1994 favorable sans réserve pour les captages de FABRAS, FARNIER, ST-MAURICE et défavorable pour le captage de VEYRET.

VU la copie de la notification du dépôt du dossier à la mairie, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R 11.19 du code de l'expropriation ;

VU la délibération du Comité Syndical du SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL en date du 20 Juillet 1994, décidant le maintien de la procédure de mise en conformité des périmètres de protection du captage de VEYRET, et demandant qu'une nouvelle étude soit menée;

VU le certificat du Maire attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché dans les communes de DIEULEFIT et VESC ;

VU l'ensemble des pièces du dossier ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er - Sont déclarés d'utilité publique :

1 - Le projet d'instauration des périmètres de protection des captages d'eau potable de FARNIER, FABRAS et ST MAURICE exploités par le SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL et situés sur les communes de DIEULEFIT et VESC.

2 - L'institution des servitudes liées à ce projet.

ARTICLE 2 - M. le Président du SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL est autorisé à prélever sur les captages de FARNIER, FABRAS et de ST MAURICE la totalité du débit naturel disponible, hors travaux d'amélioration du débit, et sous réserves des droits détenus par des tiers.

ARTICLE 3 - M. le Président du SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL, ou son mandataire, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les parcelles constituant le périmètre de protection immédiate des captages de FARNIER et de ST MAURICE,

ARTICLE 4 - Sont déclarées cessibles immédiatement pour le compte du SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL les parcelles ou parties des parcelles figurant sur les états parcellaires annexés au présent arrêté et constituant les périmètres de protection immédiate des captages de FARNIER et de ST MAURICE.

ARTICLE 5 - SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE DU CAPTAGE DE ST MAURICE.

Il sera créé un périmètre de protection immédiate tel que défini par plan et l'état parcellaire joints au dossier d'enquête publique et annexés au présent arrêté.

Les terrains constituant ce périmètre devront être acquis par le SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL, et en demeurer la propriété pour la durée de l'exploitation du captage.

A la surface de ce périmètre seront interdites toutes activités autres que celles strictement nécessaires à l'entretien des ouvrages

ARTICLE 6 - SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DU CAPTAGE DE ST MAURICE.

Il sera créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini par les plans et états parcellaires joints au dossier d'enquête et au présent arrêté. Sur cette zone, qui n'est pas à acquérir par le Syndicat, seront interdits :

- La construction de bergeries ou la création d'aires de stabulation.
- Le creusement d'excavations ou de carrières.
- La rectification ou le surcreusement du Talweg de SALERAS.
- Les déboisements totaux ou défrichement.
- Les décharges d'ordures ménagères ou de boue de station d'épuration
- Les tas de fumier et les dépôts de produits fermentescibles.

Seront autorisés :

- Le pacage du bétail sauf dans un rayon de 50 m autour de l'ouvrage de captage.
- Les travaux forestiers sous réserve qu'ils ne constituent pas en des déboisements totaux et qu'ils ne soient pas faits de dépôts même temporaires d'hydrocarbures liquides.

ARTICLE 7 - SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE DU CAPTAGE DE FARNIER.

Il sera créé un périmètre de protection immédiate tel que défini sur le plan parcellaire joint au dossier.

Ce périmètre sera acquis en pleine propriété par le Syndicat intercommunal.

A la surface des périmètres de protection immédiate sont interdits toutes activités autres que celle strictement nécessaires à l'entretien des ouvrages.

ARTICLE 8 - SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DU CAPTAGE DE FARNIER.

Il sera créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini sur le plan parcellaire joint au dossier.

A l'intérieur de ce périmètre qui n'est pas à acquérir par le Syndicat, sont interdites les activités suivantes :

- La construction de locaux potentiellement polluants : habitations, bâtiments agricoles, élevages ou stabulations.
- Les faits susceptibles de modifier les écoulements des eaux souterraines ou de favoriser les infiltrations d'eaux superficielles : creusement d'excavations, recherche et captage d'eau potable souterraine, forage de puits, déboisements totaux.
- Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses : décharges d'ordures, tas de fumier, ensillages de produits fermentescibles, stockages d'hydrocarbures liquides, épandages d'eaux usées et de lisiers, préparation et stockage de produits phytosanitaires, pratiques agricoles intensives ;

AUTORISATIONS

- L'exploitation banale des terres cultivées.
- le pacage du bétail.

S'il s'avérait que les activités précitées soient à l'origine de contaminations bactériologiques ou chimiques, celles-ci pourraient, sur avis du Conseil départemental d'Hygiène, être réglementées.

ARTICLE 9 : SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE DU CAPTAGE DE FABRAS.

Les limites de ce périmètre sont indiquées sur le plan parcellaire joint au dossier.

A la surface des périmètres de protection immédiate sont interdits toutes activités autres que celles strictement nécessaires à l'entretien des ouvrages.

ARTICLE 10 - SERVITUDES RELATIVES AU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DU CAPTAGE DE FABRAS

Il sera créé un périmètre de protections rapprochée tel que défini par les plans et états parcellaires joints au dossier d'enquête et au présent arrêté. Sur cette zone qui n'est pas à acquérir par le Syndicat, seront interdits :

- La construction de locaux potentiellement polluants : habitations, bâtiments agricoles, élevages ou stabulations.
- Les faits susceptibles de modifier les écoulements des eaux souterraines ou de favoriser les infiltrations d'eaux superficielles :

creusement d'excavations, recherche et captage d'eau souterraine, forage de puits, déboisements totaux.

- Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions diffuses : décharges d'ordures, tas de fumier, ensillages de produits fermentescibles, stockages d'hydrocarbures liquides, épandages d'eaux usées et de lisiers, préparation et stockage de produits phytosanitaires, pratiques agricoles intensives.

ARTICLE 11 - Les servitudes instaurées sur les parcelles des périmètres de protection rapprochée de chaque captage seront soumises à la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques, notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 12 - Mr le Président du SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL est chargé de notifier en recommandé avec accusé de réception le présent arrêté à tous les propriétaires ou ayants droits des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification. /

ARTICLE 14 - M. le Secrétaire Général de la Drôme, M. le Président du SIEA DIEULEFIT POET-LAVAL, M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur départemental de l'Equipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le 17 OCT. 1994

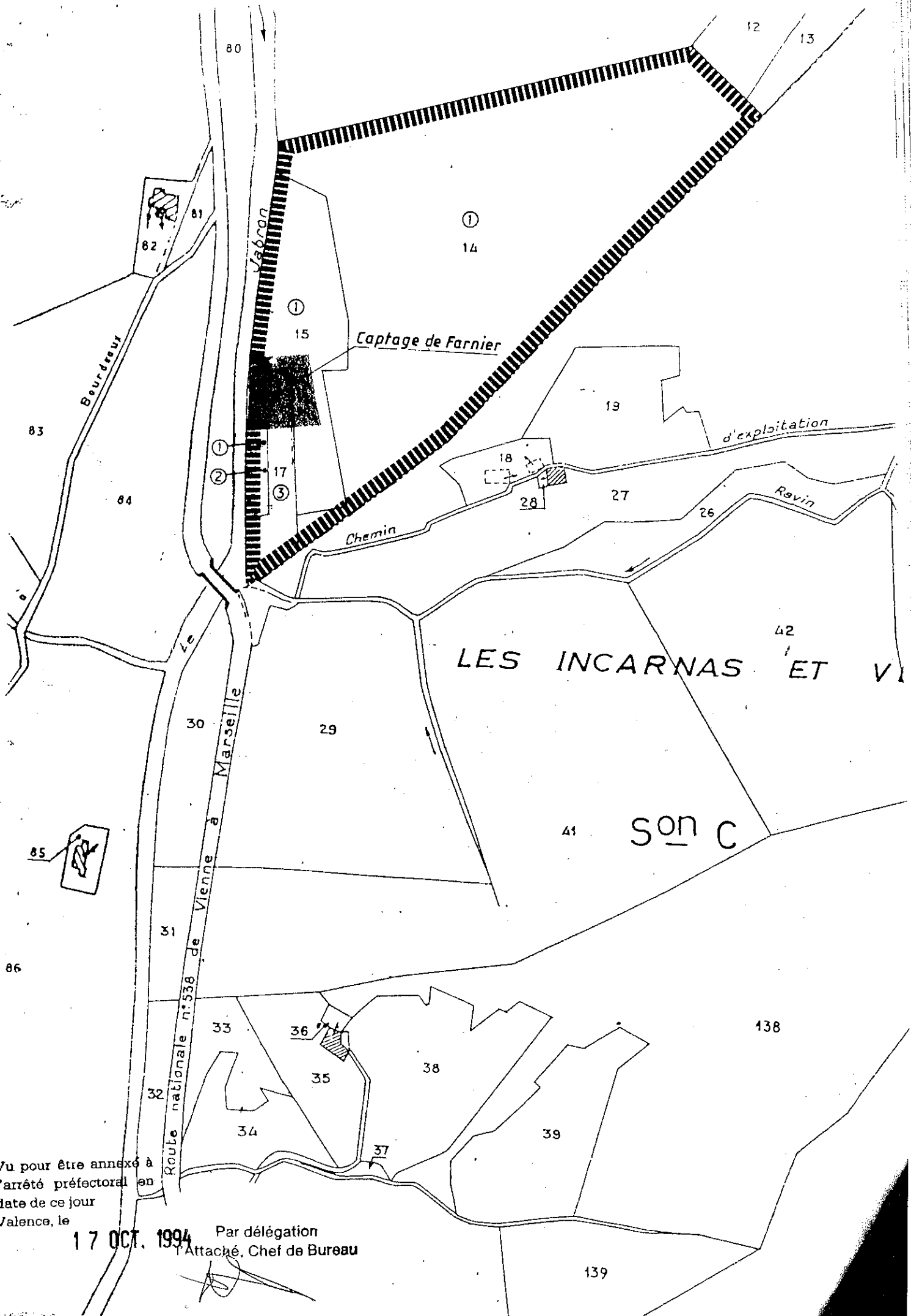
Pour ampliation,
Le Chef de Bureau



Anne KESSAS

Par Délégation
Le Secrétaire Général,

Patrick STRZODA



Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de ce jour
Valence, le

17 OCT. 1994

Par délégation

Attaché, Chef de Bureau

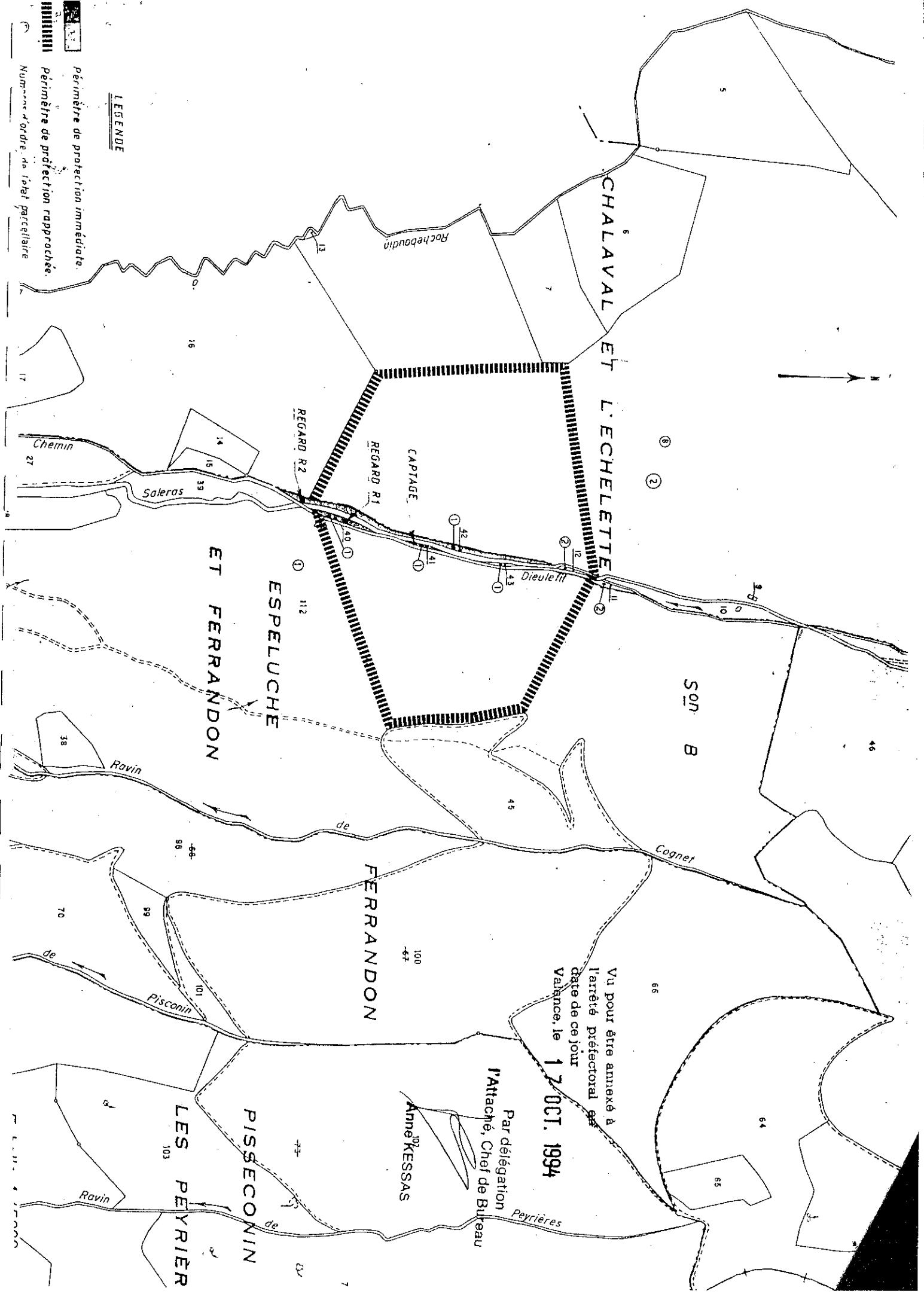


LEGENDE

Périmètre de protection immédiate.

Périmètre de protection rapprochée.

Numéros d'ordre des îlots parcelaires



COMMUNE DE DIEULEFIT

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXES SANITAIRES :

Alimentation en eau potable



La compétence en matière d'eau relève du syndicat intercommunal des eaux et de l'assainissement du Pays de Dieulefit. Ce syndicat intercommunal créé en 1985 produit et distribue l'eau potable des communes de Dieulefit et de Poët Laval.

Il dessert une population permanente d'environ 4100 habitants.

1 – **BESOIN**

1.1 - **Population de la commune de Dieulefit**

Population totale INSEE 1982	Population totale INSEE 1990	Population totale INSEE 1999	Population totale INSEE 2008	Desservie actuellement	A DESSERVIR
2 666	2 924	3 096	3 088	La totalité	Entre 3100 et 5600

1.2 - **Autres usages** (Industries, Agriculture, etc...)

Structures collectives :

- hôpital local/maison de retraite,
- maison de retraite des Eschirous,
- centre de cardiologie Beauvallon, centre médical Bellevue,
- centre de pneumologie le Jas,
- collège Chalamel,
- écoles spécialisées de Bellevue et de Beauvallon.

1.3 - **Gestion des réseaux**

1.3.1- **Mode de gestion**

- ☐ Régie communautaire
☒ Régie syndicale = SIEA (Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement du Pays de Dieulefit Quartier Maleval 26 220 DIEULEFIT)
☐ Affermage

1.3.2 – **Mode de facturation**

- ☐ au forfait pour la commune de Dieulefit
☐ au m³
☒ binôme

1.3.3 – Abonnés et consommations

- Organisation du contrôle volumétrique
 - de la production : partiellement
 - de la distribution : oui
- Données générales de la gestion : annuelles

ANNEES	Consommation annuelle	Nb d'abonnés	Consommation facturée en m3/an/abonné
2002 Totalité du Syndicat	505 330 m3	2069	244
2003 Totalité du syndicat	497 962 m3	2121	235
2002 commune de Dieulefit	405 079 m3	1652	245
2003 commune de Dieulefit	360 360 m3	1694	213
2004 commune de Dieulefit	340 046 m3	1724	197
2005 commune de Dieulefit	232 626 m3	1716	135

1.4 - Etablissement d'un ratio de production (en m3/jour/habitant desservi)

- 135 m3 par an par abonné
- 73 m3 par an par habitant

1.5 – Evaluation des besoins (sans compter le développement de la ZAE (hypothèses du PLU)

BESOINS	
En m3/an	418 000 et 756 000

2- RESSOURCES

L'eau distribuée par le SIEA provient de plusieurs sources d'approvisionnement :

- Puits de Barjol
- Source de Fabras,
- Source du Veyret
- Source Farnier
- Source St Maurice
- Source Fontlaye (située sur la commune de Poët Laval)
- Source Estampes (située sur la commune de Poët Laval)

2.1 – Points d'eau exploités

Point d'eau exploité	Type d'alimentation	Volume annuel prélevé	Périmètre de protection
Puits Barjol Commune de la Paillette	Puits à Barbacane prélèvement de la nappe du lez	151 553 m3	Arrêté préfectoral du 10/08/1994
Source Fabras Commune de Dieulefit	Source gravitaire	60 595 m3	Arrêté préfectoral n°3803 u 17/10/1994
Source Veyret Commune de Dieulefit	Source gravitaire	138 158 m3	Arrêté préfectoral du 21/3/2000
Source Farnier Commune de Dieulefit	Source gravitaire	23 004 m3	Arrêté préfectoral du 17/10/1994
Source St maurice Commune de Dieulefit	Source gravitaire	80 779 m3	Arrêté préfectoral n°3803 du 17/10/1994
Source Fontlaye commune de Poët Laval	Source gravitaire	92 105 m3	Arrêté préfectoral du 27/07/1997
Source Estampes Commune de Poët Laval	Source gravitaire	46 053 m3	Arrêté préfectoral du 27/07/1994

2.2 – Qualité des eaux (conclusion des analyses périodiques)

Conforme à la réglementation ;
Seul un système de chloration est installé au puits de Barjol

3 - RESEAU

3.1 – Caractéristiques

Le réseau appartenant au syndicat totalise 86 km.

Des travaux d'extensions et de réhabilitations sont effectués régulièrement.

Il permet de desservir la majorité des habitations de Dieulefit. Toutefois quelques écarts ne sont pas alimentés par le réseau public.

Certains secteurs sont alimentés, mais le dimensionnement actuel du réseau ne serait pas suffisant pour desservir des extensions urbaines supplémentaires : Les Hubacs, le Moulinas, Graveyron. Le réseau d'eau du secteur des Rouvières pose aussi parfois des problèmes en termes de débit et de pression insuffisants. Des renforcements seront nécessaires.

Dans ces secteurs le réseau d'eau potable suffit aux besoins des constructions existantes, mais il nécessitera des travaux de renforcement pour desservir de nouvelles constructions. Ces investissements ne sont pas programmés à court ou moyen terme par le SIEA. En effet, la situation en matière d'assainissement, nécessite aussi des investissements importants pour la réfection et l'amélioration du réseau. Les budgets ne permettent pas de répondre à l'ensemble des besoins. Il est nécessaire de donner une priorité à l'amélioration de l'assainissement avant la desserte en eau, pour résoudre les difficultés de la situation existante, notamment pour une conformité avec la directive cadre sur l'eau du 8 mars 2004.

Les difficultés :

Un diagnostic de réseau a été réalisé en 2009. Il permet de connaître le rendement du réseau et les travaux à engager pour renforcer les zones sous alimentées.

3.2- Réservoirs

NOM (lieu dit)	Volume total	Volume incendie
Serre commune de Dieulefit	280 m3	70 m3
Fabras commune de Dieulefit	320 m3	80 m3
Planette commune de Dieulefit	400 m3	100 m3
Trois croix commune de Dieulefit	560 m3	140 m3
Les Plattes commune de Dieulefit	2 000 m3	500 m3
Fontlaye commune de Poët Laval	100 m3	25 m3
Estampes commune de Poët Laval	200 m3	50 m3
Vieux village Commune de Poët Laval	25 m3	?m3

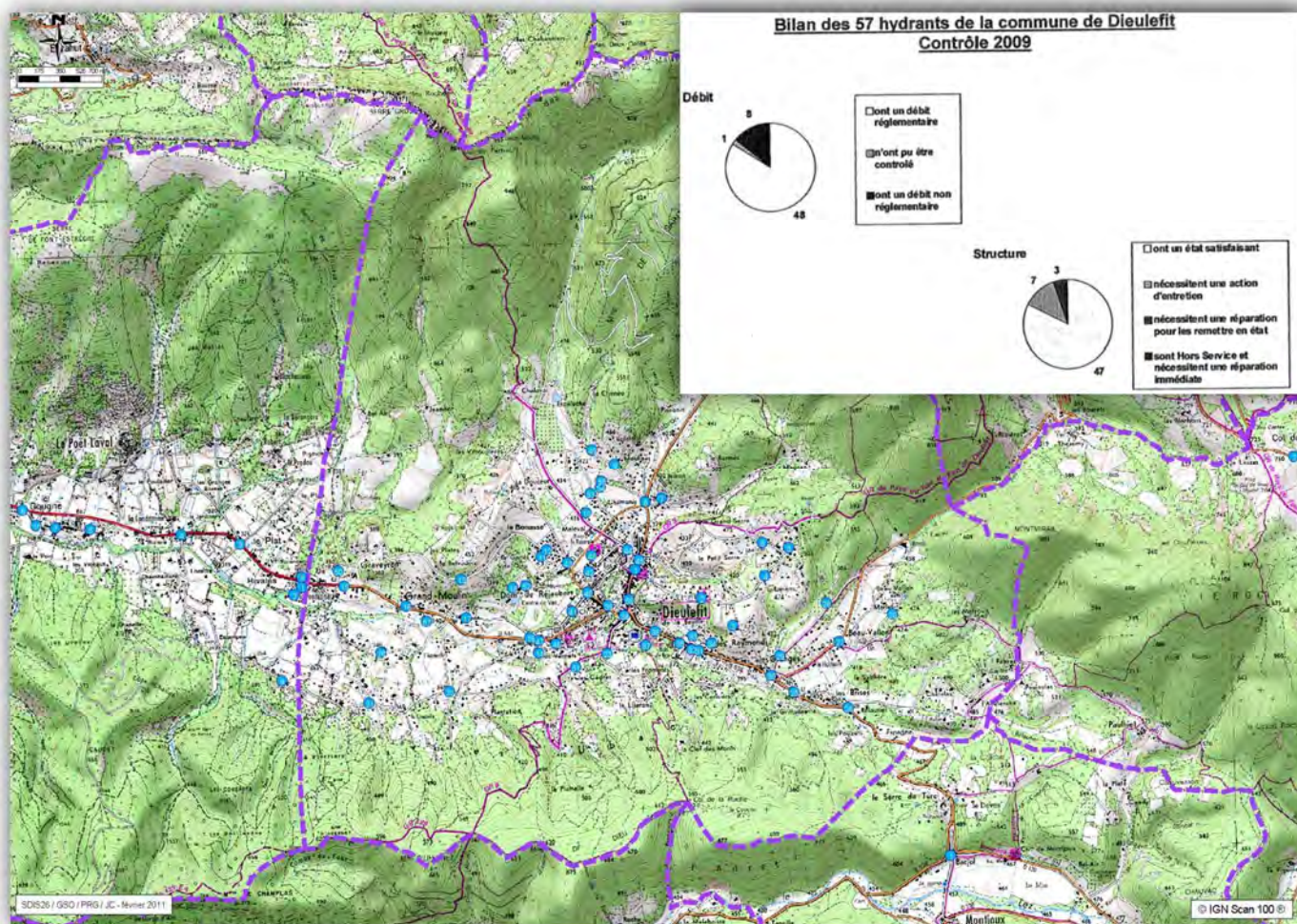
3.4 – Canalisations

Types	Etat
Fonte 46 kms	de vétuste à neuf
PVC 36 kms	de vétuste à neuf
Divers 4 kms	de vétuste à neuf

3.5 – Service incendie

- Assuré sur le réseau d'adduction d'eau

Le risque incendie est en enjeu fort sur Dieulefit. 57 poteaux incendies sont recensés, la grande majorité est conforme à la législation. Il est à noter que la situation s'est améliorée depuis le dernier contrôle en 2005.



4 – CONCLUSION GENERALE « EAUX »

- La ressource en eau permet de satisfaire les besoins actuels et pour les besoins liés aux urbanisations prévues par le PLU. Il serait cependant souhaitable de développer un programme de diversification des ressources.
- Le réseau est suffisamment dimensionné pour desservir les urbanisations actuelles ainsi que celles prévues par le PLU. Mais il devra faire l'objet de renforcements sur certains secteurs pour améliorer la desserte des constructions actuelles.

COMMUNE DE DIEULEFIT

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXES SANITAIRES :

Assainissement



La compétence en matière d'assainissement relève du syndicat intercommunal des eaux et de l'assainissement (SIEA) de Dieulefit-Poët Laval. Ce syndicat intercommunal créé en 1985 collecte et traite les effluents des communes de Dieulefit et de Poët Laval.

Le territoire regroupe une population permanente d'environ 4100 habitants et une population saisonnière d'environ 12 000 habitants en période de pointe.

Toutefois le réseau d'assainissement ne couvre qu'une faible partie du territoire.

1- ETAT ACTUEL

1.1 – Les industries rattachés au réseau

1.2.0 – Industrie existantes rattachés au réseau

Les établissements susceptibles de générer des rejets d'effluents polluants dans le réseau sont les suivants :

- Blanchisserie industrielle Association Clair Soleil ADEFI
- Fromagerie Cavet
- LUFRA (fabrique de pièces mécaniques)

Un programme d'étude des rejets industriels est nécessaire sur l'ensemble des entreprises connectées au réseau.

1.2.1 – Industries non rattachées

Aucune industrie ne dispose d'un système d'assainissement particulier, toutes sont raccordées au réseau collectif.

1.2 – Zone desservie par le réseau (cf plan)

Les secteurs centraux sont desservis par le réseau collectif : le centre ancien, les Reymonds, Réjaubert, Saléras et Moulins, Bellevue, les Grands Moulins, Beauvallon, Graveyron, La Françoise et Rivaies

1.3 – Type de réseau (totalité du réseau)

- ☐ Séparatif
- ☒ Mixte : unitaire sur 9 km et séparatif sur 7 km sur la commune de Dieulefit
- ☐ Unitaire

Le réseau de la commune est unitaire sur la majeure partie du réseau : les Reymonds, La Garde de Dieu, Les Moulins et les Grands Moulins.

Il est séparatif sur les secteurs suivants : le bourg, le quai du Jabron, le lotissement de Réjaubert, Saléras, Moulins, Beauvallon, Graveyron, La Françoise et Rivaies et quelques antennes récentes.

Ce réseau d'assainissement présente différents diamètres de 200 mm à 400 mm. Les effluents sont dirigés vers le collecteur principal de la vallée du Jabron jusqu'à la station d'épuration. Ce collecteur principal représente 2 500 m sur la commune de Dieulefit et 5 000 m sur celle de Poët Laval.

1.4 – Station d'épuration

Les effluents sont acheminés vers la station d'épuration située sur la commune de Poët Laval. Cet ouvrage a été mis en service en 1994 et complété par un système d'autosurveillance en 2003.

Il est dimensionné pour une population de 3 600 équivalents habitants. Cet ouvrage est de type « lagune naturelle ». La filière de traitement retenue est un traitement biologique par filtration immergée. Le traitement est assuré par un développement de bactéries, d'algues et de zooplanctons.

En 2004 elle a traité 266 kg/jour de matières en suspension, 180 kg/jours DBO, et 400 kg/jour DCOI.

Une analyse en entrée de lagunes menée en 2006 montre l'arrivée de 130kg/j de DBO5 ce qui correspond à 2200 eq/hab.

Les travaux réalisés sur le réseau ont permis de fortement diminuer le volume d'eaux parasites à 400m³.

Le fonctionnement

La lagune a traité dans les dernières années:

2005 : 3 201 EH

2006 : 3 467 EH

2007 : 3 037 EH

2008 : 1 815 EH

2009 : 4 767 EH

2010 : 2 098 EH

2011 : 2 027 EH

2012 : 1 929 EH

La capacité résiduelle apparaît faible : le développement urbain des deux communes passe par une extension des capacités d'épuration. Une extension des capacités à 5000eq/hab est envisagée.

Il faut noter qu'aucune convention de rejet répartissant les droits de rejets de chacune des communes n'a été établie.

L'analyse en entrée de lagune montrait la présence de 1200 m³/j d'eaux claires parasites ramenées aujourd'hui à 400m³. La lagune fonctionnait à 60% de sa charge organique nominale et à 300 % de sa charge hydraulique. Cette surcharge en eaux claires parasites est issue essentiellement du réseau ancien, parfois détérioré. Le SIEA gestionnaire du réseau a réalisé des travaux pour résoudre ces dysfonctionnements. La mise en séparatif du réseau du centre et le remplacement du collecteur du Jabron constituent une première étape qui a été achevée en 2012. De plus des opérations réalisées courant 2011 (réfection d'un tronçon de canalisation drainant une partie des eaux du Jabron, vidange des boues) permettent de respecter la qualité minimale requise. Mais se pose le problème de la capacité de traitement qui ne permet pas d'accueillir de nouvelles constructions et de cohérence de la qualité de rejet, même si la qualité minimale est atteinte, avec l'objectif de bon état chimique et écologique de la masse d'eau réceptrice.

En effet les derniers contrôles montrent que la lagune est conforme à la réglementation.

Un programme d'assainissement est envisagé (Cf ci-après).

L'amélioration du rendement de la station d'épuration par la réfection des réseaux nécessite des investissements importants et représente une priorité avant des extensions éventuelles du réseau.

En basse saison, la lagune traite autour de 2700 équivalents habitants et en haute saison plus de 4000 équivalents habitants. Elle est classée en non-conformité en « performance », mais elle est en conformité en « équipements ». Un programme de travaux a été réalisé avec le curage de la lagune, la réfection du collecteur du Jabron. Aujourd'hui des études sont lancées pour la restructuration de la lagune pour porter ses capacités d'épuration jusqu'à 5000 équivalents/habitants.

Le comité syndical a délibéré le 28 février 2012, afin de lancer une étude, pour augmenter la capacité de la lagune et améliorer son rendement. Actuellement dimensionnée pour 3600 EH, la capacité devrait atteindre 5 000 équivalents/habitants.

Il est prévu de conserver le système actuel de lagunage et lui adjoindre un dispositif complémentaire qui pourrait être un filtre planté de roseaux (en amont des bassins existants). L'intérêt serait d'associer les capacités hydrauliques du lagunage et les performances des filtres sur la nitrification et les matières organiques.

Les performances attendues et rendements seraient les suivants :

- DCO entre 80 et 90% (<125 mg/L)
- DBO5 entre 80 et 90% (<25mg/L)
- MES entre 80 et 90%
- NTK et Pt entre 50 et 60%

Le calendrier prévu est le suivant :

- janvier 2013 : désignation d'un AMO
- Juin 2013 désignation d'un maître d'œuvre
- 3^e trimestre 2013 : engagement des études
- 1^{er} trimestre 2014 : choix d'une solution par le comité syndical,
- 1^{er} trimestre 2014 procédure et attribution des marchés
- 2^e trimestre 2014 travaux*
- 3^e trimestre 2015 : mise en service de la lagune redimensionnée.

Le budget prévisionnel est de 2 Millions d'euros comprenant l'infrastructure et les études)

Le financement prévu est réparti entre des fonds propres, des subventions et des emprunts.

1.5– Les eaux pluviales

L'écoulement des eaux pluviales sur la commune de Dieulefit s'effectue par l'intermédiaire d'un réseau pluvial constitué de tronçons canalisés (buses, ouvrages...) ou non (fossés, caniveaux, ravins, ruisseaux ...).

Ce réseau est très restreint mais il permet de satisfaire aux besoins actuels. Ces dispositifs sont à étendre aux futures zones à urbaniser.

Toutefois, il est nécessaire de prévoir dans les nouveaux développements une gestion des eaux pluviales à la parcelle (stockage, infiltration...) afin de ne pas aggraver les phénomènes de ruissellement.

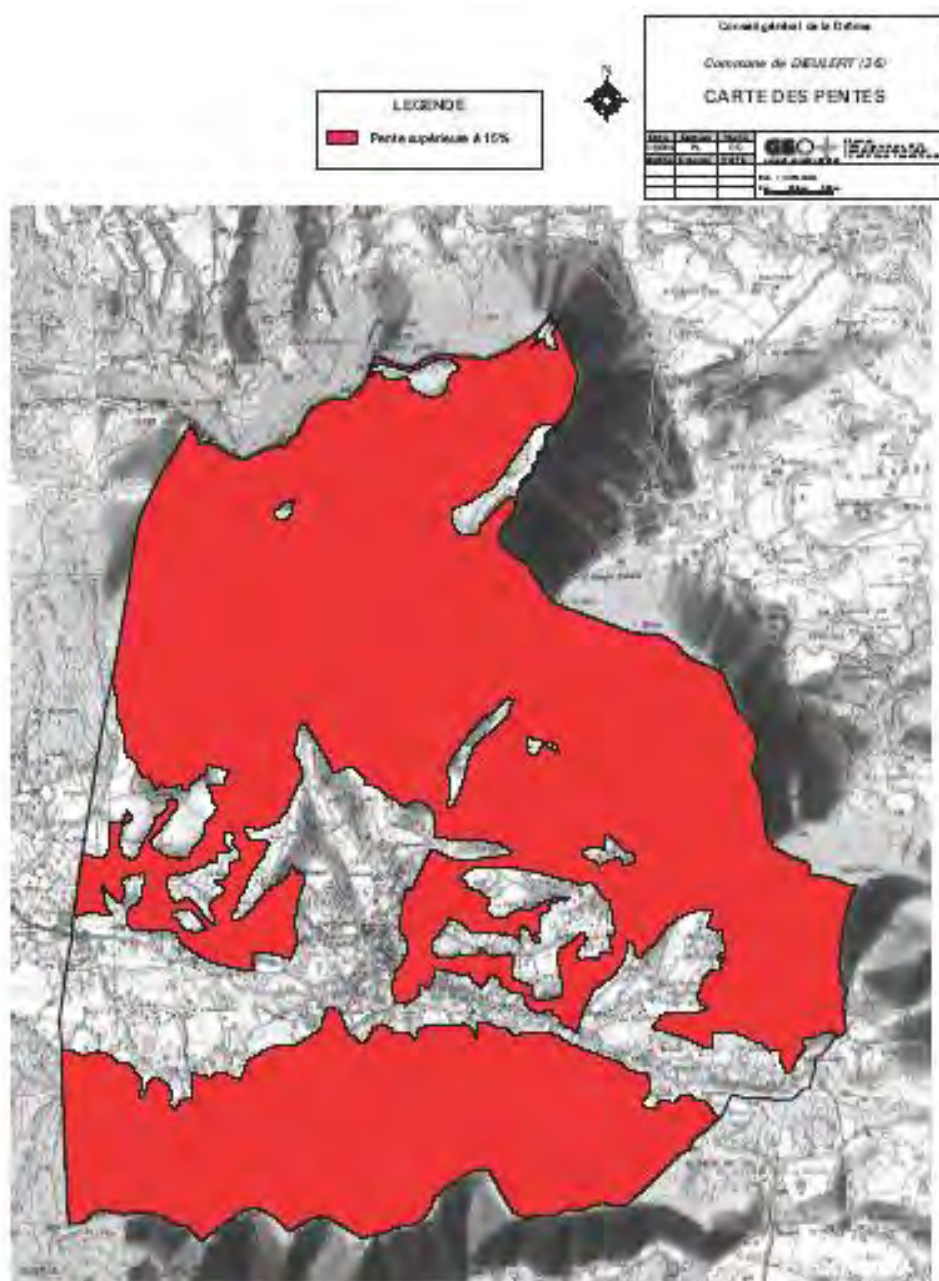
1.6– Assainissement individuel

Une large partie de la commune est concernée par un assainissement autonome. Ainsi l'ensemble des secteurs d'habitat diffus est concerné : Fabras, Satelas, Colonnes et Hubacs, Les Froments, Pied de Dieu Grâce, Dieu Grâce et Chavagnats, Pierrière, les Jourdans, Chavagnats, Les Plattes, Combe aux Baux, Grand Serre, Les Rouvières, les Blancs, Les Arlauds, la Rochette.

L'étude réalisée par le bureau d'études Géo+, montre qu'une grande partie de ces secteurs présente une mauvaise ou faible aptitude des sols à l'assainissement autonome. Notamment les secteurs suivants sont concernés par cette contrainte : Les Liénards, Dieu Grâce, Le Pied de Dieu Grâce, Les Froments, La colonne et Hubacs, Serre de Vesc, Fabras, Les Arlauds, une partie des Rouvières, Le grand Serre, La Combe aux Baux, Saléras, Les Plattes.

Les pentes sont un facteur important de cette inaptitude à l'assainissement autonome. En effet les secteurs de pente à plus de 15 % sont inaptes à l'assainissement autonome et concernent une large partie du territoire communal.

Les terrains sont inégaux sur le plan de l'aptitude à l'assainissement mais beaucoup ne permettent pas une infiltration satisfaisante.



1.7– Risques principaux de pollution des eaux et carences

Des rejets polluants ont été constatés dans les ravins et ruisseaux notamment dans les secteurs de Hubacs, les Chavagnats. Ils proviennent de systèmes d'assainissement autonome inadaptés au terrain, au trop anciens. Beaucoup d'assainissements autonomes sont constitués d'une simple fosse sans traitement en sortie de fosse. Ces systèmes sont polluants car ils ne mettent pas en place une véritable filière d'épuration. Les systèmes d'assainissement individuels doivent être contrôlés dans le cadre du SPANC (service public d'assainissement non collectif) qui relève de la compétence du SIEA.

D'autre part, le réseau d'assainissement de Dieulefit draine une quantité conséquente d'Eaux Claires Parasites en période de nappe haute et d'infiltration des eaux pluviales. Ces déficiences entraînent une diminution de la capacité d'épuration du lagunage et un rejet au milieu insatisfaisant.

1.8- Gestion des réseaux EU de la station

☐

Régie communautaire

☒

Régie syndicale (SIEA)

☐

Affermage ou concession

1.9- Conclusion générale

Les capacités de construction des zones AUb et les zones U ouvertes à l'urbanisation ne seront pas toutes utilisées avant la mise en service de la nouvelle lagune. Il faut rappeler que ces zones sont toutes intégrées dans l'enveloppe urbaine actuelle et que la majorité fait l'objet d'une rétention foncière.

Les autres secteurs de développement sont bloqués dans des zones U fermées et seront ouvertes à l'urbanisation une fois la lagune redimensionnée.

COMMUNE DE DIEULEFIT

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXES SANITAIRES :

Ordures ménagères



L'organisation générale

- La collecte des ordures ménagères reste de la compétence de la communauté de communes du Pays de Dieulefit, regroupant 16 communes et comptant 7534 habitants.

Communes	Population 1999
Aleyrac	45
La Bégude de Mazenc	1247
Comps	121
Dieulefit	3202
Eyzahut	111
Manas	138
Montjoux	297
Orcinas	28
Poët Laval	845
Pont de Barret	465
Rochebaudin	114
La Roche st Secret	383
Salettes	96
Souspierre	97
Teyssières	67
Vesc	278
TOTAL Population double compte	7 534
<i>TOTAL Population sans double compte retenue par Eco-Emballages</i>	7 313

La collecte:

Au sein de la Communauté de Communes du Pays de Dieulefit, le service de collecte regroupe 5 entités de gestion distinctes :

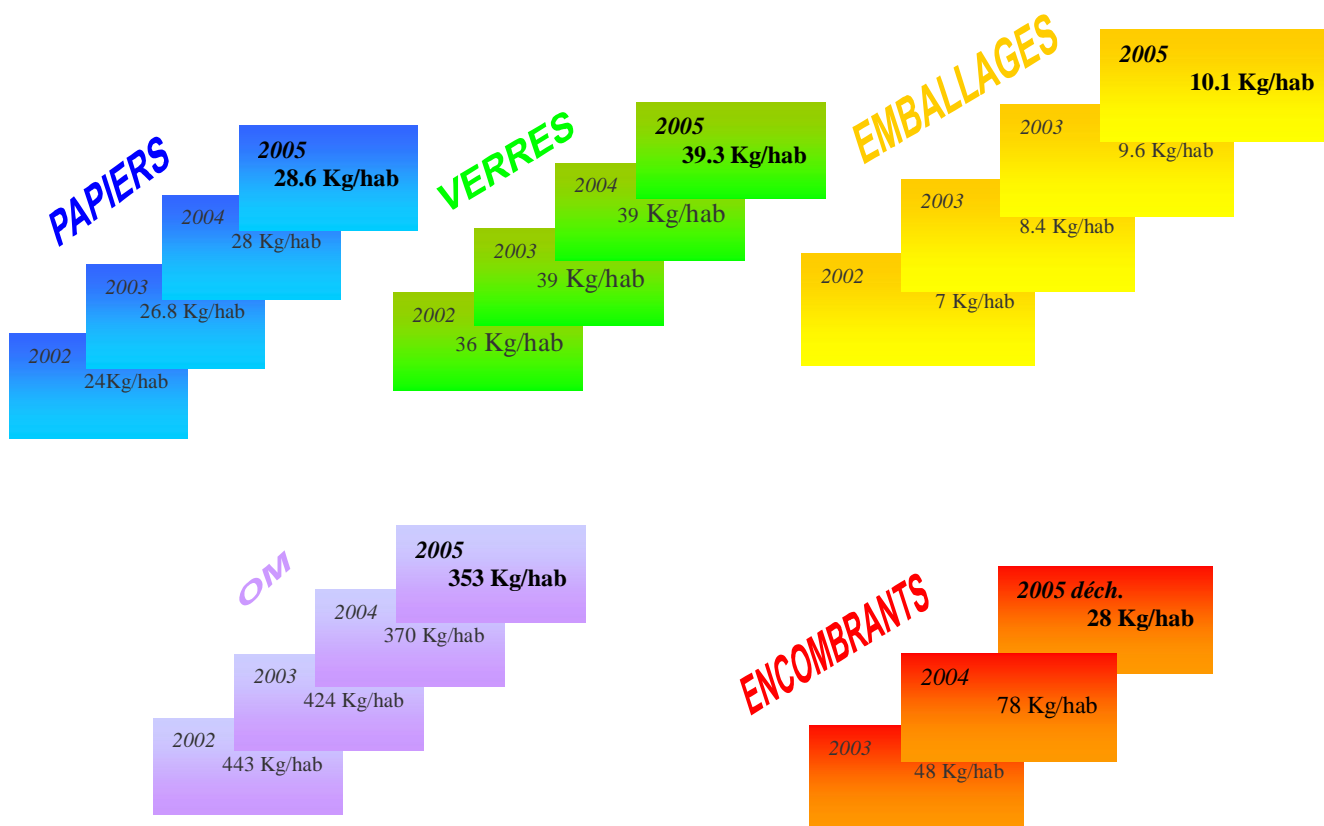
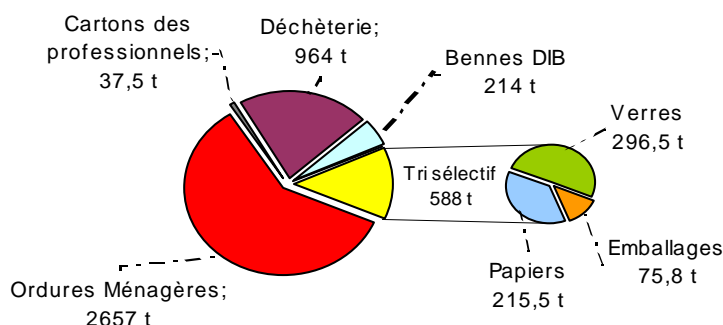
La collecte des ordures ménagères est effectuée par les services de la Communauté de Communes du Pays de Dieulefit. La communauté de communes pour rationaliser le service de collecte a modifié son schéma de collecte des déchets effectuée jusqu'alors en bacs roulants dispersés sur le territoire. Désormais :

- Les Ordures Ménagères doivent être déposées dans les colonnes semi-enterrées implantées sur l'ensemble du territoire. Le dépôt de ces nouvelles colonnes est limité à des sacs de 80 Litres.
- Le tri sélectif présent sur chaque point de dépôt
- La déchèterie est ouverte pour les déchets volumineux (encombrants, bois, cartons), les déchets végétaux, les gravats, les déchets dangereux (produits chimiques, piles, néons, déchets électronique)..
- La **collecte des Encombrants et des déchets assimilés** : depuis avril 2005, elle s'effectue par l'intermédiaire de la déchetterie qui a été ouverte sur la commune de Dieulefit
- La **collecte des cartons professionnels** : il s'agit d'un service payant mis en place pour les commerçants des plus communes les plus importantes : La Bégude, Le Poët Laval et Dieulefit + les 2 zones artisanales de Dieulefit. Il s'effectue en points de regroupement (cartons pliés, ficelés) ;
- La **collecte des cartouches d'imprimantes** : point de collecte dans les mairies de La Bégude de Mazenc et Le Poët Laval ainsi qu'à la CCPD.

En ce qui concerne **les déchets recyclables**, la commune a mis à disposition de la population des colonnes de tri (verre,...) et des conteneurs spécifiques : des conteneurs à marquage vert pour les bouteilles, bocaux et pots en verre, des conteneurs à marquage jaune pour les bouteilles en plastique, les flacons de produits ménagers, les briques alimentaires, les boîtes... ; les conteneurs à marquage bleu pour les journaux, prospectus et magazines. De nombreux conteneurs pour déchets recyclables sont présents sur tout le territoire et une dizaine de colonnes de tri est installée dans les quartiers des Granges, des Reymonds, Chamonix, l'Amandier, les Vernets, la Pouilleuse, le Paro, à la Place de l'Europe et de la Gare...

Pour les **déchets verts, les ferrailles, les encombrants**...une déchetterie a été implantée le 5 décembre 2003 dans la zone artisanale de Graveyron. Notons que l'accès se fait par la commune de Poët-Laval, derrière la faïencerie

Déchets collectés en 2005 Pays de Dieulefit



Source : schémas extraits du rapport annuel 2005 de la communauté de communes du Pays de Dieulefit.

La collecte se répartit de la façon suivante pour l'ensemble de la communauté de communes :

- Le papier : 28.6 Kg/hab en 2005
- Le verre : 39.3 Kg/hab en 2005
- Les emballages : 10.1 Kg/hab
- Ordures ménagères : 353 Kg/hab en 2005
- Déchets encombrants ménagers : 28 Kg/hab en 2005

Le traitement des ordures :

Les Ordures ménagères

Les Ordures Ménagères sont enfouies dans le Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CSDU) de COVED à Roussas (Drôme).

Cette installation a été réalisée selon des règles précises d'imperméabilité. Elle permet d'isoler les déchets du milieu qui les entoure et d'éviter toute contamination du sol, par l'eau en particulier.

Ce CSDU de classe II est habilité à recevoir et à stocker les déchets municipaux et assimilés. C'est une Installation Classée Pour l'Environnement soumise à autorisation préfectorale.

Bien que la préfecture ait autorisé COVED à réaliser une extension de ce site, des études sont en cours concernant les possibilités de traitement de façon à réduire les problèmes de stockage et de traitement.

Les Verres, Papiers et Emballages Ménagers

Les Papiers et Emballages sont traités dans un Centre de tri agréé à Donzère.

Après un tri manuel, effectué selon les prescriptions techniques minimales d'Eco-Emballages, les différents matériaux sont stockés en balles et expédiés vers les filières de recyclage appropriées.

Les erreurs de tri des ménages sont évacuées vers le CSDU de Roussas.

Le verre est, quant à lui, acheminé directement à l'usine de recyclage où il est retirié mécaniquement avant d'être valorisé.

Les Encombrants et des déchets assimilés

Depuis le 18 avril 2005, la déchèterie remplace les bennes à encombrants qui étaient mises à disposition périodiquement sur le Pays de Dieulefit.

Elle est destinée à recevoir le dépôt sélectif des déchets non traités par les autres collectes.

La déchèterie assure avant tout un service destiné aux particuliers, l'accès leur est donc réservé prioritairement. Elle représente néanmoins une solution de dépannage pour les professionnels du territoire, c'est pourquoi, comme pour les particuliers, leurs apports sont contrôlés à l'aide d'un badge.

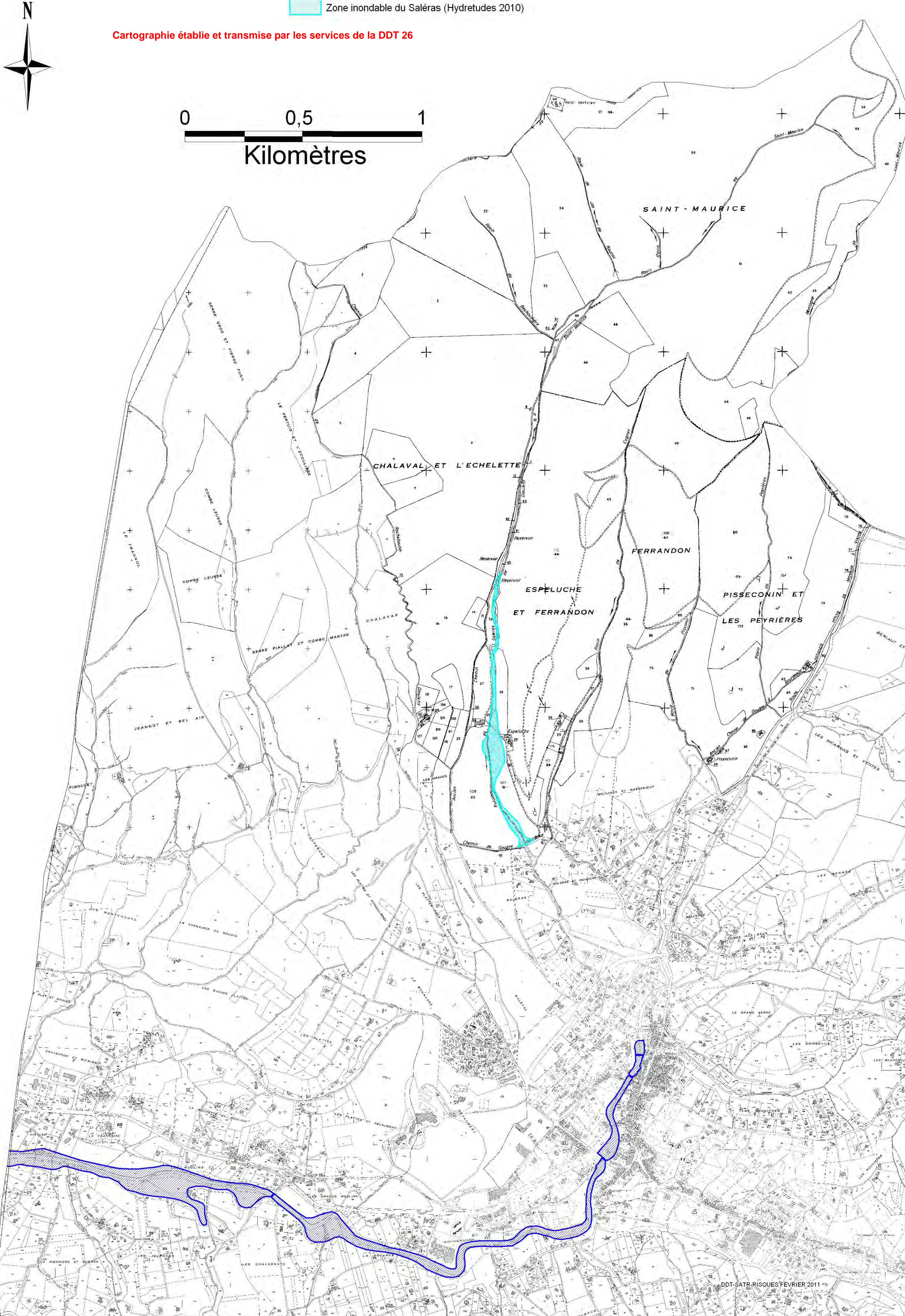
Les coûts de traitement

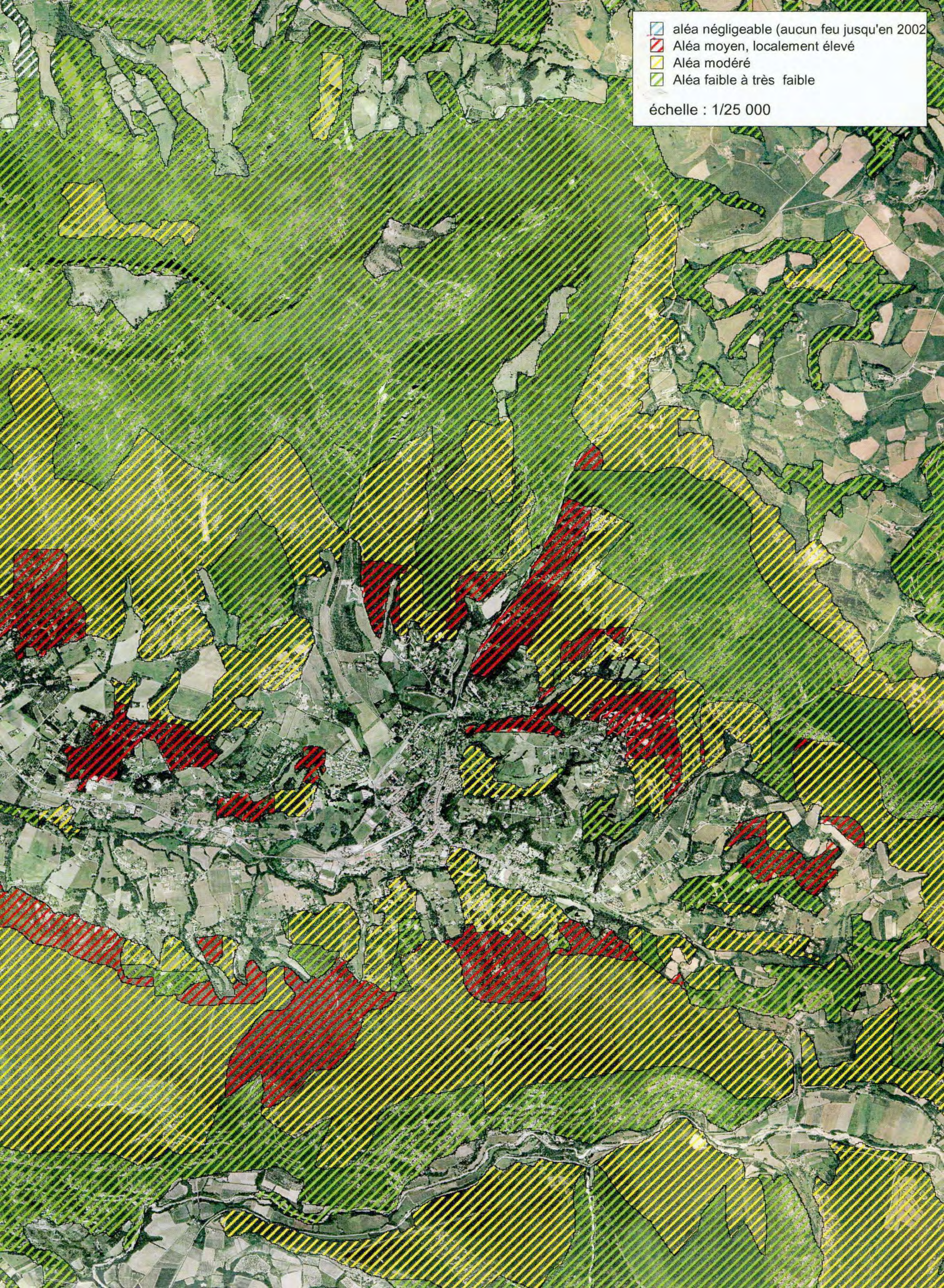
Ordures ménagères	2003	2004	2005
	3196 t	2789 t	2657 t
Collecte + Lavages des bacs 2003 = coûts sur 6 mois	82 886.58 €	172 401,72 €	178 117.14 €
Traitement	185 753.03 €	170 009,51 €	184 773.91 €
TOTAL	268 639.61 €	342 411,23 €	362 891.05 €

COMMUNE DE DIEULEFIT

- Zone inondable du Jabron (Sogreah 1990-1995)
- Zone inondable du Saléras (Hydretudes 2010)

Cartographie établie et transmise par les services de la DDT 26





aléa négligeable (aucun feu jusqu'en 2002)
Aléa moyen, localement élevé
Aléa modéré
Aléa faible à très faible

échelle : 1/25 000



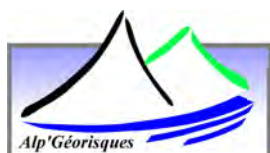
Commanditaire :
Mairie de Dieulefit
Rue Justin Jouve
BP N°75
26220 Dieulefit

Diagnostic et cartographie des aléas de mouvements de terrain

Secteur de « la falaise » - Commune de Dieulefit



Mars 2013



Alp'Géorisques - ZI du Moirond – Bâtiment Magbel - 38420 Domène
Tél. +33 (0)4 76 77 92 00 - Fax. +33 (0)4 76 77 55 90
www.alpgeorisques.com – contact@alpgeorisques.com

Etabli par :



Alp'Géorisques
Bâtiment Magbel
ZI- rue du Moirond
38240 Domène

Tel : 04.76.77.92.00 – Fax : 04.76.77.55.90

Mail : contact@alpgeorisques.com

Date du dernier enregistrement	Désignation du document	Numéro de devis	Nombre de pages
18/03/2013	Diagnostic et cartographie des mouvements de terrain	1209128	40

	Nom Prénom	Fonction	Rôle dans l'étude
Auteurs	Dupire Pierre	Ingénieur géomorphologue	Chargé d'étude
	Rossetti Jean-Pierre	Ingénieur géologue	Intervenant
	Grasset Antoine	Ingénieur géographe	Intervenant
Relu et validé par	Mazet-Brachet Didier	Gérant	Chef de projet

Version	Date	Observations
V1	03/12/2012	Rapport intermédiaire
V2	19/03/2013	V2
V3		

Sommaire

1	PREAMBULE	6
2	PRESENTATION DU SITE	7
2.1	LOCALISATION	7
2.2	CONTEXTE GEOLOGIQUE	7
2.2.1	<i>Les formations géologiques.....</i>	<i>8</i>
2.2.2	<i>Géologie et phénomènes naturels</i>	<i>9</i>
3	PHENOMENES NATURELS.....	10
3.1	EFFONDREMENTS DE CAVITES SOUTERRAINES.....	10
3.1.1	<i>Le phénomène et son origine.....</i>	<i>10</i>
3.1.2	<i>Observations de terrain.....</i>	<i>11</i>
3.2	ECROULEMENT DE FALAISE	14
3.2.1	<i>Le phénomène.....</i>	<i>14</i>
3.2.2	<i>Historicité des phénomènes d'écroulement de falaise</i>	<i>14</i>
3.2.1	<i>Observations de terrain.....</i>	<i>15</i>
3.3	LES CHUTES DE BLOCS ET/ OU DE PIERRES	20
3.3.1	<i>Le phénomène.....</i>	<i>20</i>
3.3.2	<i>Observations de terrain.....</i>	<i>20</i>
3.4	LES GLISSEMENTS DE TERRAIN	22
3.4.1	<i>Le phénomène.....</i>	<i>22</i>
3.4.2	<i>Observations de terrain.....</i>	<i>22</i>
4	CARTOGRAPHIE DES ZONES EXPOSEES.....	24
4.1	LA CARTE DES ALEAS	24
4.2	CARTE DES ALEAS CONJUGUES	24
5	PRECONISATIONS DE PRESCRIPTIONS.....	25
5.1	GRILLE DE TRANSCRIPTION	25
5.1.1	<i>Aléas forts.....</i>	<i>26</i>
5.1.2	<i>Aléas moyens</i>	<i>26</i>
5.1.3	<i>Aléas faibles</i>	<i>26</i>
5.2	DEFINITIONS DES NOTIONS EVOQUEES DANS LES PRESCRIPTIONS	26
5.2.1	<i>Projets nouveaux.....</i>	<i>26</i>
5.2.2	<i>Maintien du bâti à l'existant.....</i>	<i>27</i>
5.2.3	<i>Exceptions aux interdictions générales.....</i>	<i>27</i>
5.2.4	<i>Façades exposées</i>	<i>28</i>
5.3	FICHES DE PRESCRIPTIONS	29
6	CONCLUSION.....	37
6.1	RISQUES INDUITS PAR LES CHUTES DE BLOCS ET ECROULEMENT DE FALAISE	37
6.2	RISQUE INDUITS PAR LES CAVITES SOUTERRAINES	37
7	BIBLIOGRAPHIE.....	38
8	ANNEXES.....	39

AVERTISSEMENT

Ce document et ses annexes constituent un ensemble indissociable. Toute interprétation ou exploitation fondée sur une citation partielle, non autorisée par Alp'Géorisques, ne saurait engager notre responsabilité.

Alp'Géorisques ne saurait être tenue pour responsable des modifications apportées à ce document ou à ses annexes sans son accord écrit.

Les résultats qualitatifs et quantitatifs et les cartes figurant dans ce rapport ou dans ses annexes ne doivent pas être utilisées à d'autres fins que celles qui sont exposées dans le texte. Ces éléments correspondent à des hypothèses spécifiques et ne peuvent être exploitées en dehors de ce contexte.

La précision des cartes correspond à leur échelle d'origine et toute utilisation à une échelle inférieure (agrandissement) ne saurait engager la responsabilité de la société Alp'Géorisques.

Diagnostic et cartographie des aléas de mouvements de terrain

Secteur « la falaise » - commune de Dieulefit

1 Préambule

La commune de Dieulefit a confié à la société Alp'Géorisques – bâtiment Magbel, rue du Moirond, 38420 DOMENE – l'établissement d'un diagnostic des risques de mouvements de terrains susceptibles d'affecter les abords de la falaise qui domine le village.

Les phénomènes pris en compte sont :

- Les chutes de blocs et/ou de pierres ;
- Les éboulements de matériaux de la falaise ;
- Les effondrements de cavités souterraines ;
- Les glissements de terrain.

Une définition de ces phénomènes est exposée dans ce rapport.

L'objectif de ce diagnostic est de permettre une prise en compte aussi précise que possible de ces risques dans le plan local d'urbanisme en cours d'élaboration.

Les reconnaissances de terrain ont été effectuées le 21 novembre 2012 et les 12 et 13 mars 2013 par Pierre Dupire, Antoine Grasset et Jean-Pierre Rossetti (ingénieurs d'étude). Certaines d'entre-elles ont été effectuées en présence de M. Vignon des services techniques de la commune et de M. Cadier, adjoint au maire.

Les interventions sur site nécessitant de traverser des terrains et/ou habitations privés, une demande d'autorisation a été effectuée auprès des propriétaires.

2 Présentation du site

2.1 Localisation

Le vieux village de Dieulefit est situé sur le rebord occidental d'un plateau délimité par le Jabron à l'ouest, par les ravins de la Poule au Nord et par le ruisseau du Fau au Sud.

Le versant s'élève progressivement depuis le Jabron puis forme une falaise ou des escarpements dont la hauteur peut atteindre une trentaine de mètres.

L'urbanisation est concentrée sur les basses pentes mais s'adosse à la falaise ou aux escarpements.

La zone d'étude correspond à la zone hachurée (en orange) sur l'extrait du PLU ci-dessous.

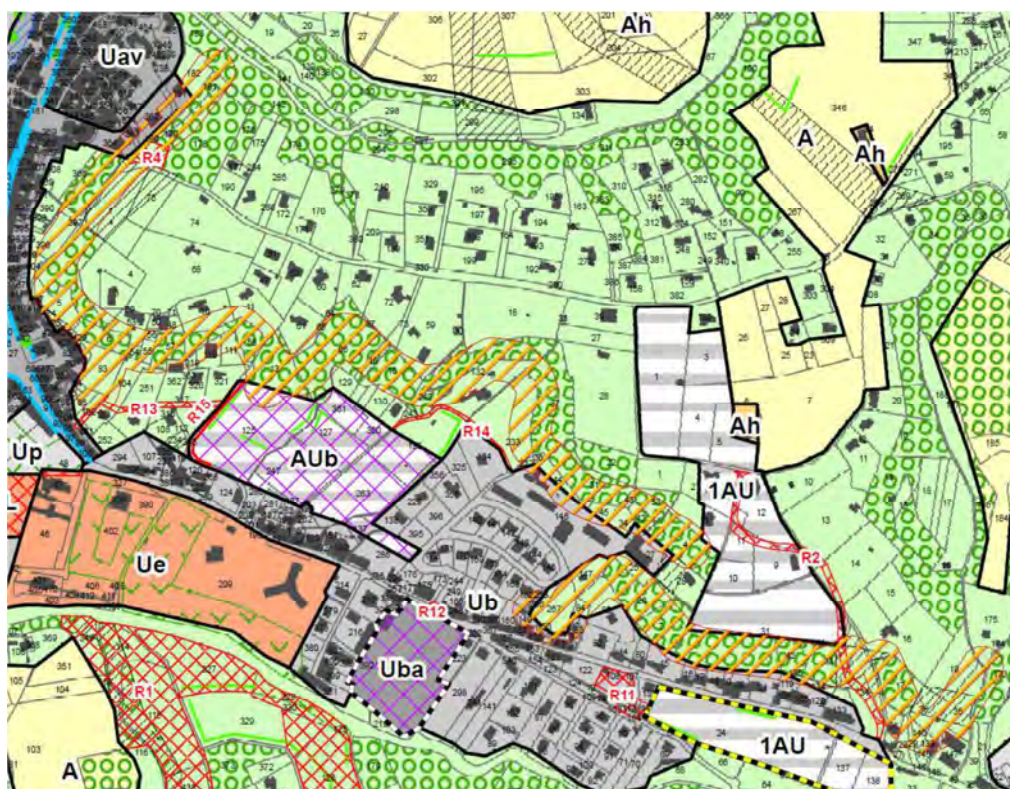


Figure 1: Extrait du PLU de la commune

2.2 Contexte géologique

Dieulefit se situe dans le domaine géologique dit « vocontien », caractérisé par de très importants dépôts sédimentaires marins durant le Jurassique supérieur et le Crétacé. Jusqu'au Crétacé inférieur, les formations correspondent à des dépôts pélagiques ; ensuite, l'activité tectonique se traduit par des phases de surrection et d'enfoncement avant une émergence définitive au Crétacé supérieur.

Les structures géologiques principales se sont formées lors d'une phase tectonique qui provoquât d'importants plissements Est – Ouest (-86 m.a.).

Dieulefit se situe dans un vaste synclinal qui résulte de cette phase de plissement. Dans la zone d'étude, les pendages de ces formations sont subhorizontaux.

2.2.1 Les formations géologiques

Le plateau qui domine le village de Dieulefit est constitué par des formations géologiques datées du Crétacé supérieur (-95 m.a. à -65 m.a.). Il s'agit pour l'essentiel des grès et sables dits « des Reymonds » (Turonien supérieur, -91 m.a. À -88 m.a.) et des grès verts de Dieulefit (Coniacien, -88 m.a. À -86 m.a.).



Figure 2: Extrait de la carte géologique de la France au 1/50000 (BRGM ed.).

2.2.1.1 Le substratum

Les grès et sables des Reymonds sont constitués de grès grossiers à ciment calcaire comportant de rares intercalations marno-sableuses surmontés d'un niveau sableux jaune dont la puissance est d'environ 15 m. L'épaisseur totale de cette formation est de 100 m.

La formation dite des « grès verts de Dieulefit » est constituée de grès calcaires, riches en glauconie, dont la puissance est d'environ 30 m. Un niveau plus calcaire marque la base de cette formation (voir Figure 3).



Figure 3 : grès des Reymonds surmontés par les niveaux calcaires de la base des grès coniaciens.

2.2.1.2 Formations superficielles récentes

La vallée du Jabron et le débouché de la combe du ruisseau du Fau montrent un remplissage d'alluvions fluviatiles récentes. Des terrasses alluviales emboîtées (moyenne et basse terrasses) sont visibles dans ces vallées.

Des colluvions recouvrent largement le substratum gréseux, qui s'altère facilement.

2.2.2 Géologie et phénomènes naturels

Les mouvements de terrains sont, d'une manière générale, conditionnés par les caractéristiques mécaniques des terrains concernés, la topographie (en particulier la pente) et par la présence d'eau.

Les formations gréseuses qui affleurent largement à Dieulefit s'altèrent facilement en sable (dissolution du ciment calcaire sous l'effet des agents atmosphériques). Cette altération produit des colluvions sableuses pouvant localement former des glissements localisés et superficiels notamment en tête de falaise ou sur les pentes les plus fortes.

Des masses de grès peuvent se désolidariser des falaises et ainsi provoquer des éboulements avec des masses relativement importantes qui se désagrègent lors de leur impact. D'une manière générale, l'altération rapide se traduit par des falaises très lisses, et les petites masses instables sont rares.

Les falaises de grès sont surmontées par des matériaux calcaires peuvent libérer des matériaux du types blocs ou pierres ($< 1\text{m}^3$).

De nombreuses cavités souterraines sont creusées dans les grès des Reymonds. Ces cavités, de tailles très variables (galeries de quelques mètres à plusieurs dizaines de mètres de longueur) sont susceptibles de s'effondrer et donc de générer des effondrements ou des tassements en surface.

3 Phénomènes naturels

3.1 **Effondrements de cavités souterraines**

3.1.1 Le phénomène et son origine

Il existe de nombreuses cavités dans la zone d'étude. Pour la plupart, il s'agit de galeries horizontales creusées dans les grès des Reymonds et qui se prolongent sur quelques mètres ou quelques dizaines de mètres.

Nous avons également observé des cavités creusées dans les niveaux calcaires de la base des grès verts (voir Figure 6). Ces niveaux calcaires peuvent être naturellement sous-cavés du fait de l'érosion des niveaux sous-jacents.

L'origine de ces galeries serait généralement issue d'anciennes exploitations d'argiles destinées à la poterie (des passées argileuses sont présentes dans les grès). Certaines ont été creusées afin d'agrandir les propriétés (caves, remises). Ces galeries auraient également été utilisées pour le séchage des poteries.

Remarques relatives à la propriété des cavités

La propriété des cavités est définie par le Code civil et notamment par ces articles 552, 553 et 1384 (cf. ci-dessous). Il ressort de ces textes que la propriété d'un terrain s'étend aux terrains sous-jacents (en théorie jusqu'au centre de la Terre), sauf dans le cadre des concessions définies par le Code minier. Le propriétaire d'un terrain est donc propriétaire et responsable des cavités situées en dessous.

Article 552

« La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre "Des servitudes ou services fonciers".

Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police. »

Article 553

« Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé ; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment. »

Article 1384 (extrait)

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. (...) »

Dans le cas des cavités situées en pied de falaise, la situation est plus complexe. Le guide méthodologique pour l'élaboration des plans de prévention des risques naturels pour les cavités souterraines abandonnées précise que : *« Les propriétaires des terrains situés au-dessus de la falaise sont alors responsables des cavités utilisées par les habitants du pied de la falaise. Dans ce cas, la logique d'accès, d'entretien et de jouissance de la cavité voire de la falaise, dépend des limites précises de parcelles et des usages locaux. »*

En cas d'effondrement de ces cavités, des *fontis* ou des tassements peuvent apparaître en surface. L'importance des désordres dépend de divers facteurs (hauteur sous plafond, foisonnement des matériaux, épaisseur et nature des matériaux constituant le recouvrement, etc.).

Des tassements modérés peuvent causer des dommages importants aux constructions implantées dans la zone affectée.

L'extension de la zone affectée par un effondrement peut être déterminée à partir d'un angle d'influence qui dépend de la nature des matériaux et de l'épaisseur du recouvrement (cf figure 4).

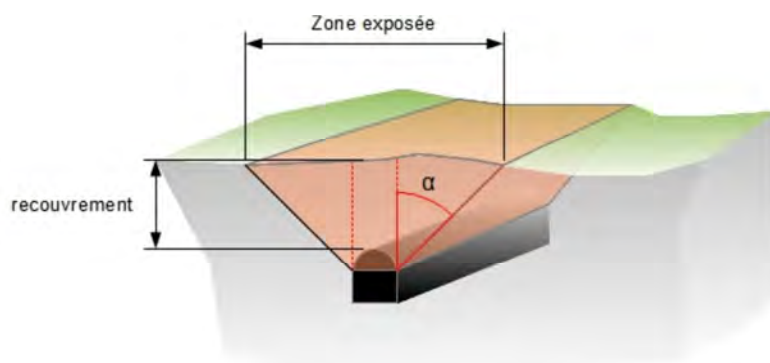


Figure 4: Schéma cavité

3.1.2 Observations de terrain

A l'issue des reconnaissances de terrain de mars 2013, nous avons pu identifier 49 cavités. Chacune d'entre-elles a fait l'objet d'un relevé topographique sommaire (profondeur, largeur, hauteur). Les descriptions de ces cavités sont retranscrites dans les fiches techniques exposées en annexes. Elles sont également reportées sur la carte des aléas d'effondrement de cavités souterraines jointe à ce rapport.

Plusieurs types de cavités ont été observés :

Les petites cavités (n°3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 21, 22, 24, 25, 27, 30, 31, 35, 36, 39, 47, 48, 49) :

Ce sont les cavités les plus représentatives de la commune. Il s'agit de cavités creusées en cavage dans les grès. Elles servent la plupart du temps comme remises à l'arrière des propriétés. Leurs dimensions générales n'excèdent pas les 3 m de profondeur, 3 m de largeur et 2 m de hauteur. On n'y distingue pas de cloche de fontis. L'altération des grès semble peu marquée, en revanche les têtes de cavités (entrées des caves) sont parfois fissurées avec des racines qui envahissent ces discontinuités. Il conviendra de suivre l'évolution de ces cavités en surveillant notamment les entrées.



Figure 5 : Exemple d'une cavité avec fissure sur l'entrée (n°27)

Cavité n°2

Cette cavité est incontestablement la plus critique parmi celles visitées. Elle s'enfonce en cavage dans le talus à l'arrière d'une maison. Deux terrasses ont été aménagées contre le versant et surmontent la première partie de la galerie. Les effondrements passés ont fait remonter le ciel jusqu'à la plus basse de ces dalles. Des fissures affectent les murs qui bordent les terrasses ; il est probable qu'elles sont dues en partie au tassement de la structure du fait de l'évolution de la cavité mais la démolition de bâtiments voisins en 1996 a également pu jouer un rôle dans la déstabilisation de cette structure.

À court terme, la cloche de fontis qui se développe menace la stabilité des terrasses et des murs qu'elles supportent. La ruine de ces ouvrages pourrait avoir une incidence sur la stabilité du versant et notamment du chemin communal.

À long terme, la cavité peut évoluer dans sa partie la plus profonde et provoquer un effondrement sous le chemin communal et les terrains avoisinants.

Dans ce cas présent, il conviendra au propriétaire et à la commune de Dieulefit de prendre des mesures de stabilisations (remblaiement, étayage, autre) le plus rapidement possible.



Figure 6 : Cavité n°2 effondrée

Les cavités dans les calcaires durs (cavités n°33 et 34).

Il s'agit de cavités de faible profondeur creusées dans le niveau calcaire basal des grès verts. Il existe un risque d'effondrement à court terme. L'ampleur de la zone concernée est très limitée du fait des faibles longueurs des cavités. Il conviendra de rendre inconstructibles les terrains situés à la verticale et aux abords de ces cavités (Cf carte et prescriptions).



Figure 7: Entrée d'une cavité creusée dans les niveaux calcaires de la base des grès verts coniaciens (n°33).

Les grandes cavités (n°1, 7, 12, 16, 19, 20, 23, 26, 28, 32, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46)

Quelques « grandes » cavités ont été aménagées dans les grés pour une activité de poterie. Elles sont également creusées en cavage. Si globalement elles sont en bon état, on peut toutefois observer des cloches de fontis qui semblent se stabiliser. Les dimensions de ces cavités sont variables ; certaines disposent d'une hauteur sous plafond d'environ 5m. Les profondeurs peuvent atteindre des dizaines de mètres.

Quelques-unes disposent de plusieurs salles reliées par des galeries (Cf figure 8).



Figure 8 : exemples de grandes cavités

Cavité – galerie (cavité n°29)

Une galerie a été creusée dans les grés. Celle-ci fait plusieurs dizaines de mètres de longueur sur 1,5 de hauteur. Son entrée est visible au droit d'une habitation. A son autre extrémité se distingue un puits en mauvais état et partiellement effondré. La galerie proprement dite est quant à elle parfaitement conservée et sans fissures.

Figure 9 : galerie de la cavité 29



3.2 Eboulement de falaise

3.2.1 Le phénomène

Le phénomène d'éboulements de falaise est largement représenté étant donné les contextes géologiques et géomorphologiques locaux. Ces derniers sont notamment à l'origine des affleurements abrupts formant la « falaise » qui domine le bourg et les quartiers à l'Est du village.

Ce type de phénomène se réalise dans les grès qui composent la majeure partie de la falaise. Les strates forment des dalles qui sont ponctuellement déstructurées par des infiltrations d'eau, des fissures géologiques et des racines qui se développent dans les points faibles de la roche. Ces caractéristiques forment des écailles qui s'éboulent assez aisément. Lorsque ces phénomènes se produisent sur les parties basses de la falaise, il en résulte des surplombs suspendus de plusieurs dizaines de tonnes sur les parties hautes de la paroi.

Si la propagation de ce type de matériaux reste limitée puisque ils s'effritent à leur impacts au sol, les dégâts occasionnés peuvent être néanmoins important comme en témoigne l'événement de 1996 dans le secteur des Reymonds (cf § suivants).

3.2.2 Historicité des phénomènes d'écroulement de falaise

L'historique révèle plusieurs événements :

- 1927, secteur « Rocher du Temple » (source bdmvt) ;
- 1970, secteur non identifié (source bdmvt) ;
- 04/05/1971, secteur « Rue des Raymonds – maison PLUMEL » (source BRGM) ;
- 20/12/1996, secteur « Rue des Raymonds » (source BRGM) ;
- 1999, secteur à l'arrière du Temple (source : riverains).



Figure 10 : Photographies de l'événement du 20/12/1996 (source : rapport BRGM RR39297)

3.2.1 Observations de terrain

Les observations de terrain ont été décomposées en plusieurs secteurs homogènes selon le découpage illustré sur la carte suivante :

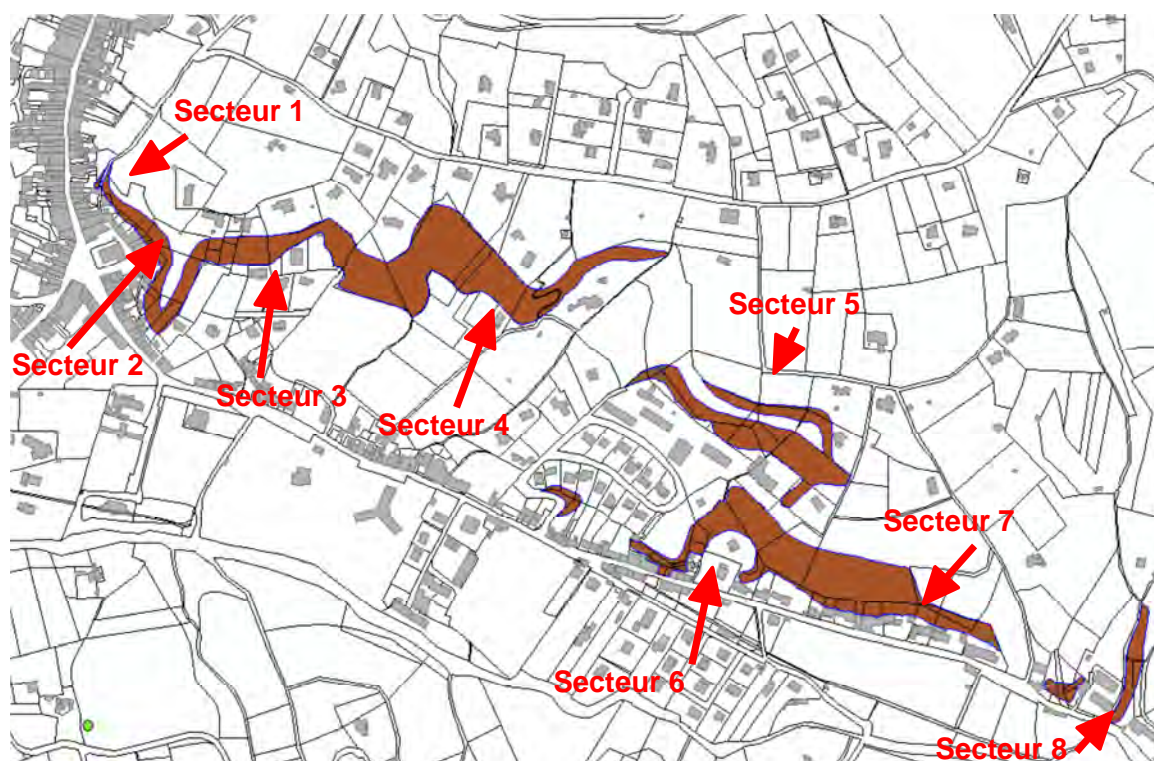


Figure 11: Localisation des secteurs

Secteur 1 : Il s'agit de l'extrémité Ouest de la falaise. Elle s'entremêle généralement avec des murs en pierres érigés par l'homme. Ceux-ci maintiennent la paroi et limitent d'éventuels écroulements.

Secteur 2 : La falaise atteint une hauteur d'environ 25 m au droit de plusieurs habitations. Le secteur a déjà connu des événements en 1927 et 1999. Depuis, on ne dispose pas d'indicateur permettant d'apprécier la stabilité de cette falaise (un appareillage de mesure : témoin sur fissure a néanmoins été observé, mais celui-ci ne fait pas l'objet de suivis, Cf Fig 12).



Figure 12 : Instrumentation à l'abandon

Le rocher est partiellement fracturé : on distingue de surcroît, une fissure importante colonisée par la végétation qui fragilise la roche en place (Cf ; Figure 13).



Figure 13 : Fissure végétalisée

Un imposant surplomb (environ 15 m³ soit environ 38 T) suspendu sur les hauteurs de la falaise (à environ 12 m de haut) a été constaté au droit de la parcelle AB427. Celui-ci paraît particulièrement en équilibre et est chargé sur son sommet de végétations et de matériaux non stabilisés.



Figure 14 : Surplomb

Une écaille s'est formée au droit de la parcelle AB429. Celle-ci repose sur sa base et ne dispose, a priori, pas de ponts rocheux capables de retenir une telle masse. La fissure à l'arrière de l'écaille est par ailleurs ponctuellement envahie de racines. Ceci témoigne d'une surface de liaison rocheuse entre la falaise et la masse instable, très limitée. Au cours du temps, le défaut de butée de pied, inhérent à la verticalité (voire surplomb) que forme l'écaille va permettre une ouverture plus importante de la fissure jusqu'à l'écroulement.



Figure 15 : écaille



Figure 16 : Grillage plaqué

Cette falaise a été partiellement protégée par un dispositif de grillage plaqué au niveau de la parcelle AB428 (cf Figure 16). L'essentiel des ancrages ont été posés sur les terrains en amont de la paroi afin de ne pas déstabiliser davantage la roche en place. On distingue néanmoins quelques clouages dans la falaise. Si l'ouvrage semble efficace, il conviendra de purger les matériaux éboulés en pied de grillage qui déforment l'ouvrage et provoquent des tractions pouvant limiter son efficacité.

Peu de cavités ont été creusées dans ce secteur, ce qui limite le risque d'effondrement de cavité qui entraînerait une fragilisation de la falaise.

L'ensemble des habitations de ce secteur peut être affecté par un aléa d'écroulement de falaise.

Secteur 3 : La falaise atteint une hauteur d'environ 15 m. Trois habitations se sont implantées en contre bas et quatre sur la partie sommitale. Dans cette falaise se distinguent plusieurs cavités qui fragilisent la paroi qui se compose là aussi de grès. Compte tenu de la hauteur de la falaise, les maisons en aval peuvent être impactées. Un effondrement pourrait également affecter les habitations en amont par la régression de la falaise.

Secteur 4 : La falaise s'atténue et n'atteint qu'une dizaine de mètres. Quelques habitations se situent à proximité mais, a priori, suffisamment éloignées pour ne pas être impactées. La falaise se compose également de grès très altérables. La photographie – figure 17 – illustre le type de phénomènes possibles sur ce secteur.



Figure 17 : Matériaux écroulés

Dans la continuité de ce secteur, au niveau du talweg, un écoulement récent a été observé vraisemblablement due à une venue d'eau (figure



Figure 18 : Matériaux écroulés

Secteur 5 : Au droit des HLM, la falaise se compose comme les secteurs précédents : formée de grès, d'une hauteur d'une quinzaine de mètres. Les affleurements semblent stables, il convient néanmoins de rester prudent compte tenu de sa composition gréseuse. En amont, le versant est très pentu et est sujet à d'autres phénomènes tels que des glissements de terrains qui peuvent être des facteurs déclenchant d'éboulements.

Secteur 6 : Il s'agit certainement de la zone la plus active de la commune : un événement recensé (figure 10) et un observé sur le terrain (figure 19). La falaise se compose de grès sur sa partie basse, et de bancs calcaires très déstructurés sur la partie haute (figure 11).



Figure 19: Matériaux écroulés

Plusieurs habitations peuvent être impactées, notamment celles situées en bordure de la RD 538 et la maison de la parcelle AM83.

Secteur 7 : La falaise se situe directement à l'aplomb des habitations en bordure de route. Sur sa base, elle paraît stable bien que gréseuse. En amont, le talus se raidit et est

entremêlé de limon. La série de maisons peut être globalement impactée. Certains propriétaires ont d'ailleurs aménagés des ouvrages de protections (barrières de grillages) directement implantés et ancrés dans la falaise. Ceux-ci paraissent mal vieillir : la falaise s'est partiellement érodée laissant parfois des ancrages à nu.



Figure 20 : Ouvrages détériorés

Secteur 8 : La falaise domine une zone d'activité. Elle s'élève d'une dizaine de mètres et se compose essentiellement de grès. Les bâtiments semblent, a priori, suffisamment écartés pour ne pas être affectés. Notons toutefois une zone très instable en amont d'un terrain de « petits engins motorisés » (privé ou public ??).



Figure 21 : Traces d'écroulement

3.3 Les chutes de blocs et/ ou de pierres

3.3.1 Le phénomène

Les parties sommitales de la falaise se composent de calcaires durs qui sont, de par leur stratification, fracturés de façon relativement homogène et par conséquent très vulnérables en bordure de falaise. Ils sont découpés par un réseau de petites fissures d'orientation multiple et en évolution constante sous l'influence de la pénétration d'eau et de l'action climatique. La végétation qui recouvre ces formations, surcharge les surplombs rocheux qui composent ces calcaires. Elle augmente de surcroît la perméabilité du sol par l'action aérante des racines.

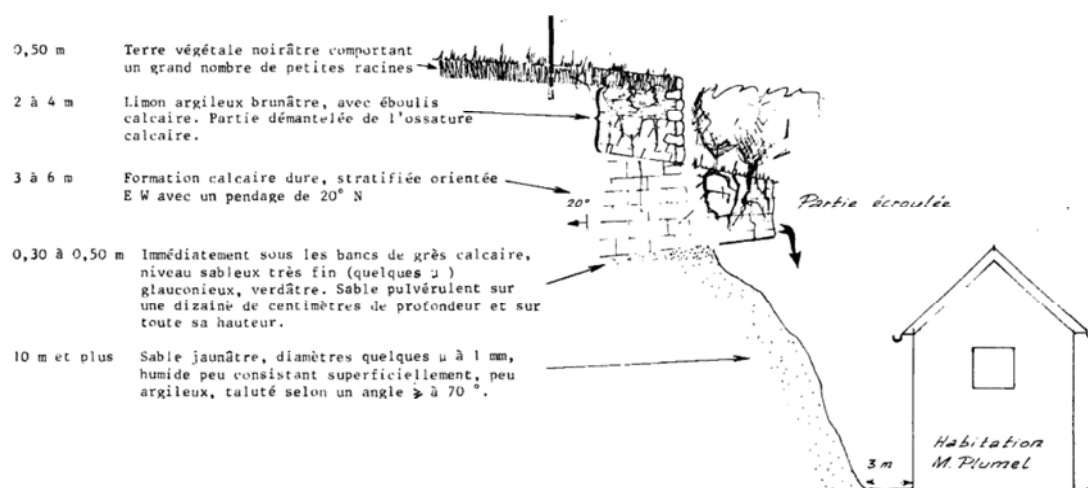


Figure 22: Coupe de la falaise (source : rapport BRGM R39297)

3.3.2 Observations de terrain

En gardant le même découpage en secteur que pour les phénomènes d'éboulement de falaise, les secteurs 1, 5, 6 et 6.

Secteur 1 : Sur l'extrémité Ouest de la falaise, on retrouve ponctuellement ces bancs calcaires entremêlés à des murs en pierres érigés par l'homme. L'aléa est essentiellement issu de l'instabilité de ces murs.

Secteur 5 : En amont, près de la route « Les Garennes et Reymonds », un affleurement de calcaire très déstructuré s'entremêle avec un mur en pierres (cf figure 23). Des matériaux éboulés de calcaires compacts se distinguent ici ou là. L'affleurement forme ponctuellement des petits surplombs notamment à proximité d'une habitation en construction. Cet ensemble ne dépasse pas les 2 m de hauteur mais semble toutefois relativement instable. La propagation des blocs est toutefois limitée par une terrasse qui joue un rôle de piège à blocs.



Figure 23: Secteur 5 sur la partie amont

Secteur 6 : La zone est particulièrement concernée par ces aléas. Le grès qui constitue la partie basse de la falaise est particulièrement altéré laissant place à des surplombs calcaires sur les parties hautes. Ces calcaires libèrent alors des blocs qui se propagent sur les talus formés par l'altération des grès sur des distances de plusieurs dizaines de mètres pouvant atteindre les habitations (Cf.fig 24).



Figure 24: Blocs éboulés au droit d'une habitation

Secteur 7 : Ce secteur est soumis aux mêmes phénomènes que le secteur précédent. Des terrasses ont toutefois été aménagées ce qui limite la propagation des blocs.



Figure 25: Pierres en équilibre

3.4 Les glissements de terrain

3.4.1 Le phénomène

Des glissements de terrains superficiels affectent certaines zones, notamment les rebords supérieurs de la falaise ou les versants, sur lesquels la roche n'est pas affleurante.

Des glissements actifs se retrouvent sur ces zones avec de nombreux indices de mouvements (niches d'arrachement, fissures, bourrelets, arbres basculés, rétention d'eau dans les contre-pentes, traces d'humidité) et des dégâts au bâti et/ou aux axes de communications.

Ces phénomènes peuvent représenter des risques à part entière. Ils sont d'autant plus importants à considérer qu'ils peuvent être des facteurs déclenchant des chutes de blocs et/ou d'effondrement.

3.4.2 Observations de terrain

Plusieurs zones de glissements actifs ont été observées :

Sur le versant en amont des HLM (cf figure 26) : le terrain est particulièrement pentu et gorgé d'eau. Des niches d'arrachement sont clairement visibles.



Figure 26 : Niche d'arrachement d'un glissement de terrain (secteur 5).

Les parties sommitales des falaises sont généralement soumises aux glissements. De nombreux signes témoignent d'une certaine activité : fissures sur les murs de jardins, arbres inclinés, etc.

A l'extrémité Ouest de la falaise, au niveau d'un réservoir d'eau, la route est particulièrement déformée ce qui est un signe de mouvement. Un mur en pierres de soutènement qui est lui aussi très déstructuré a d'ailleurs fait l'objet d'aménagements (renforts et ancrages).

Les versants du talweg situé entre Les Rouvières et Les Raymonds (entre la Sablière et les HLM) sont très sensibles à ces phénomènes. La végétation en place est particulièrement inclinée, les terrains sont humides (présences de sources et d'écoulements) et les sols ponctuellement moutonnées.

Enfin, un autre talweg semble relativement sujet aux glissements : il s'agit d'une zone en amont de la rue des Raymonds non loin d'une ancienne station-service. A l'origine cette combe présente déjà une forme propice à ces phénomènes (pente forte, terrains gorgés d'eau, etc.). Le phénomène est aujourd'hui amplifié par un remblaiement de cette zone (décharge de matériaux). Ce remblai est non stabilisé à la vue des boursofflures qui se dessinent un peu partout à sa surface.

4 Cartographie des zones exposées

4.1 *La carte des aléas*

La notion d'aléa traduit la probabilité d'occurrence, en un point donné, d'un phénomène naturel de nature et d'intensités définies. Pour chacun des **phénomènes rencontrés**, trois degrés d'aléas - aléa fort, moyen ou faible - sont définis en fonction de **l'intensité** du phénomène et de sa **probabilité d'apparition**. La carte des aléas, établie sur fond cadastral au 1/2 000, présente un zonage des divers aléas observés. La précision du zonage est, au mieux, celle des fonds cartographiques utilisés comme support ; la représentation est pour partie symbolique.

Du fait de la grande variabilité des phénomènes naturels et des nombreux paramètres qui interviennent dans leur déclenchement, l'estimation de l'aléa dans une zone donnée est complexe. Son évaluation reste subjective ; elle fait appel à l'ensemble des informations recueillies au cours de l'étude, au contexte géologique, aux caractéristiques des précipitations et à l'appréciation du chargé d'études. Pour limiter l'aspect subjectif, la qualification des aléas résulte de grilles de caractérisation des différents aléas issues des guides méthodologiques en vigueur (cf Bibliographie).

L'élaboration de la carte des aléas impose donc de connaître, sur l'ensemble de la zone étudiée, l'intensité et la probabilité d'apparition des divers phénomènes naturels.

L'intensité d'un phénomène peut être appréciée de manière variable en fonction de la nature même du phénomène : volume des éléments pour une chute de blocs, importance des déformations du sol pour un glissement de terrain, etc. L'importance des dommages causés par des phénomènes de même type peut également être prise en compte.

L'estimation de la probabilité d'occurrence d'un phénomène de nature et d'intensités données traduit une démarche statistique qui nécessite de longues séries de mesures ou d'observations du phénomène. Elle s'exprime généralement par une **période de retour** qui correspond à la durée moyenne qui sépare deux occurrences du phénomène. La probabilité du phénomène sera donc généralement appréciée à partir des informations historiques et des observations du chargé d'études.

4.2 *Carte des aléas conjugués*

Afin d'éviter une lisibilité limitée due à la superposition des phénomènes, chaque type d'aléa a fait l'objet d'une carte (jointe à ce rapport), soit :

- Carte des aléas d'effondrement de cavités souterraines ;
- Carte des aléas d'éboulement de falaise ;
- Carte des aléas de chutes de blocs et/ou de pierres ;
- Carte des aléas de glissements de terrain.

L'ensemble de ces cartes a ensuite été croisé afin de donner « les aléas conjugués ». Cela regroupe et simplifie les zonages des cartes précitées. Ainsi, les aléas obtenus, toujours sur le principe d'aléa fort, moyen et faible, sont associés à un étiquetage renvoyant vers des préconisations de prescriptions.

5 Préconisations de prescriptions

L'aléa conjugué permet de définir de la constructibilité des terrains selon la grille suivante. En cas d'aléas moyen (uniquement dans certains cas) ou faible il sera possible de construire avec des prescriptions particulières exposées dans les paragraphes suivants.

5.1 Grille de transcription

Le zonage respecte les orientations générales définies par le Guide de prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme (version février 2009).

	ALEA FORT	ALEA MOYEN	ALEA FAIBLE
ZONES NON BATIES	INCONSTRUCTIBLE	INCONSTRUCTIBLE	INCONSTRUCTIBLE*
			CONSTRUCTIBLE avec prescriptions spéciales et recommandations
ZONES BATIES	MAINTIEN DU BATI A L'EXISTANT	1) INCONSTRUCTIBLE	CONSTRUCTIBLE avec prescriptions spéciales et recommandations
		2) A priori INCONSTRUCTIBLE à moins que les conclusions d'une étude spécifique à mener soient favorables, et dans ce cas : -> Constructible avec prescriptions de protection d'ensemble de la zone et d'adaptation du projet, sous réserve des conclusions favorables de l'étude et que ces travaux soient effectués, dans la limite de leur faisabilité technique.	
		3) CONSTRUCTIBLE SELON LE TYPE D'ALEA DANS CERTAINS CAS TRES PARTICULIERS Et selon les cas : avec prescriptions sur l'ensemble de la zone ou constructible uniquement sur les parcelles déjà bâties, avec prescriptions spéciales et recommandations	

5.1.1 Aléas forts

L'aléa fort est systématiquement classé en inconstructible :

- soit parce qu'il présente un péril pour la vie des personnes (glissement de type coulée de boue, etc.) ;
- soit parce qu'il peut aboutir à la destruction du bâti (glissement progressif fissurant sérieusement les structures, etc.).

5.1.2 Aléas moyens

En général, l'aléa moyen est considéré comme inconstructible quand les dispositifs de protection individuels (étude géotechnique d'adaptation du projet sur la parcelle à bâtir, surélévation des ouvertures, etc.) sont insuffisants pour ramener l'aléa à un niveau acceptable pour le projet (faible ou nul).

Du fait des techniques engagées (différents types de sondages géotechniques et géophysiques pour les mouvements de terrain, relevés topographiques précis, etc.), le montant de l'étude et des travaux de protection à réaliser nécessiterait un maître d'ouvrage de type collectif.

Enfin, cette étude pourrait conclure à l'inconstructibilité de toute ou partie de la zone d'enjeu, s'il s'avérait difficile de concevoir un dispositif qui assure une protection suffisante à un coût raisonnable pour la collectivité, ou si le risque résiduel en cas de défaillance de l'ouvrage s'avérait trop important.

5.1.3 Aléas faibles

La notion d'aléa faible suppose qu'il n'y a pas de risques pour la vie des personnes, ni pour la pérennité des biens. La protection de ces derniers peut être techniquement assurée par des mesures spécifiques, dont la mise en œuvre relève de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Remarque :

Certaines de ces prescriptions, telles que l'interdiction du rejet des eaux pluviales et usées dans le sol, peuvent cependant se traduire dans les faits par l'inconstructibilité des terrains, s'il n'y a pas de possibilités alternatives (raccordement au réseau ou rejet dans un émissaire capable de les recevoir sans aggravation des risques et dans le respect des normes sanitaires).

5.2 Définitions des notions évoquées dans les prescriptions

5.2.1 Projets nouveaux

Est considéré comme « projet nouveau » :

- tout ouvrage neuf (construction, aménagement, camping, installation, clôture...) ;
- toute extension de bâtiment existant ;
- toute modification ou changement de destination d'un bâtiment existant conduisant à augmenter l'exposition des personnes et/ou la vulnérabilité des biens ;
- toute réalisation de travaux.

5.2.2 Maintien du bâti à l'existant

Cette prescription signifie qu'il n'y a pas changement de destination de ce bâti, à l'exception des changements qui entraîneraient une diminution de la vulnérabilité, et sans réalisation d'aménagements susceptibles d'augmenter celle-ci. Peut cependant être autorisé tout projet d'aménagement ou d'extension limitée (inférieure à 20m²) du bâti existant, en particulier s'il a pour effet de réduire sa vulnérabilité grâce à la mise en œuvre de prescriptions spéciales propres à renforcer la sécurité du bâti et de ses occupants (voir exceptions aux interdictions générales suivantes).

5.2.3 Exceptions aux interdictions générales

Dans les zones où la prise en compte des risques naturels conduit à interdire de manière générale tout projet nouveau, sous réserve notamment de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, certains des types de projets particuliers suivants sont autorisés :

A) sous réserve complémentaire qu'ils ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée, les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures ;

B) sous réserve complémentaire d'un renforcement de la sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens :

- les extensions limitées nécessaires à des mises aux normes, notamment d'habitabilité ou de sécurité ;
- la reconstruction ou la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque à l'origine du classement en zone interdite, s'ils ne sont pas situés dans un secteur où toute construction est prohibée ;

C) les changements de destination sous réserve de l'absence d'augmentation de la vulnérabilité des personnes exposées ;

D) sous réserve complémentaire qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et que la sécurité des personnes soit assurée :

- les abris légers, les annexes des bâtiments d'habitation d'une surface inférieure à 20m², ainsi que les bassins et piscines non couvertes et liées à des habitations existantes. Les bassins et piscines ne sont pas autorisés en zone de glissement de terrain si celle-ci est interdite à la construction
- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation des carrières soumises à la législation sur les installations classées, à l'exploitation agricole ou forestière, à l'activité culturelle, touristique, sportive et de loisirs, si leur implantation est liée à leur fonctionnalité ;

E) les constructions, les installations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général déjà implantés dans la zone, les infrastructures (notamment les infrastructures de transports, de fluides, les ouvrages de dépollution), les équipements et ouvrages techniques qui s'y rattachent, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux.

5.2.4 Façades exposées

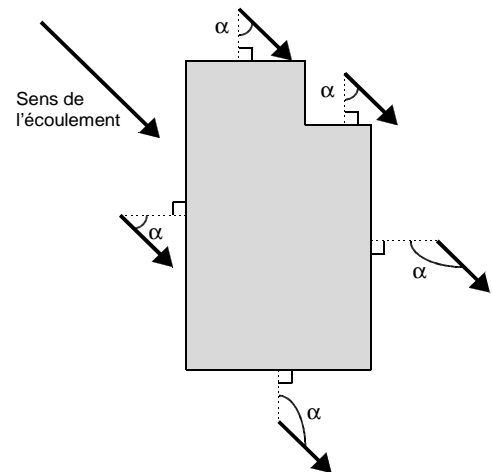
Le règlement utilise la notion de « façade exposée » notamment dans le cas de chutes de blocs. Cette notion, simple dans beaucoup de cas, mérite d'être explicitée pour les cas complexes :

- la direction de propagation du phénomène est généralement celle de la ligne de plus grande pente ;
- elle peut s'en écarter significativement, du fait de la dynamique propre au phénomène (rebonds irréguliers pendant les chutes de blocs, ...), d'irrégularités de la surface topographique, de l'accumulation locale d'éléments transportés (blocs, bois, etc.) constituant autant d'obstacles défecteurs ou même de la présence de constructions à proximité pouvant aussi constituer des obstacles défecteurs.

C'est pourquoi, sont considérés comme :

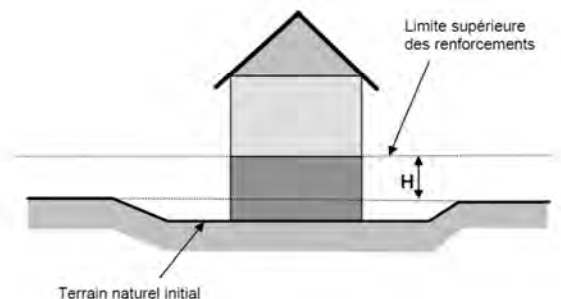
- directement exposées, les façades pour lesquelles $0^\circ \leq \alpha < 90^\circ$
- indirectement ou non exposées, les façades pour lesquelles $90^\circ \leq \alpha < 180^\circ$

Le mode de mesure de l'angle α est schématisé ci après.



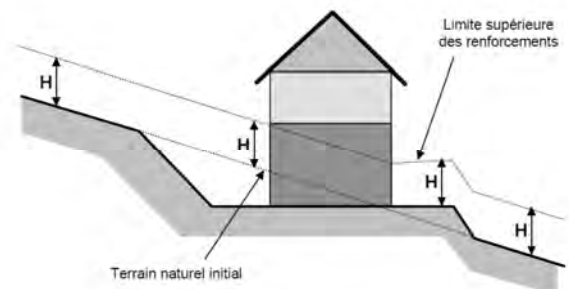
Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité. Il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs directions de propagation ; toutes sont à prendre en compte.

Le règlement utilise aussi la notion de « hauteur par rapport au terrain naturel » et cette notion mérite d'être explicitée pour les cas complexes. Les irrégularités locales de la topographie ne sont pas forcément prises en compte si elles sont de surface faible par rapport à la surface totale de la zone considérée. Aussi, dans le cas de petits thalwegs ou de petites cuvettes, il faut considérer que la côte du terrain naturel est la côte des terrains environnants.



En cas de **terrassements en déblais**, la hauteur doit être mesurée par rapport au terrain naturel initial.

En cas de **terrassements en remblais**, ceux-ci ne peuvent remplacer le renforcement des façades exposées que s'ils sont attenants à la construction et s'ils ont été spécifiquement conçus pour cela (parement exposé aux mouvements subverticaux, dimensionnement pour résister aux efforts prévisibles, ...). Dans le cas général, la hauteur à renforcer sera mesurée **depuis le sommet des remblais**.



Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

5.3 Fiches de prescriptions

ALEA aléa fort [F3] et moyen [F2] d'effondrement de cavités souterraines		FICHE FE
PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : Zone interdite à l'urbanisation au regard des risques naturels. Maintien du bâti à l'existant.		
MESURES INDIVIDUELLES		
Existant et projets nouveaux (toute réalisation de travaux, toute extension de bâtiment existant dans la limite de ce qui est autorisé (cf « Exceptions aux interdictions spéciales »)		
Prescriptions :		
U	Interdiction de rejet des eaux pluviales, usées, de drainage dans le sol.	
C	<p>Adaptation des aménagements à la nature du sol et à la pente, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé :</p> <p><u>Cahier des charges sommaire de l'étude géotechnique, à adapter à la situation des lieux, et aux caractéristiques du projet :</u></p> <p>Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains et des risques de tassement, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant.</p> <p>Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence de cavité ou de terrain décomprimé ;- instabilité due aux terrassements (déblais-remblais) et aux surcharges : bâtiments, accès ;- gestion des eaux de surface et souterraines (drainage...) ;- conception des réseaux et modalités de contrôle ultérieur à mettre en place avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol ;- en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux usées, pluviales et de drainage entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, impact de ces rejets sur ce dernier et mesures correctives éventuelles (ex. : maîtrise du débit) ;- définition des contraintes particulières pendant la durée du chantier (terrassements, collecte des eaux). <p>Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.</p>	
Recommandations :		
<p>- Raccordement des dispositifs d'infiltration des eaux pluviales et usées aux réseaux ou contrôles rigoureux de l'étanchéité des réseaux privés (A.E.P. inclus) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux.</p>		
MESURES COLLECTIVES		
Recommandations :		
<p>- Contrôle et entretien des réseaux d'eaux (potable, pluviale, assainissement), avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux</p> <p>- Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal.</p>		

C : mesure d'ordre constructif

U : mesure d'ordre urbanistique

ALEA aléa faible de d'effondrement de cavités souterraines [F1]		FICHE fe
PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : zone constructible au regard des risques naturels, mais soumise à des prescriptions spéciales.		
MESURES INDIVIDUELLES		
Projets nouveaux :		
Prescriptions :		
U	Interdiction de rejet des eaux pluviales, usées, de drainage dans le sol	
Recommandations :		
<p>- Adaptation des aménagements à la nature du sol et à la pente, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé</p> <p>Cahier des charges sommaire de l'étude géotechnique, à adapter à la situation des lieux, et aux caractéristiques du projet :</p> <p>Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains et des risques de tassement, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant.</p> <p>Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de cavité ou de terrain décomprimé ; - instabilité due aux terrassements (déblais-remblais) et aux surcharges : bâtiments, accès ; - gestion des eaux de surface et souterraines (drainage...) ; - conception des réseaux et modalités de contrôle ultérieur à mettre en place avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol ; - en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux usées, pluviales et de drainage, entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, impact de ces rejets sur ce dernier et mesures correctives éventuelles. <p>Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.</p>		
Existant :		
Recommandations :		
<p>- Contrôle de l'étanchéité des réseaux privés (A.E.P. inclus) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux</p>		
MESURES COLLECTIVES		
Recommandations :		
<p>- Contrôle et entretien des réseaux d'eaux (potable, pluviale, assainissement), avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux.</p> <p>- Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal.</p>		

U : mesure d'ordre urbanistique

<p>ALEA aléa fort [P3] et moyen [P2] de chutes de blocs et d'écroulement de falaise</p>	<p>FICHE FP</p>
<p>PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : Zone interdite à l'urbanisation au regard des risques naturels. Maintien du bâti à l'existant.</p>	
<p>MESURES INDIVIDUELLES</p>	
<p>Existant et projets nouveaux (toute réalisation de travaux, toute extension de bâtiment existant dans la limite de ce qui est autorisé (cf « Exceptions aux interdictions spéciales »)</p>	
<p>Recommandations :</p>	
<p>- Réalisation d'une étude de vulnérabilité des constructions, et adaptation des bâtiments selon les préconisations de l'étude</p>	
<p>- Une étude de diagnostic du risque de chutes de blocs pourra être confiée à un bureau d'études spécialisé afin de préciser le risque vis-à-vis des habitations existantes et d'étudier la faisabilité de mesures de protection le cas échéant. <u>Cahier des charges sommaire du diagnostic qualitatif et quantitatif du risque de chute de pierres en vue de protection de l'existant :</u> Cette étude est menée dans le contexte géologique du site. <u>Diagnostic qualitatif :</u> Cette étude doit prendre en compte des critères objectifs en particulier la masse des blocs au départ, déterminée par l'étude de la fracturation, leur forme, l'altitude de départ, la surface topographique sur laquelle se développent les trajectoires, la nature et les particularités des terrains rencontrés par les blocs (rebonds possibles, fracturation, dispersion aléatoire des débris, présence de végétation absorbant une partie de l'énergie). Le bureau d'études devra être doté de compétences et équipements spéciaux pour accéder aux escarpements rocheux (encordage, descente en rappel, ..) <u>Diagnostic quantitatif :</u> Le bureau d'étude complètera cette étude qualitative par une simulation trajectographique sur ordinateur. Les résultats doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - de présenter une cartographie d'intensité du phénomène redouté, - de définir les principes de protection (localisation et dimensions) à partir des énergies développées et des hauteurs de rebond. La réalisation d'une étude des structures des bâtiments est également vivement recommandée.</p>	
<p>MESURES COLLECTIVES</p>	
<p>Recommandations :</p>	
<p>- Suivi visuel de l'activité des escarpements rocheux menaçant les bâtiments. - Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal.</p>	

ALEA aléa moyen [P2] de chutes de blocs et d'écroulement de falaise		FICHE MP
PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : zone à priori inconstructible au regard des risques naturels, sauf conclusions favorables d'une étude spécifique.		
MESURES INDIVIDUELLES		
Projets nouveaux :		
Prescriptions :		
C	Adaptation des aménagements à la nature du sol et à la pente, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée sur l'ensemble de la zone par un bureau d'études spécialisé (cf cahier des charges plus bas).	
Recommandations :		
- Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique		
MESURES COLLECTIVES		
Prescriptions pour des projets nouveaux		
C	<p>Cahier des charges sommaire du diagnostic qualitatif et quantitatif du risque de chute de pierres en vue de protection de l'existant :</p> <p>Cette étude est menée dans le contexte géologique du site.</p> <p><u>Diagnostic qualitatif :</u></p> <p>Cette étude doit prendre en compte des critères objectifs en particulier la masse des blocs au départ, déterminée par l'étude de la fracturation, leur forme, l'altitude de départ, la surface topographique sur laquelle se développent les trajectoires, la nature et les particularités des terrains rencontrés par les blocs (rebonds possibles, fracturation, dispersion aléatoire des débris, présence de végétation absorbant une partie de l'énergie).</p> <p>Le bureau d'études devra être doté de compétences et équipements spéciaux pour accéder aux escarpements rocheux (encordage, descente en rappel, ..)</p> <p><u>Diagnostic quantitatif :</u></p> <p>Le bureau d'étude complètera cette étude qualitative par une simulation trajectographique sur ordinateur. Les résultats doivent permettre :</p> <ul style="list-style-type: none">- de présenter une cartographie d'intensité du phénomène redouté,- de définir les principes de protection (localisation et dimensions) à partir des énergies développées et des hauteurs de rebond. <p>La réalisation d'une étude des structures des bâtiments est également vivement recommandée.</p>	
Recommandations :		
<ul style="list-style-type: none">- Suivi visuel de l'activité des escarpements rocheux menaçant les bâtiments.- Le cas échéant, gestion et entretien de la forêt à fonction de protection.- Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal.		

C : mesure d'ordre constructif

ALEA aléa faible [P1] de chutes de blocs et d'écroulement de falaise	FICHE fp
PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : zone constructible au regard des risques naturels, mais soumise à des prescriptions spéciales.	
MESURES INDIVIDUELLES	
Projets nouveaux :	
Recommandations :	
<ul style="list-style-type: none"> - Adaptation des aménagements à la nature du sol et à la pente, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée sur <u>l'ensemble</u> de la zone par un bureau d'études spécialisé (cf cahier des charges plus bas). - Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique 	
MESURES COLLECTIVES	
Recommandations :	
<ul style="list-style-type: none"> - <u>Cahier des charges sommaire du diagnostic qualitatif et quantitatif du risque de chute de pierres en vue de protection de l'existant :</u> <p>Cette étude est menée dans le contexte géologique du site.</p> <p>Diagnostic qualitatif : Cette étude doit prendre en compte des critères objectifs en particulier la masse des blocs au départ, déterminée par l'étude de la fracturation, leur forme, l'altitude de départ, la surface topographique sur laquelle se développent les trajectoires, la nature et les particularités des terrains rencontrés par les blocs (rebonds possibles, fracturation, dispersion aléatoire des débris, présence de végétation absorbant une partie de l'énergie). Le bureau d'études devra être doté de compétences et équipements spéciaux pour accéder aux escarpements rocheux (encordage, descente en rappel, ..)</p> <p>Diagnostic quantitatif : Le bureau d'étude complètera cette étude qualitative par une simulation trajectographique sur ordinateur. Les résultats doivent permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de présenter une cartographie d'intensité du phénomène redouté, - de définir les principes de protection (localisation et dimensions) à partir des énergies développées et des hauteurs de rebond. 	
- La réalisation d'une étude des structures des bâtiments est également vivement recommandée.	
<ul style="list-style-type: none"> - Le cas échéant, gestion et entretien de la forêt à fonction de protection. - Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal. 	

ALEA aléa fort [G3] et moyen [G2] de glissement de terrain		FICHE FG
PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : Zone interdite à l'urbanisation au regard des risques naturels. Maintien du bâti à l'existant.		
MESURES INDIVIDUELLES		
Existant et projets nouveaux (toute réalisation de travaux, toute extension de bâtiment existant dans la limite de ce qui est autorisé (cf « Exceptions aux interdictions spéciales »)		
Prescriptions :		
C	Adaptation des aménagements à la nature du sol et à la pente, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé :	
	<u>Cahier des charges sommaire de l'étude géotechnique, à adapter à la situation des lieux, et aux caractéristiques du projet :</u>	
	Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains et des risques de tassement, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant.	
	Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants : <ul style="list-style-type: none">- instabilité due aux terrassements (déblais-remblais) et aux surcharges : bâtiments, accès ;- gestion des eaux de surface et souterraines (drainage...) ;- conception des réseaux et modalités de contrôle ultérieur à mettre en place avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol ;- en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux usées, pluviales et de drainage entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, impact de ces rejets sur ce dernier et mesures correctives éventuelles (ex. : maîtrise du débit) ;- définition des contraintes particulières pendant la durée du chantier (terrassements, collecte des eaux).	
	Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.	
Recommandations :		
- Raccordement des dispositifs d'infiltration des eaux pluviales et usées aux réseaux ou contrôles rigoureux de l'étanchéité des réseaux privés (A.E.P. inclus) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux.		
MESURES COLLECTIVES		
Recommandations :		
- Contrôle et entretien des réseaux d'eaux (potable, pluviale, assainissement), avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux		
- Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal.		

C : mesure d'ordre constructif

ALEA aléa moyen de glissement de terrain [G2]		FICHE MG
PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : zone à priori inconstructible au regard des risques naturels, sauf conclusions favorables d'une étude spécifique.		
MESURES INDIVIDUELLES		
Projets nouveaux :		
Prescriptions :		
U	Interdiction de rejet des eaux pluviales, usées, de drainage dans le sol.	
C	Adaptation des aménagements à la nature du sol et à la pente, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée sur <u>l'ensemble</u> de la zone par un bureau d'études spécialisé (cf cahier des charges plus bas).	
Recommandations :		
- Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique		
MESURES COLLECTIVES		
Prescriptions pour des projets nouveaux		
C	<p>Adaptation à la nature du sol et à la pente, des aménagements collectifs, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée sur <u>l'ensemble</u> de la zone par un bureau d'études spécialisé : <u>Cahier des charges sommaire de l'étude géotechnique (G11/G12), à adapter à la situation des lieux, et aux caractéristiques du projet</u> :</p> <p>Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains et des risques de tassement, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant.</p> <p>Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- instabilité due aux terrassements (déblais-remblais) et aux surcharges : bâtiments, accès ;- gestion des eaux de surface et souterraines (drainage...) ;- conception des réseaux et modalités de contrôle ultérieur à mettre en place avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol ;- en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux usées, pluviales et de drainage entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, impact de ces rejets sur ce dernier et mesures correctives éventuelles (ex. : maîtrise du débit) ;- définition des contraintes particulières pendant la durée du chantier (terrassements, collecte des eaux)	
Recommandations :		
<p>- Contrôle et entretien des réseaux d'eaux (potable, pluviale, assainissement), avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux.</p> <p>- Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal.</p>		

U : mesure d'ordre urbanistique - C : mesure d'ordre constructif

ALEA aléa faible de glissement de terrain [G1]		FICHE fg
PRESCRIPTION GENERALE D'URBANISME : zone constructible au regard des risques naturels, mais soumise à des prescriptions spéciales.		
MESURES INDIVIDUELLES		
Projets nouveaux :		
Prescriptions :		
U	Interdiction de rejet des eaux pluviales, usées, de drainage dans le sol	
Recommandations :		
<p>- Adaptation des aménagements à la nature du sol et à la pente, selon les conditions définies par une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé</p> <p>Cahier des charges sommaire de l'étude géotechnique, à adapter à la situation des lieux, et aux caractéristiques du projet :</p> <p>Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains et des risques de tassement, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant.</p> <p>Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - instabilité due aux terrassements (déblais-remblais) et aux surcharges : bâtiments, accès ; - gestion des eaux de surface et souterraines (drainage...) ; - conception des réseaux et modalités de contrôle ultérieur à mettre en place avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol ; - en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux usées, pluviales et de drainage, entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, impact de ces rejets sur ce dernier et mesures correctives éventuelles (ex. : maîtrise du débit) ; - définition des contraintes particulières pendant la durée du chantier (terrassements, collecte des eaux). <p>Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.</p>		
Existant :		
Recommandations :		
<p>- Contrôle de l'étanchéité des réseaux privés (A.E.P. inclus) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux</p>		
MESURES COLLECTIVES		
Recommandations :		
<p>- Contrôle et entretien des réseaux d'eaux (potable, pluviale, assainissement), avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux.</p> <p>- Dans les zones protégées par un dispositif de protection existant, entretien des dispositifs par le maître d'ouvrage ou son gestionnaire afin de garantir un niveau de protection optimal.</p>		

U : mesure d'ordre urbanistique

6 Conclusion

La ville de Dieulefit a confié à Alp'Géorisques la délimitation des zones affectées par des mouvements de terrains sur une partie relativement urbanisée de son territoire communal.

6.1 Risques induits par les chutes de blocs et éboulements de falaise

Les reconnaissances de terrain ont permis de mettre en évidence l'existence d'un risque pour d'assez nombreux bâtiments. Plusieurs événements témoignent de l'ampleur de ce risque sur la commune. L'implantation des habitations en pied de falaise accentue d'autant plus le risque de par l'exposition des enjeux à l'aléa.

Parallèlement, l'emprise de la zone inconstructible portée sur le PLU a été précisée et réduite en divers points.

6.2 Risque induits par les cavités souterraines

Le risque induit par l'existence de cavités souterraines a été évalué de manière sommaire à partir de levés topographiques simplifiés (hauteur, largeur, profondeur) et d'expertises visuelles de l'état des cavités. Cette méthode présente des limites parce qu'elle ne permet pas de reporter précisément les cavités sur un fond de plan. Cela nécessiterait des moyens (non prévus dans cette étude) de relevés topographiques précis (par géomètres).

Les reconnaissances de terrain ont toutefois permis d'évaluer les risques induits pour 49 cavités. A l'exception de quelques-unes, les cavités sont globalement en bon état. Il conviendra que les propriétaires suivent l'évolution de leur(s) cavité(s) en installant des témoins ou à minima par inspection visuelle périodique.

En cas d'événement, les propriétaires devront en informer la municipalité qui transmettra l'information aux riverains et aux services compétents.

Enfin, nous recommandons à la commune d'évoquer la réalisation d'un Plan de Prévention des Risques Naturels auprès de la Préfecture de la Drôme.

Nous invitons également la municipalité à informer la population sur :

- La présence de risques de mouvements de terrain ;
- Les bonnes pratiques vis-à-vis de ces aléas ;
- Etc.

Cela peut éventuellement se faire par le biais du DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) qui est pour rappel, obligatoire pour les communes soumises à un risque.

7 Bibliographie

Guide méthodologique – Plan de Prévention des Risques Naturels – Cavités souterraines, MEDDE

Risques d'effondrement de terrain sur deux secteurs de la commune de Dieulefit (26) – février 2003 – ref BRGM / RP 52194-FR

Ecrolement de falaise rue des Reymonds le 20/12/1996. Diagnostic pour la mise en sécurité – décembre 1996 – ref BRGM / RP 39297-FR

Avis sur un écrolement à Dieulefit (26) – 1971 – ref BRGM/71-SGN-214-JAL

Carte géologique BRGM au 1/50000 de Dieulefit N°867

Carte topographique « scan 25 » IGN au 1/25000 de Dieulefit/St-Nazaire-le-Désert/Forêt de Saou

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Dieulefit.

Sites consultés :

www.bdmvt.net

www.bdcavite.net

www.prim.net

www.geoportail.fr

8 Annexes

8.1 Annexe 1 : carte des chutes de blocs

Ci-jointe

8.2 Annexe 2 : carte des effondrements de cavités souterraines

Ci-jointe

8.3 Annexe 3 : carte des éboulements de falaise

Ci-jointe

8.4 Annexe 4 : carte des glissements de terrain

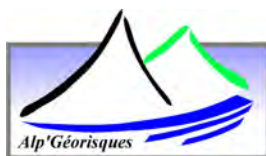
Ci-jointe

8.5 Annexe 5 : carte des aléas conjugués

Ci-jointe

8.6 Annexe 6 : Fiches cavités souterraines

Ci-jointes



<http://www.alpgeorisques.com>

Alp'Géorisques
Bâtiment Magbel
ZI- rue du Moirond
38240 Domène

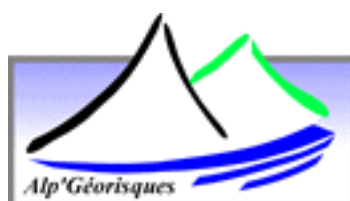
Tel : 04.76.77.92.00 – Fax : 04.76.77.55.90

Mail : contact@alpgeorisques.com

Diagnostic et cartographie des aléas de mouvements de terrain

Secteur de « la falaise » - Commune de Dieulefit

ANNEXES 6 : FICHES CAVITES



Département	Drôme	Site	Site n°1
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Le Bourg	Type	Cave
Parcelle*	AB 677	Inventaire BRGM	Non répertoriée

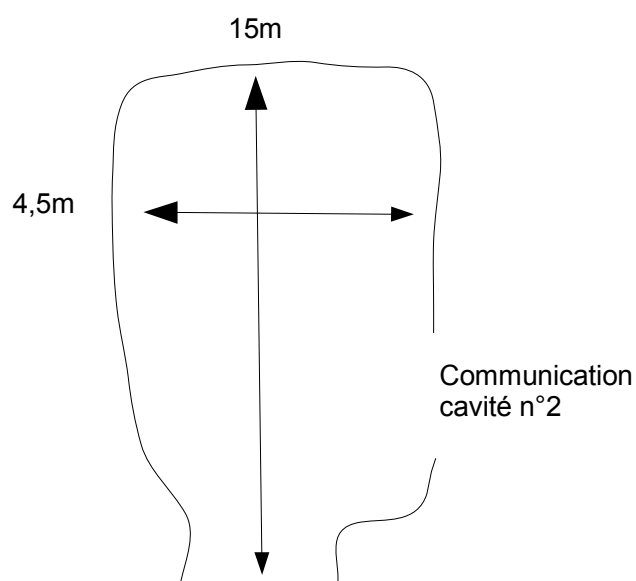
* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	15 m
Largeur	4,5 m
Hauteur	3,5 m

Une cloche de fontis se développe et atteint environ 3,5 m de hauteur sous plafond. Des fissures affectent les murs et dalles situées au-dessus de la cavité. À l'extérieur des murs en pierres ont été aménagés. La galerie se prolonge d'environ 15 m de profondeur.

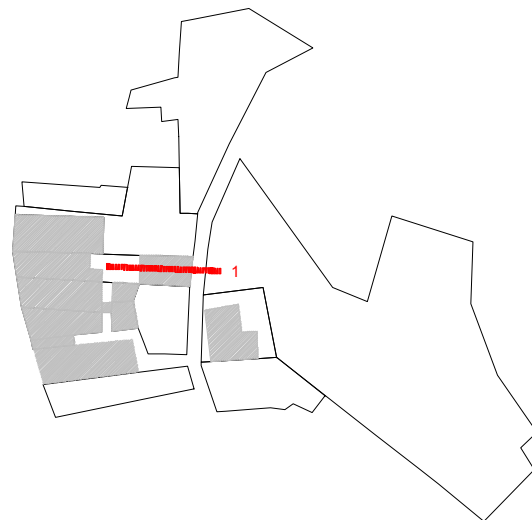
Cette cavité communique avec une autre cavité (n° 2).



Date de visite	21 novembre 2012 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	-----------------------------------	---------	-----------------

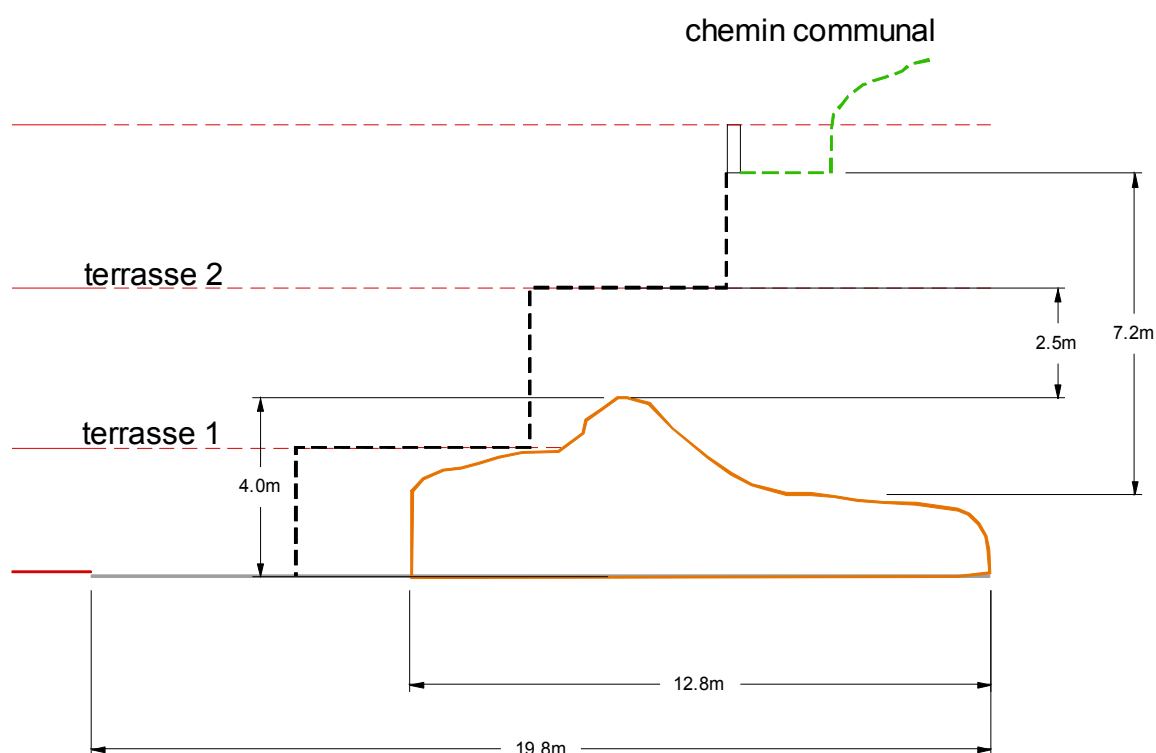
Département	Drôme	Site	Site n°2
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Le Bourg	Type	Cave
Parcelle*	AB 411	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	12,8 m
Largeur	8 m
Hauteur	4 m

Une cloche de fontis se développe et atteint environ 4 m de hauteur sous plafond. Le toit de la cavité atteint la dalle béton située au-dessus (hauteur 2,8 m). Des fissures affectent les murs et dalles situées au-dessus de la cavité. La galerie se prolonge d'environ 5 m au-delà de la limite de propriété. Le recouvrement est estimé à 6,0 m sous le chemin communal et à 2,30 m sous la dalle du niveau 2. Cette cavité communique avec une autre cavité (n° 2).



Date de visite	21 novembre 2012 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	-----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°3
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Le Bourg	Type	Cave
Parcelle*	AB 416	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	12 m
Largeur	4,5 m
Hauteur	3,5 m

La cavité n°3 jouxte la cavité n°2 coté sud. Elle communique avec la surface par un puits d'aération qui débouche dans la parcelle AB416. Cette cavité ne montre pas de signe d'évolution récente. Une évolution et la formation d'une cloche de fontis sont possibles à moyen ou long terme. Cette évolution pourrait être accentuée par des modifications des conditions actuelles d'aération..

Date de visite	21 novembre 2012 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	-----------------------------------	---------	-----------------

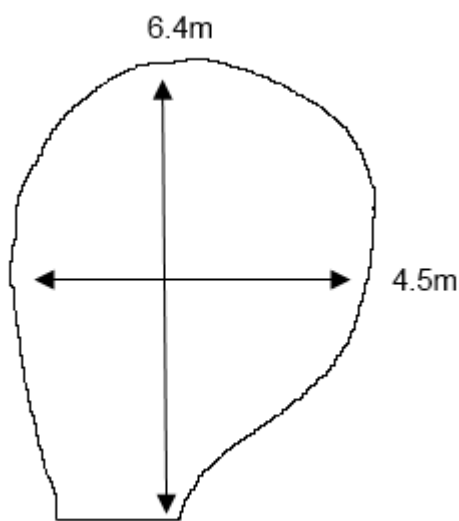
Département	Drôme	Site	Site n°4
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Arrière du Temple	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AB 423	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	6,4 m
Largeur	4,5 m
Hauteur	3,5 m

La cavité se situe à l'arrière d'une maison d'habitation, visible depuis la rue. Elle est barrée par une porte métallique. La cavité est en bon état apparent, excepté le pourtour de l'entrée qui présente des signes de fracturation liée à la gélifraction. Le fond de la cavité est en bon état. Le toit de la cavité atteint 3,5 m et la cavité s'enfonce dans le versant sur environ 6,4 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

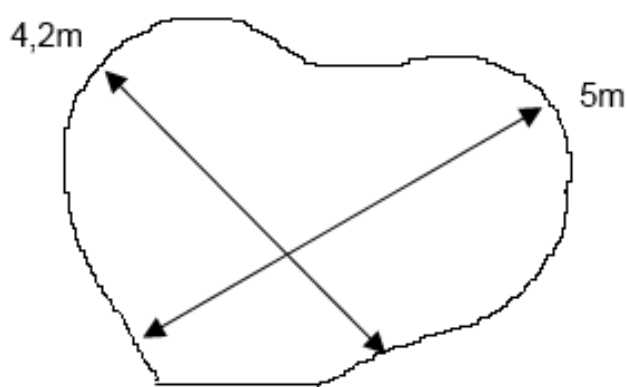
Département	Drôme	Site	Site n°5
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Arrière du Temple	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 82	Inventaire BRGM	Non répertoriée

** informations relatives à l'entrée de la cavité*



Profondeur	5 m
Largeur	4,2 m
Hauteur	2,8 m

La cavité se situe à l'arrière d'une maison d'habitation de la parcelle AO 81 et se situe sous la parcelle AO 82. Elle n'est pas visible depuis la rue. Elle est barrée par une porte. La cavité est en bon état apparent. Le toit de la cavité atteint 2,8 m et la cavité s'enfonce sur environ 5 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

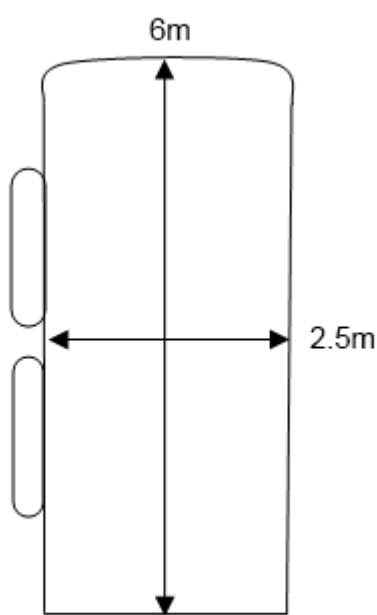
Département	Drôme	Site	Site n°6
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Arrière du Temple	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 80	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	6 m
Largeur	2,5 m
Hauteur	1,8 m

La cavité se situe à l'arrière d'une maison d'habitation de la parcelle AO 81 et se situe sous la parcelle AO 80. Elle n'est pas visible depuis la rue. Elle possède une porte et sert de cave à vin. La cavité est dans un bon état apparent. La cavité a été creusée dans la forme d'une cave voûtée pour entreposer du vin. Plusieurs ouvertures de stockage sont visibles dans les murs. Le toit de la cavité atteint 1,8 m et elle est profonde de 6 m,



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

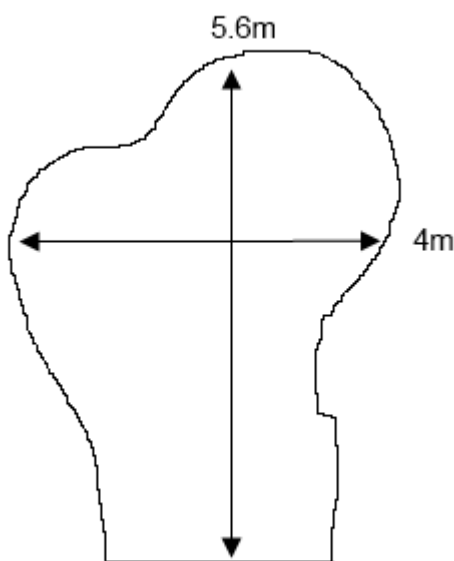
Département	Drôme	Site	Site n°7
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Arrière du Temple	Type	Grande cavité
Parcelle*	AO 81	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	5,6 m
Largeur	4 m
Hauteur	4 m

La cavité se situe à l'arrière d'une maison d'habitation de la parcelle AO 81. Elle n'est pas visible depuis la rue. Elle ne possède pas de porte et est sert de débarras. La cavité est dans un état moyen apparent. Le pourtour de l'entrée, à l'arrière de la maçonnerie, laissé à l'air libre, peut être le siège de phénomènes cryoclastiques. Le fond de la cavité est miné par les racines d'arbres ; plusieurs fractures sont visibles. Une terrasse est construite au-dessus de la cavité. Le toit de la cavité atteint 4 m et la cavité s'enfonce sur environ 5,6 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

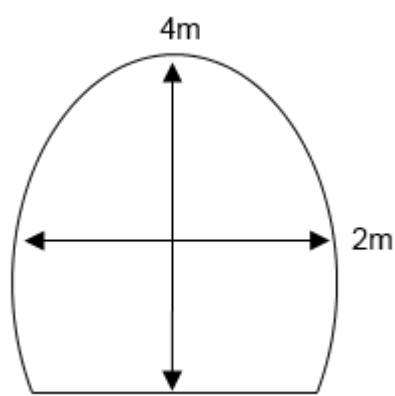
Département	Drôme	Site	Site n°8
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Arrière du Temple	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 80 – AO 83	Inventaire BRGM	Répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	4 m
Largeur	2 m
Hauteur	2 m

La cavité se situe à l'arrière d'une maison d'habitation de la parcelle AO 80. Elle n'est pas visible depuis la rue. Elle possède une porte métallique et sert de cave. La cavité est dans un bon état apparent et est entièrement bétonnée (dalle au sol, murs et plafond bétonnés). La cave est creusée pour prendre une forme semi-circulaire. Le toit de la cavité atteint 4 m et elle est profonde de 2 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

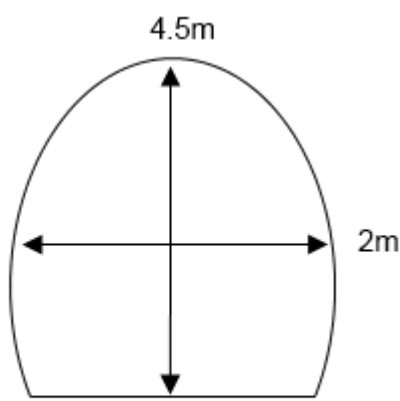
Département	Drôme	Site	Site n°9
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Arrière du Temple	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 80 – AO 83	Inventaire BRGM	Répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	4,5 m
Largeur	2 m
Hauteur	2 m

La cavité se situe à l'arrière d'une maison d'habitation de la parcelle AO 80. Elle n'est pas visible depuis la rue. Elle possède une porte métallique et sert de cave. La cavité est dans un bon état apparent. La cave est creusée pour prendre une forme semi-circulaire. L'arrière de la porte présente de nombreuses fractures liées à des phénomènes cryoclastiques. Le toit de la cavité atteint 4,5 m et elle est profonde de 2 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

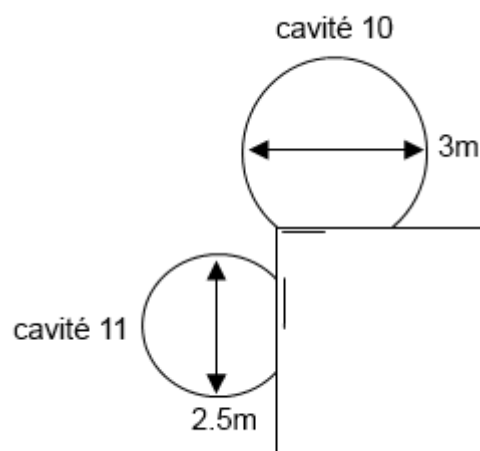
Département	Drôme	Site	Site n°10
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Place du Temple	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 354	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	3 m
Largeur	3 m
Hauteur	2,5 m

La cavité se situe à l'arrière d'un magasin situé sur la parcelle AO 354. Il est nécessaire de passer par le magasin, la cavité faisant office de cave. Elle n'est pas visible depuis la rue. Elle possède une porte en bois. La cavité est dans un bon état apparent. Elle est creusée à l'arrière d'un mur aveugle, dans une forme circulaire. Elle devait servir de cave à vin, à la vue des cavités présentes dans les murs. Bien que l'humidité soit importante (absence de circulation d'air), elle demeure en bon état loin des amplitudes thermiques extérieures qui pourraient contribuer au développement de la gélifraction. Le toit de la cavité atteint 2,5 m et elle a un diamètre de 3 m.



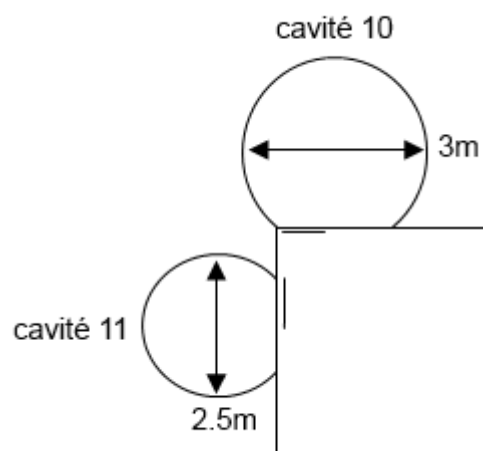
Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°11
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Place du Temple	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 354	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité

Profondeur	2,5 m
Largeur	2,5 m
Hauteur	1,8 m

La cavité se situe à l'arrière d'un magasin situé sur la parcelle AO 354. Il est nécessaire de passer par le magasin, la cavité faisant office de cave. Elle n'est pas visible depuis la rue. Elle possède une porte en bois. La cavité est dans un bon état apparent. Elle est creusée à l'arrière d'un mur aveugle, dans une forme circulaire. Elle devait servir de cave à vin, à la vue des cavités présentes dans les murs. Bien que l'humidité soit importante (absence de circulation d'air), elle demeure en bon état loin des amplitudes thermiques extérieures qui pourraient contribuer au développement de la gélifraction. Le toit de la cavité atteint 1,8 m et elle a un diamètre de 2,5 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

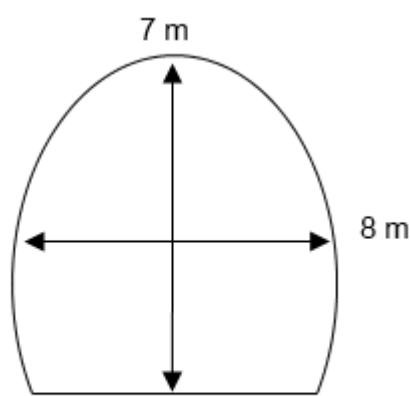
Département	Drôme	Site	Site n°12
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Grande cavité
Parcelle*	AO 83 – AN 6	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	7 m
Largeur	8 m
Hauteur	4 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AO 83. La cavité fait office de débarras et de lieu de stockage de bois. Elle n'est pas visible depuis la rue. La cavité est dans un bon état apparent. Elle est creusée dans une forme semi-circulaire. L'entrée peut être sensible au phénomène de gélifraction. Le toit de la cavité atteint 4 m et une profondeur de 7 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

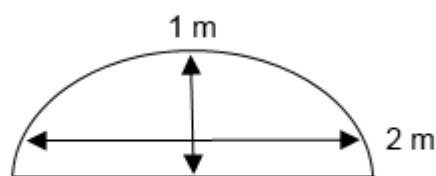
Département	Drôme	Site	Site n°13
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Petite cavité
Parcelle*	AO 104 – AN 54	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	1 m
Largeur	2 m
Hauteur	1,8 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AO 104. La cavité fait office de débarras et est assez grande pour contenir une bétonneuse. Elle n'est pas visible depuis la rue. La cavité est dans un bon état apparent. Elle est creusée dans une forme semi-circulaire. Le toit de la cavité atteint 1,8 m et une profondeur de 1 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°14
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Petite cavité
Parcelle*	AO 104 – AN 54	Inventaire BRGM	Non répertoriée

** informations relatives à l'entrée de la cavité*

Profondeur	
Largeur	
Hauteur	

Département	Drôme	Site	Site n°15
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Petite cavité
Parcelle*	AO 104 – AN 54	Inventaire BRGM	Non répertoriée

** informations relatives à l'entrée de la cavité*

Profondeur	5 m
Largeur	4 m
Hauteur	2 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AO 104. La cavité fait office de débarras et est fermée par une porte en bois. Elle n'est pas visible depuis la rue. La cavité est dans un bon état apparent. Le toit de la cavité atteint 2 m et une profondeur de 5 m.

Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

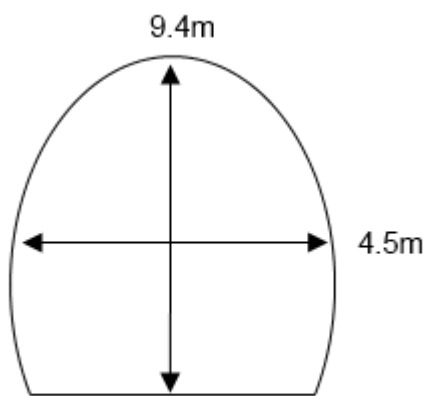
Département	Drôme	Site	Site n°16
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Grande cavité
Parcelle*	AN 57	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	9,4 m
Largeur	4,5 m
Hauteur	3,2 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AN 57. La cavité fait office de débarras et de garage. Elle est assez vaste pour accueillir une automobile. La cavité est dans un bon état apparent. Elle est creusée dans une forme semi-circulaire. Le toit de la cavité atteint 3,2 m et une profondeur de 9,4 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

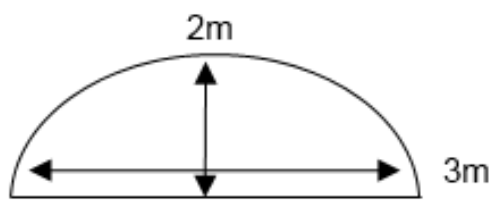
Département	Drôme	Site	Site n°17
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Petite cavité
Parcelle*	AO 362 - AN 57	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	2 m
Largeur	3 m
Hauteur	2,5 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AN 57. La cavité fait office de lieu de stockage. Elle est dans un bon état apparent. Elle est creusée dans une forme semi-circulaire. Le toit de la cavité atteint 2,5 m et une profondeur de 2 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

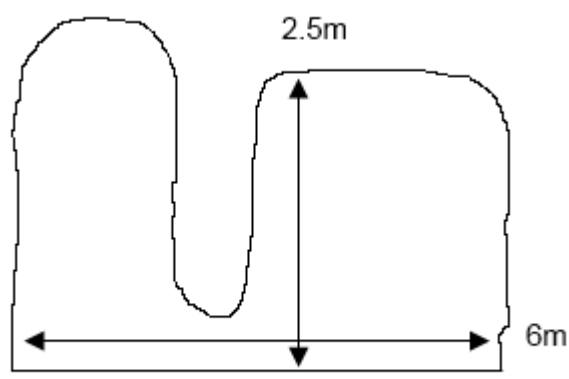
Département	Drôme	Site	Site n°18
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 362 - AN 57	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	6 m
Largeur	2,5 m
Hauteur	2,6 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AN 57. La cavité fait office de lieu de stockage. Elle est dans un bon état apparent. Elle sert de cave pour conserver boisson et alimentation. Le toit de la cavité atteint 2,5 m et une profondeur de 2 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

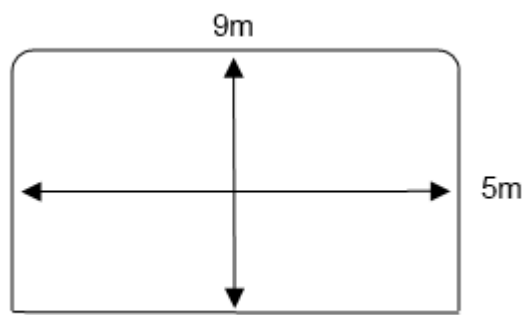
Département	Drôme	Site	Site n°19
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Grande cavité
Parcelle*	AO 319 - AN 58	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	9 m
Largeur	5 m
Hauteur	3,2 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AO 319. La cavité fait office de lieu de stockage. Elle est dans un bon état apparent. Elle est assez vaste pour accueillir une automobile. Le toit de la cavité atteint 3,2 m et une profondeur de 9 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

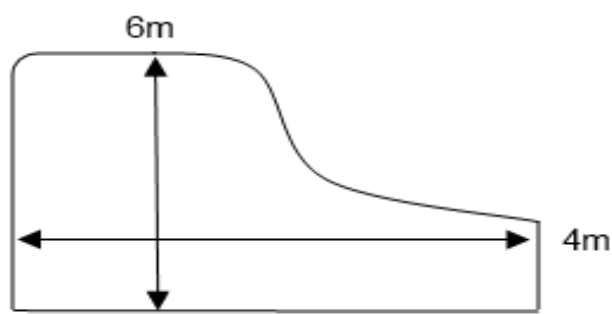
Département	Drôme	Site	Site n°20
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Rouvières Sud et le chemin de la sablière	Type	Grande cavité
Parcelle*	AO 110 - AN 58	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	6 m
Largeur	4 m
Hauteur	2,5 m

La cavité se situe au fond de la parcelle AO 110. La cavité fait office de lieu de stockage. Elle est dans un bon état apparent. Elle est assez vaste pour accueillir une automobile. Le toit de la cavité atteint 2,5 m et une profondeur de 6 m.



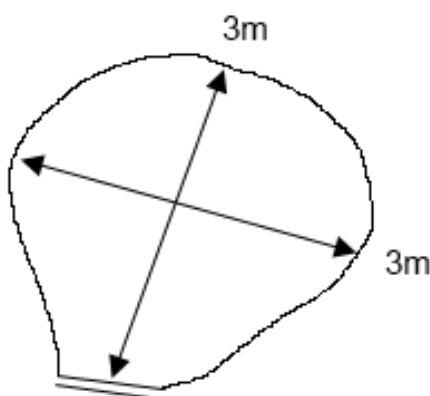
Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°21
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Chemin de la sablière	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AN 58	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité

Profondeur	3 m
Largeur	3 m
Hauteur	1,5 m

La cavité se situe sur la parcelle AN 58. La cavité est visible depuis la route, enfouie sous la végétation. Elle est en très mauvais état. Le toit de la cavité atteint 1,5 m et une profondeur de 3 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

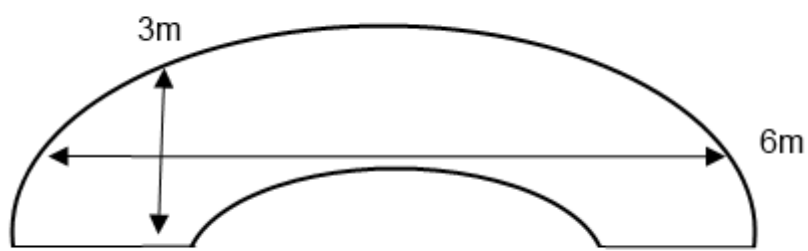
Département	Drôme	Site	Site n°22
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Chemin de la sablière	Type	Petite cavité
Parcelle*	AN 13	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	3 m
Largeur	6 m
Hauteur	1,8 m

La cavité se situe sur la parcelle AN 13. La cavité est visible depuis la route, enfouie sous la végétation, à plusieurs mètres du sol. Elle est en très mauvais état. Le toit de la cavité atteint 1,8 m et une profondeur de 3 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

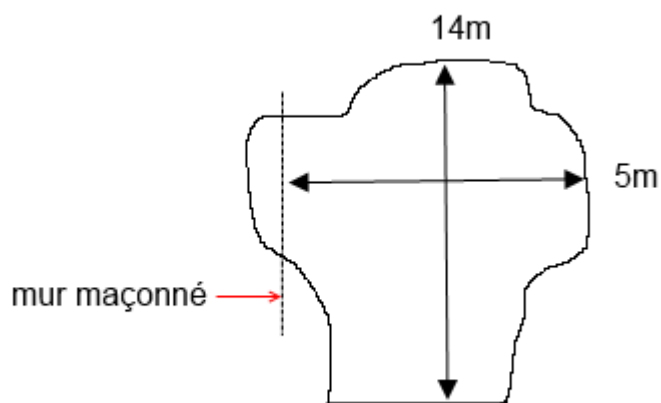
Département	Drôme	Site	Site n°23
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Chemin de la sablière	Type	Grande cavité
Parcelle*	AN 13	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	14 m
Largeur	5 m
Hauteur	2,5 m

La cavité se situe sur la parcelle AN 13. La cavité est visible depuis la route, enfouie sous la végétation. Elle est en très mauvais état. Il s'agit d'une cave en bordure de route, sans doute reliée à plusieurs autres salles dont l'accès est impossible (partie murée à gauche en entrant). Le toit de la cavité atteint 2,5 m et une profondeur de 14 m.



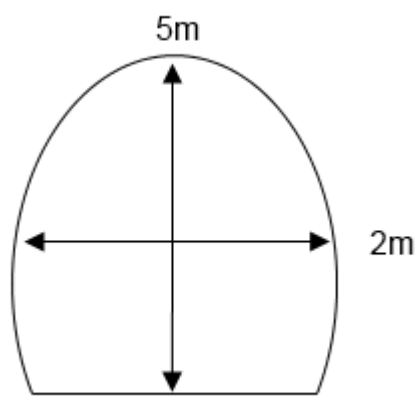
Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°24
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Chemin de la sablière	Type	Petite cavité
Parcelle*	AO 125	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité

Profondeur	5 m
Largeur	2 m
Hauteur	1 m

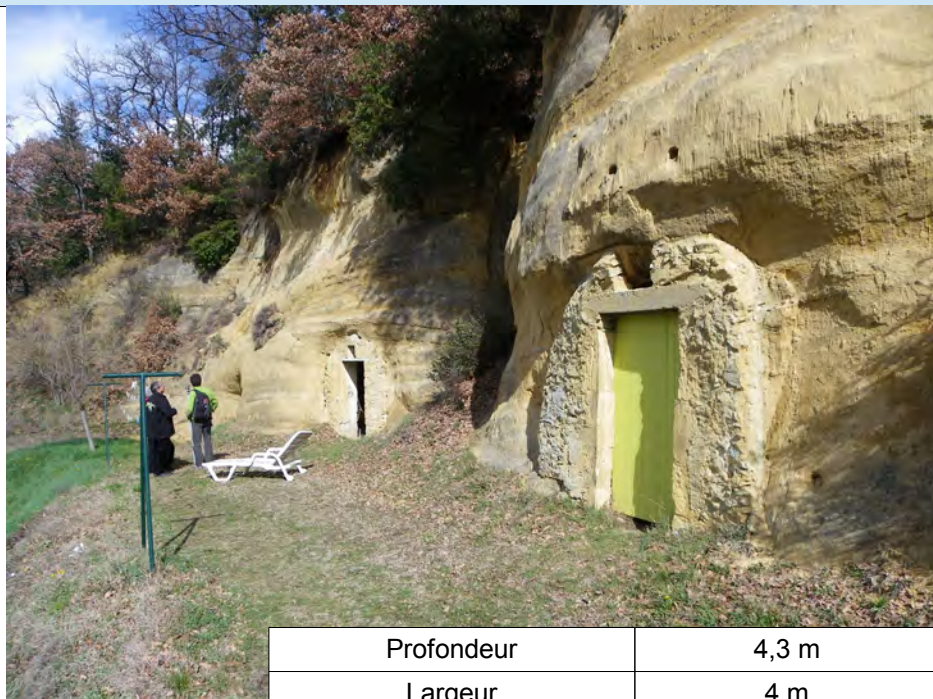
La cavité se situe sur la parcelle AO 125. La cavité est visible depuis la route, enfouie sous la végétation. Elle est en très mauvais état. Il s'agit d'une petite cave en bordure de route. Le toit de la cavité atteint 1 m et une profondeur de 5 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

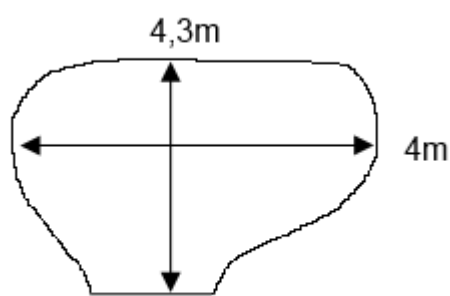
Département	Drôme	Site	Site n°25
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre Les Rouvières et les Reymonds	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 130 – AN 16	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	4,3 m
Largeur	4 m
Hauteur	2,5 m

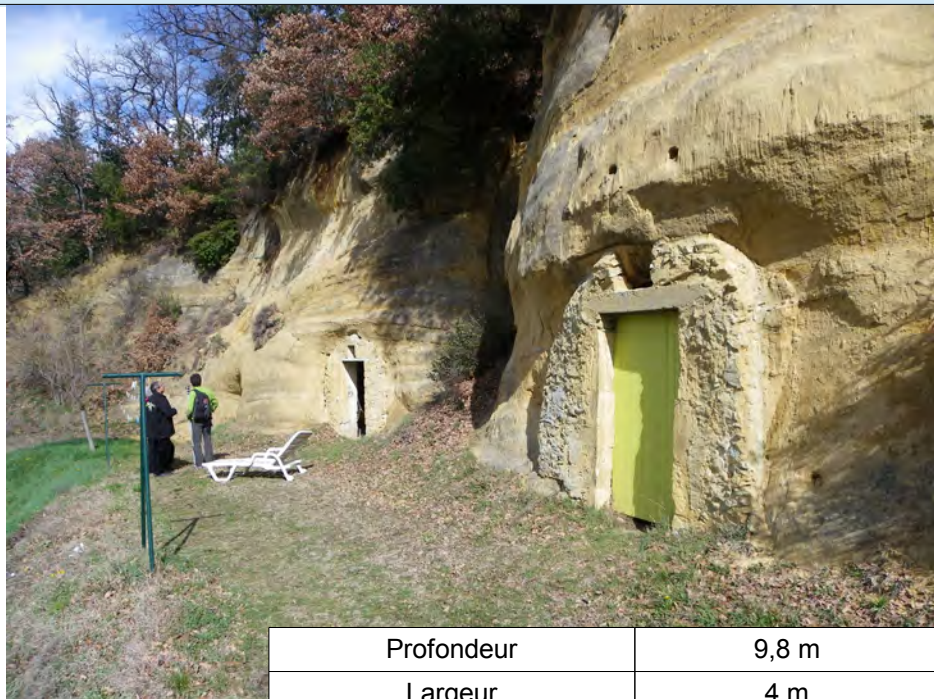
La cavité se situe sur les parcelles AO 130 et AN 16. La cavité n'est visible qu'en entrant sur la parcelle. Elle est utilisée comme débarras et est fermée par une porte. Des ouvertures ont été pratiquées au-dessus de la porte pour permettre à l'air de circuler. La cavité est en bon état excepté le pourtour de l'entrée où plusieurs fractures dues à la gélifraction sont visibles. Le toit de la cavité atteint 2,5 m et une profondeur de 4,3 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

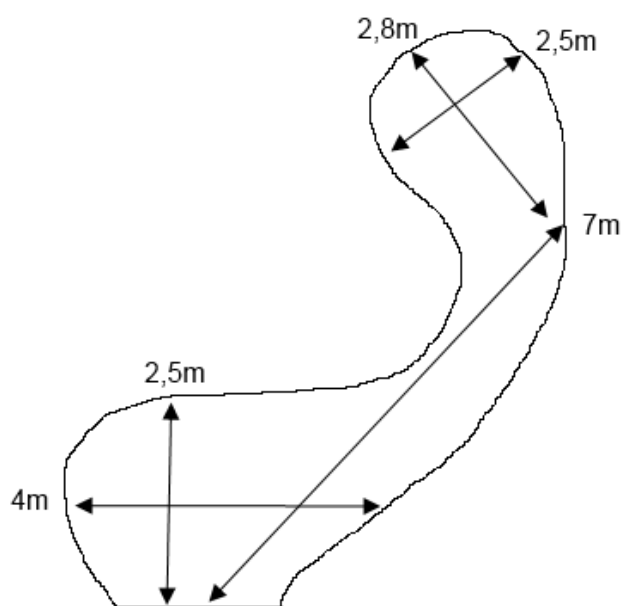
Département	Drôme	Site	Site n°26
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre Les Rouvières et les Reymonds	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AO 130 – AN 16	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	9,8 m
Largeur	4 m
Hauteur	2,2 m

La cavité se situe sur les parcelles AO 130 et AN 16. La cavité n'est visible qu'en entrant sur la parcelle. Elle est utilisée comme débarras et est fermée par une porte. Des ouvertures ont été pratiquées au-dessus de la porte pour permettre à l'air de circuler. La cavité est en bon état excepté le pourtour de l'entrée où plusieurs fractures dues à la gélifraction sont visibles. Le toit de la cavité atteint 2,2 m et une profondeur de 9,8 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

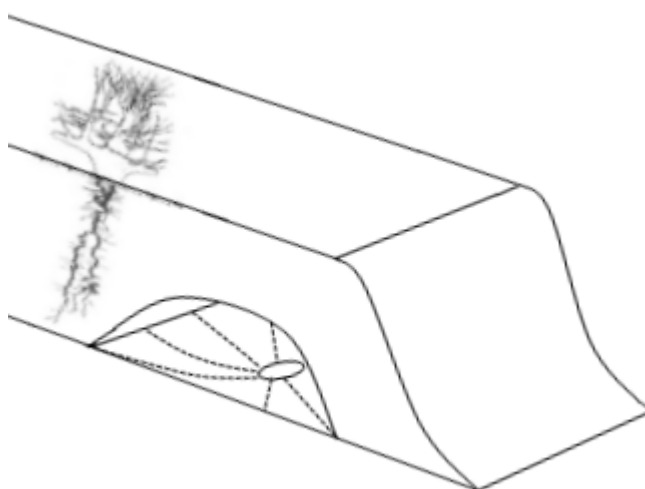
Département	Drôme	Site	Site n°27
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre Les Rouvières et les Reymonds	Type	Petite cavité (arche)
Parcelle*	AO 242 – AO 243	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	4 m
Largeur	3 m
Hauteur	1,5 m

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une cavité, mais d'une excavation en forme d'arche. L'arche est en très mauvais état, miné par la gélifraction et par les racines de la végétation sus-jacente. L'arche se situe sur les parcelles AO 242 et AO 243. Elle est visible depuis la route. L'arche est en mauvais état. Le toit de la cavité atteint 1,5 m et une profondeur de 4 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

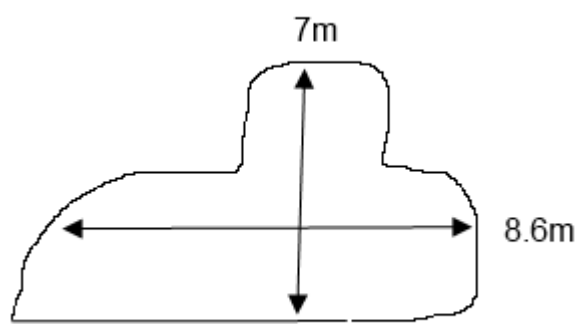
Département	Drôme	Site	Site n°28
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre Les Rouvières et les Reymonds	Type	Grande cavité
Parcelle*	AO 132	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	7 m
Largeur	8,6 m
Hauteur	2,3 m

La cavité se situe sur la parcelle AO 132. La cavité n'est visible qu'en entrant sur la parcelle. La cavité est en bon état apparent. Le toit de la cavité atteint 2,3 m et une profondeur de 7 m.



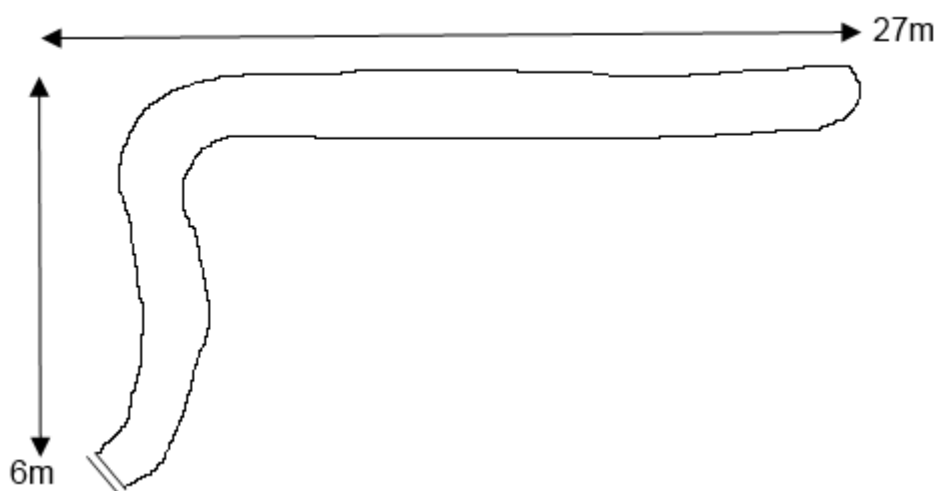
Département	Drôme	Site	Site n°29 et 29bis
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre Les Rouvières et les Reymonds	Type	Galerie
Parcelle*	AO 132	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	32 m
Largeur	1 m
Hauteur	1,5 m

La cavité se situe sur la parcelle AO 132. La cavité n'est visible qu'en montant dans le versant. L'entrée est assez petite (un peu plus d'un mètre de diamètre) et est partiellement éboulée. La galerie s'enfonce dans le versant de manière rectiligne sur environ 6 mètres, puis oblique à 90° vers la droite et se poursuit sur 27 mètres. L'entrée est partiellement éboulée et en mauvais état, le tunnel est en bon état et le fond de la galerie est percé d'ouverture de la taille de terrier de lapin. La cavité est en bon état apparent. Le toit de la cavité atteint 1,3 m passé l'entrée et augmente lentement jusqu'à atteindre 1,5 m. La galerie est longue de 32 m et large d'1 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

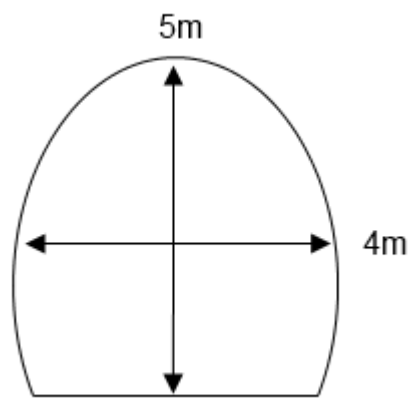
Département	Drôme	Site	Site n°30
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité
Parcelle*	AO 171	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	5 m
Largeur	4 m
Hauteur	1 m

La cavité se situe sur la parcelle AO 171. La cavité n'est visible de la route qu'en s'approchant suffisamment pour la distinguer derrière une épaisse végétation. L'entrée est maçonnée et en bon état. La cavité est en grande partie occupée par des gravas en tout genre et est dans un état moyen apparent. Le toit de la cavité atteint 1 m au plus haut (une partie des gravas empêche d'avoir une vue correcte sur l'ensemble de la cavité).



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

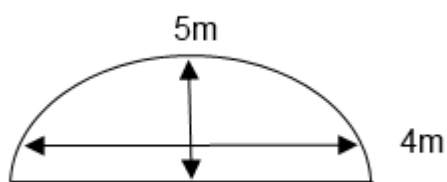
Département	Drôme	Site	Site n°31
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité
Parcelle*	AO 170	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	5 m
Largeur	4 m
Hauteur	1,5 m

La cavité se situe sur la parcelle AO 170. La cavité est visible depuis la route. La cavité est dans un état moyen apparent et l'entrée est minée par les effets du gel (fractures, grès tombant en plaques). Le toit de la cavité atteint 1,5 m au plus haut et elle est profonde de 5 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

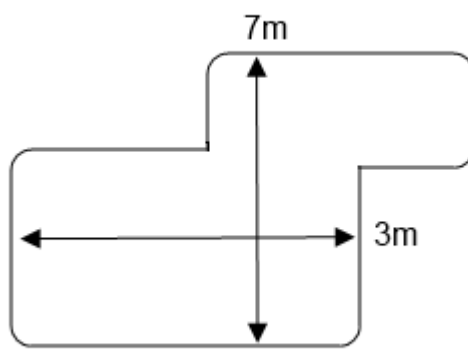
Département	Drôme	Site	Site n°32
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité (deux pièces)
Parcelle*	AO 169	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	7 m
Largeur	3 m
Hauteur	2,3 m

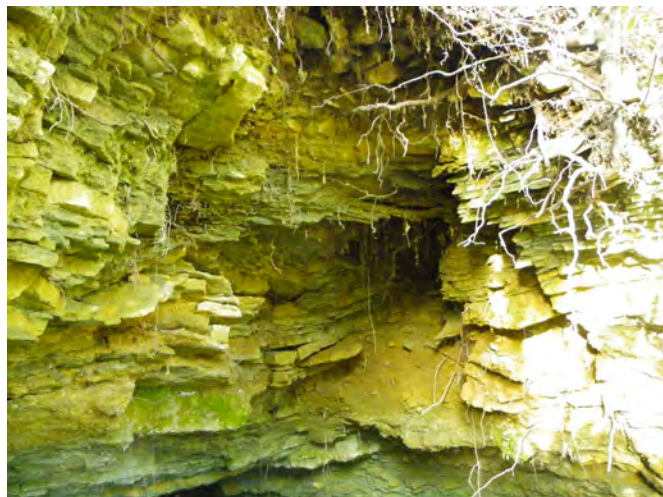
La cavité se situe sur la parcelle AO 169. La cavité est visible depuis la route, derrière la végétation. La cavité est en bon état (entrée et deux pièces). Elle devait être fermée à une époque comme en témoignent les murs et les gonds de la porte d'entrée. Le toit de la cavité atteint 2,3 m au plus haut et elle est profonde de 7 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

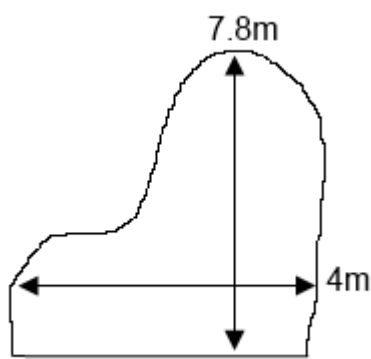
Département	Drôme	Site	Site n°33
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Calcaire
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	<i>Cavité de calcaire dur</i>
Parcelle*	AN 31 – AN 22	Inventaire BRGM	<i>Non répertoriée</i>

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	7,8 m
Largeur	4 m
Hauteur	3 m

La cavité se situe sur les parcelles AN 31 et AN 22. La cavité est invisible depuis la route, il est nécessaire de descendre dans le versant pour la trouver, derrière la végétation. La cavité est en mauvais état, la voûte étant en partie effondrée à l'entrée sous l'effet du gel et des racines. Le toit de la cavité atteint 3 m au plus haut et elle est profonde de 7,8 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

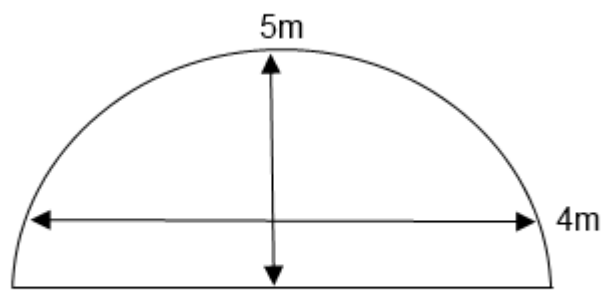
Département	Drôme	Site	Site n°34
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Calcaire
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Cavité de calcaire dur
Parcelle*	AN 31 – AN 22	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	5 m
Largeur	4 m
Hauteur	1 m

La cavité se situe sur les parcelles AN 31 et AN 22. La cavité est invisible depuis la route, il est nécessaire de descendre dans le versant pour la trouver, derrière la végétation. La cavité est en mauvais état, la voûte étant en partie effondrée en son centre sous l'effet du gel et des racines. Le toit de la cavité atteint 1 m au plus haut et elle est profonde de 5 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

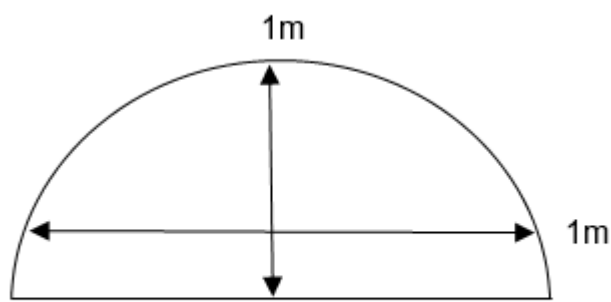
Département	Drôme	Site	Site n°35
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité
Parcelle*	AM 2	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	1 m
Largeur	1 m
Hauteur	1,8 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 2. La cavité est barrée par un amas de planches. Elle est dans un état moyen apparent. La cavité fait environ 1 m de diamètre sur 1,8 m de hauteur.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

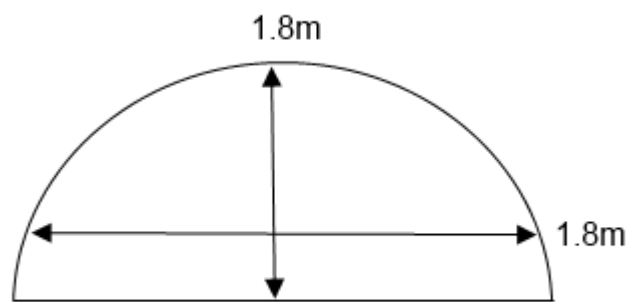
Département	Drôme	Site	Site n°36
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité
Parcelle*	AM 84	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	1,8 m
Largeur	1,8 m
Hauteur	2 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 84. L'entrée de la cavité est barrée par des parpaings et par un amas de planches. Elle est dans un état moyen apparent. La cavité fait environ 1,8 m de diamètre sur 2 m de hauteur.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

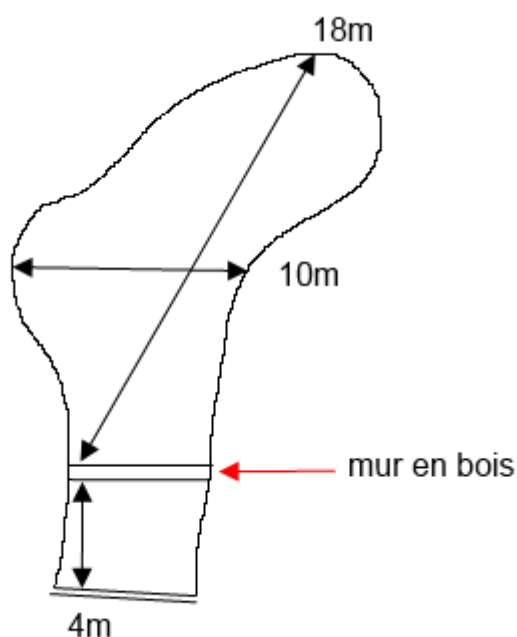
Département	Drôme	Site	Site n°37
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Grande cavité
Parcelle*	AM 83 - AO 147	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	22 m
Largeur	10 m
Hauteur	3,5 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 83 et sous la parcelle AO 147. L'entrée de la cavité est barrée après 3 m par un mur en bois. On accède à l'arrière de la cavité par une petite ouverture. La cavité est en bon état. Elle fait 22 m de profondeur et le toit de la cavité atteint 3,5 m. Il est nécessaire de signaler qu'une maison abandonnée (située sur la parcelle AO147) se situe à une proximité immédiate de la cavité.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

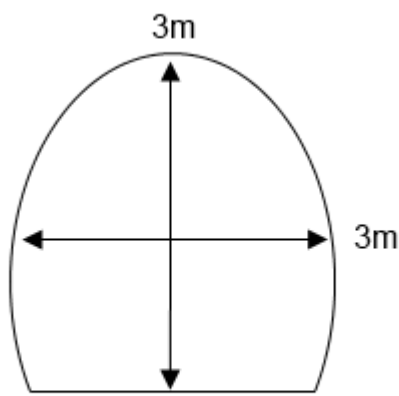
Département	Drôme	Site	Site n°38
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité
Parcelle*	AM 83 - AO 147	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	3 m
Largeur	3 m
Hauteur	2 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 83 et sous la parcelle AO 147. L'entrée de la cavité est maçonné ; cependant le toit de l'entrée a été miné par la gélifraction et la végétation sus-jacente et a fini par s'écrouler. La cavité est dans un état moyen. Elle fait 3 m de profondeur et le toit de la cavité atteint 2 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°39
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité
Parcelle*	AM 83 – AL 26	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



La cavité se situe sur la parcelle AM 83 et sous la parcelle AL 26. La cavité nous a été signalée ; cependant l'observation n'en a pu être faite en raison de la densité importante de végétation présente sur le site. Il est d'ailleurs probable qu'elle soit en mauvais état d'après le témoignage.

Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

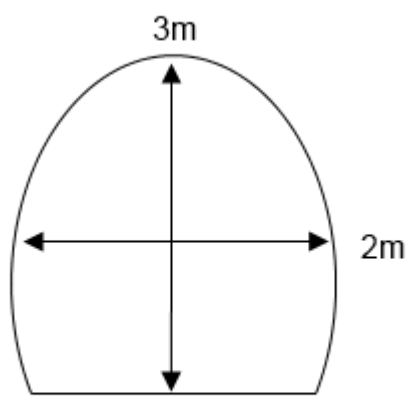
Département	Drôme	Site	Site n°40
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité
Parcelle*	AM 83 – AL 26	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	3 m
Largeur	2 m
Hauteur	2 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 83 et sous la parcelle AL 26. L'entrée de la cavité est se fait au pied d'un petit talus formé par les éboulis de la falaise sus-jacente. La cavité est dans un état moyen. Elle fait 3 m de profondeur et le toit de la cavité atteint 2 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

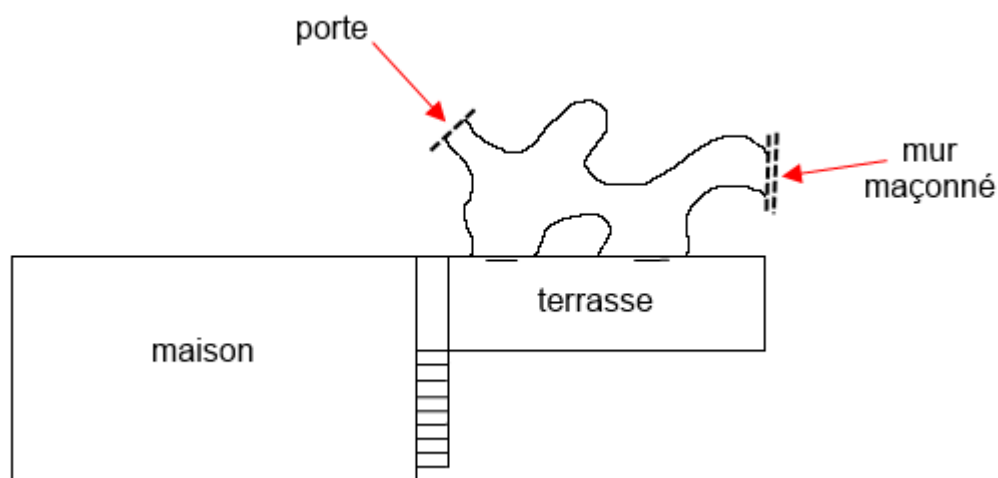
Département	Drôme	Site	Site n°41 et 41bis
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Grande cavité (plusieurs salles)
Parcelle*	AM 14 – AM 80	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	15 m
Largeur	2 m
Hauteur	3 m

La cavité se situe sur les parcelles AM 14 et AM 80. L'entrée de la cavité est située à l'arrière de la propriété sous la terrasse. Il s'agit d'une cave constituée de plusieurs salles reliées entre elles. Elles communiquent avec les caves de la parcelle adjacente (AM 80) ; l'accès est cependant barré par un mur maçonné. La cavité est dans un état moyen. Elle fait 15 m de profondeur et le toit de la cavité atteint 3 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°42
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Les Reymonds	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AM 15	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



La cavité se situe sur la parcelle AM 15, à l'arrière de la maison d'habitation. Elle est barrée par une porte en métal et semble servir de cave.

Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°43
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Grande cavité
Parcelle*	AM 21	Inventaire BRGM	Non répertoriée

** informations relatives à l'entrée de la cavité*



La cavité se situe sur la parcelle AM 21, à l'arrière de la maison d'habitation.

Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°44
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Grande cavité
Parcelle*	AM 21	Inventaire BRGM	Non répertoriée

** informations relatives à l'entrée de la cavité*



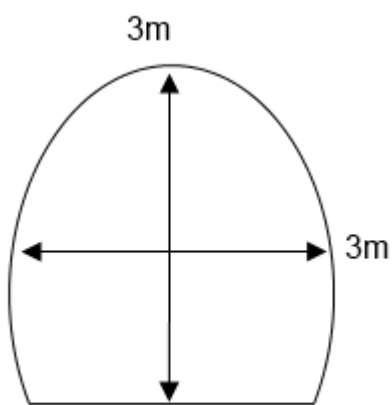
La cavité se situe sur la parcelle AM 21, à l'arrière de la maison d'habitation.

Département	Drôme	Site	Site n°45
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AM 120 – AM 134	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité

Profondeur	3 m
Largeur	3 m
Hauteur	2 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 120. L'entrée de la cavité est située à l'arrière de la maison d'habitation, sur un petit surplomb que l'on atteint par des escaliers. Il s'agit d'une cave constituée d'une seule salle circulaire. La cavité est dans un bon état. Elle fait 3 m de diamètre et le toit de la cavité atteint 2 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

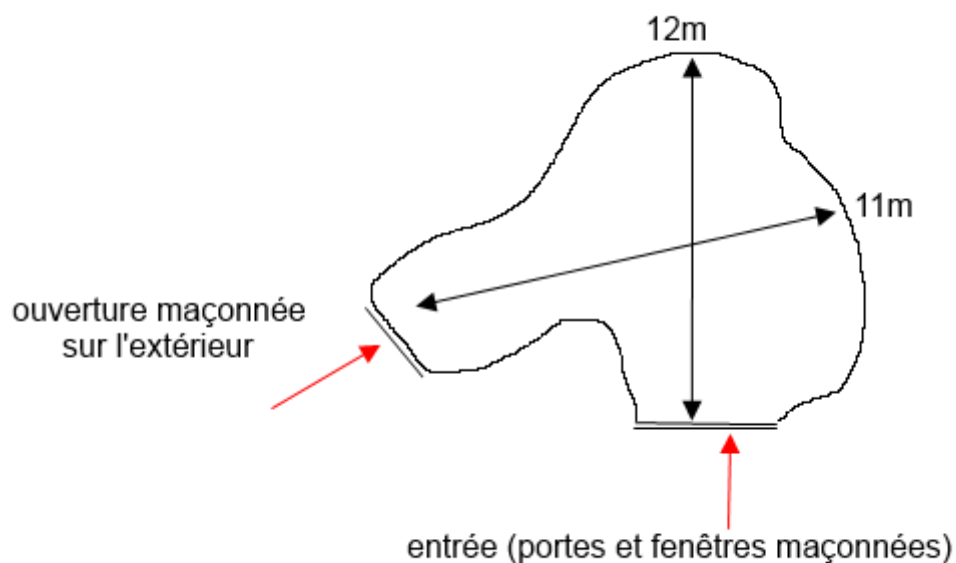
Département	Drôme	Site	Site n°45
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Grande cavité (cave)
Parcelle*	AM 120 – AM 134	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur	12 m
Largeur	11 m
Hauteur	4,8 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 120. L'entrée de la cavité est située à l'arrière de la maison d'habitation, sur un petit surplomb que l'on atteint par des escaliers. L'entrée est maçonnée. Les différences de parement indiquent une succession de maçonnerie du pourtour de l'entrée due aux effets de la gélifraction (fracturation et éboulisation de l'entrée). Il s'agit d'une cave constituée d'une grande salle circulaire à laquelle se greffent plusieurs alcôves. La cavité est dans un bon état. Elle fait 12 m de profondeur et le toit de la cavité atteint 4,8 m.



Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------

Département	Drôme	Site	Site n°47
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Petite cavité (cave)
Parcelle*	AM 133	Inventaire BRGM	Non répertoriée

** informations relatives à l'entrée de la cavité*



La cavité se situe sur la parcelle AM 133, à l'arrière de la maison d'habitation.

Département	Drôme	Site	Site n°48
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Grande cavité (deux salles)
Parcelle*	AM 145	Inventaire BRGM	Non répertoriée

* informations relatives à l'entrée de la cavité



Profondeur

6,5 m

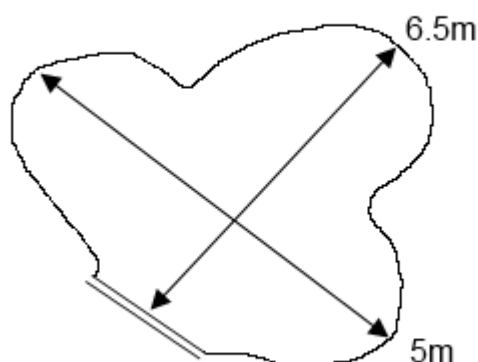
Largeur

5 m

Hauteur

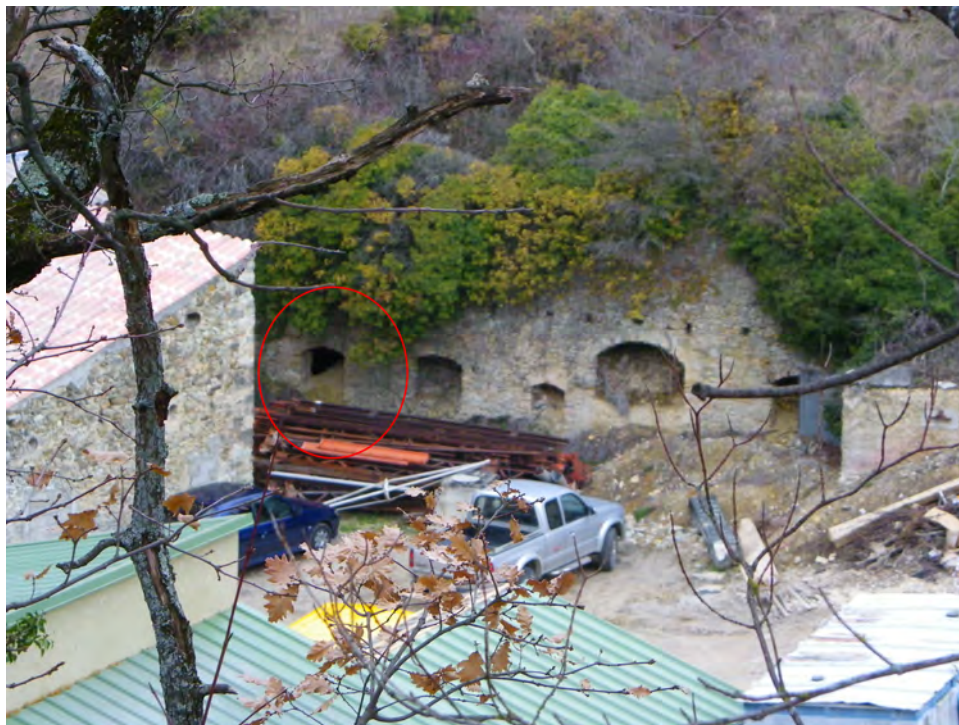
4 m

La cavité se situe sur la parcelle AM 145 L'entrée de la cavité est située légèrement en hauteur. La cavité est circulaire et prend la forme de deux salle contiguës . La cavité est dans un état moyen. Elle fait 6,5 m de profondeur et le toit de la cavité atteint 4 m.



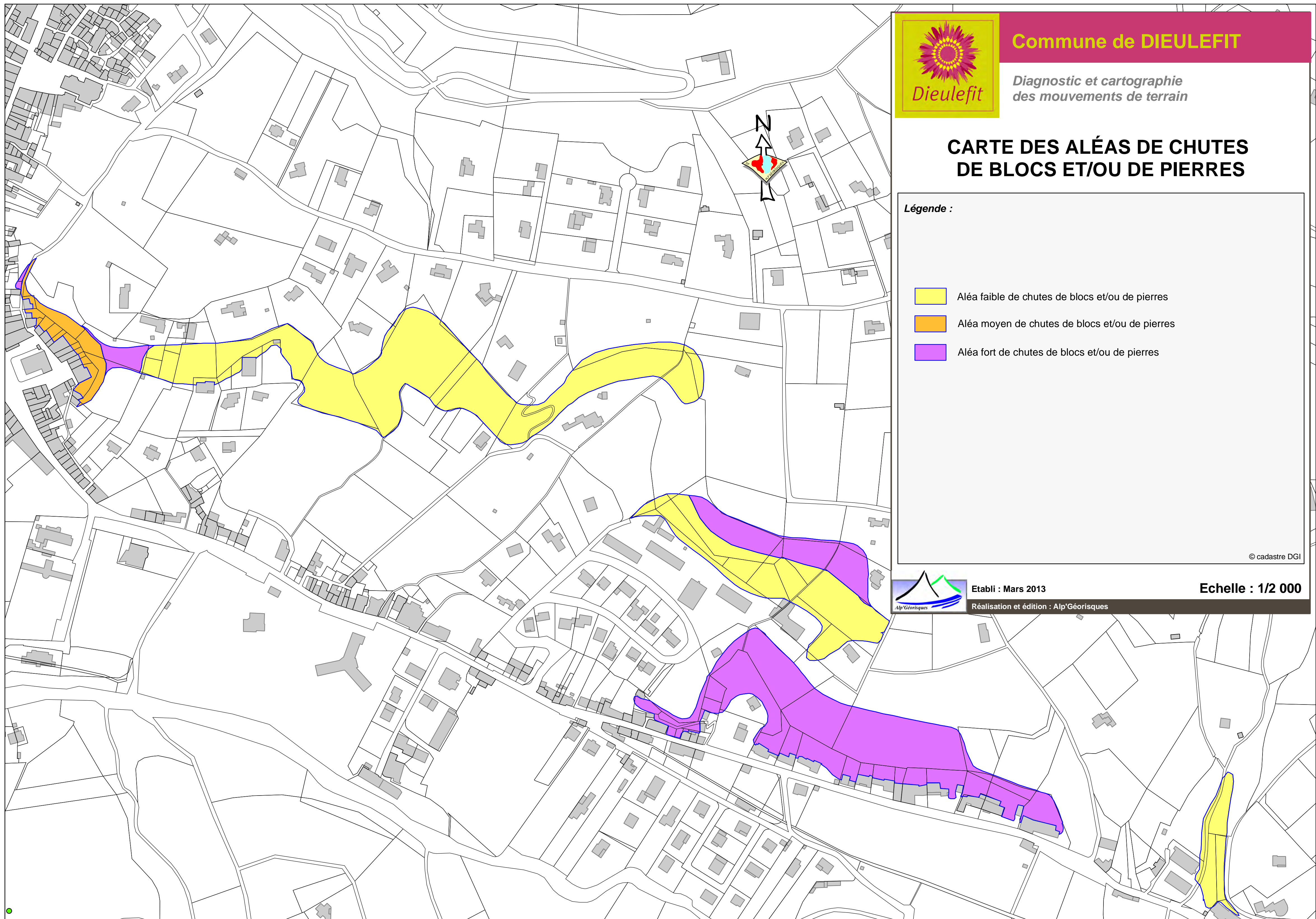
Département	Drôme	Site	Site n°49
Commune*	Dieulefit	Géologie :	Grès des reymonds
Lieu-dit*	Entre les Reymonds et les Garennes	Type	Petite cavité
Parcelle*	AL 35	Inventaire BRGM	Non répertoriée

** informations relatives à l'entrée de la cavité*



La cavité se situe sur la parcelle AL 35.

Date de visite	12-13 mars 2013 – Alp'Géorisques	Version	1 Édition du
----------------	----------------------------------	---------	-----------------



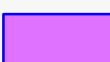


Commune de **DIEULEFIT**

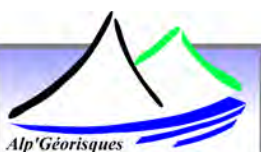
Diagnostic et cartographie
des mouvements de terrain

**CARTE DES ALÉAS DE CHUTES
DE BLOCS ET/OU DE PIERRES**

Légende :

-  Aléa faible de chutes de blocs et/ou de pierres
-  Aléa moyen de chutes de blocs et/ou de pierres
-  Aléa fort de chutes de blocs et/ou de pierres

© cadastre DGI



Etabli : Mars 2013
Réalisation et édition : Alp'Géorisques

Echelle : 1/2 000



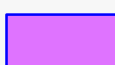



Commune de DIEULEFIT

Diagnostic et cartographie
des mouvements de terrain

CARTE DES ALÉAS CONJUGUÉS

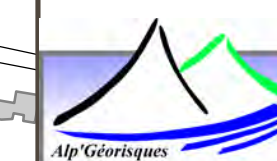
Légende :

-  Aléa faible de mouvements de terrain
(zone constructible sous prescriptions)
-  Aléa moyen de mouvements de terrain
(zone de forte contrainte, constructible sous prescriptions)
-  Aléa fort de mouvements de terrain
(zone inconstructible)
-  Code de renvoi vers prescriptions (cf rapport)

Carte issue du croisement des cartes des aléas de :
- chutes de blocs et/ou de pierres ;
- glissements de terrain ;
- effondrements de cavités souterraines ;
- éboulements de falaise.

NB : chaque aléa est représenté sur une carte à par entière ci jointe.

© cadastre DGI



Etabli : Mars 2013

Réalisation et édition : Alp'Géorisques

Echelle : 1/2 000






Commune de DIEULEFIT

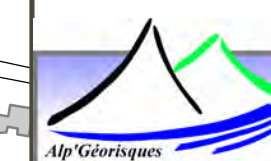
Diagnostic et cartographie
des mouvements de terrain

CARTE DES ALÉAS D'ÉBOULEMENT DE FALAISE

Légende :

-  Aléa faible d'éboulement de falaise
-  Aléa moyen d'éboulement de falaise
-  Aléa fort d'éboulement de falaise

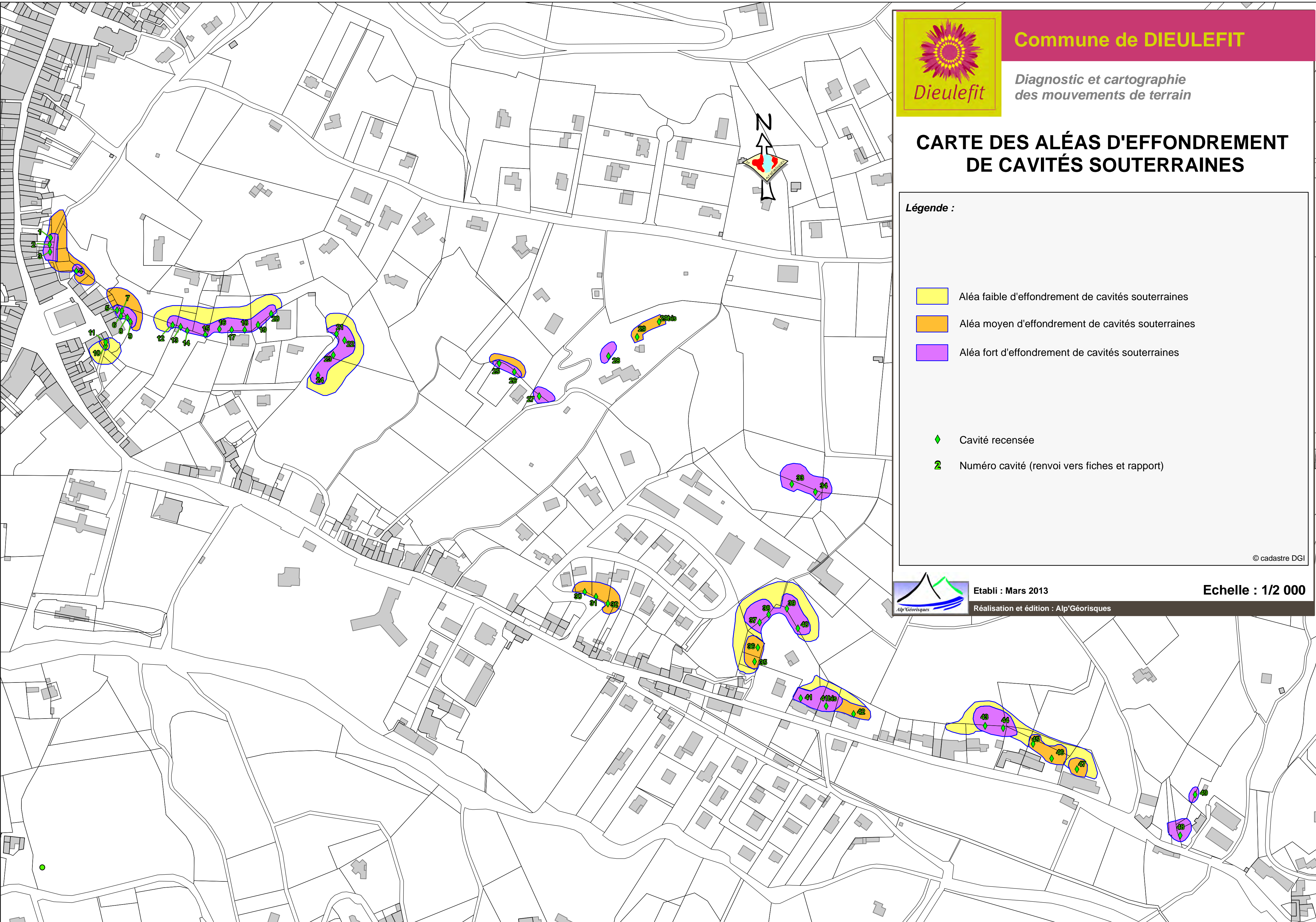
© cadastre DGI



Etabli : Mars 2013

Réalisation et édition : Alp'Géorisques

Echelle : 1/2 000



Commune de **DIEULEFIT**

Diagnostic et cartographie
des mouvements de terrain

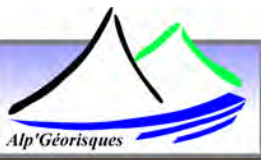
**CARTE DES ALÉAS D'EFFONDREMENT
DE CAVITÉS SOUTERRAINES**

Légende :

- Aléa faible d'effondrement de cavités souterraines
- Aléa moyen d'effondrement de cavités souterraines
- Aléa fort d'effondrement de cavités souterraines

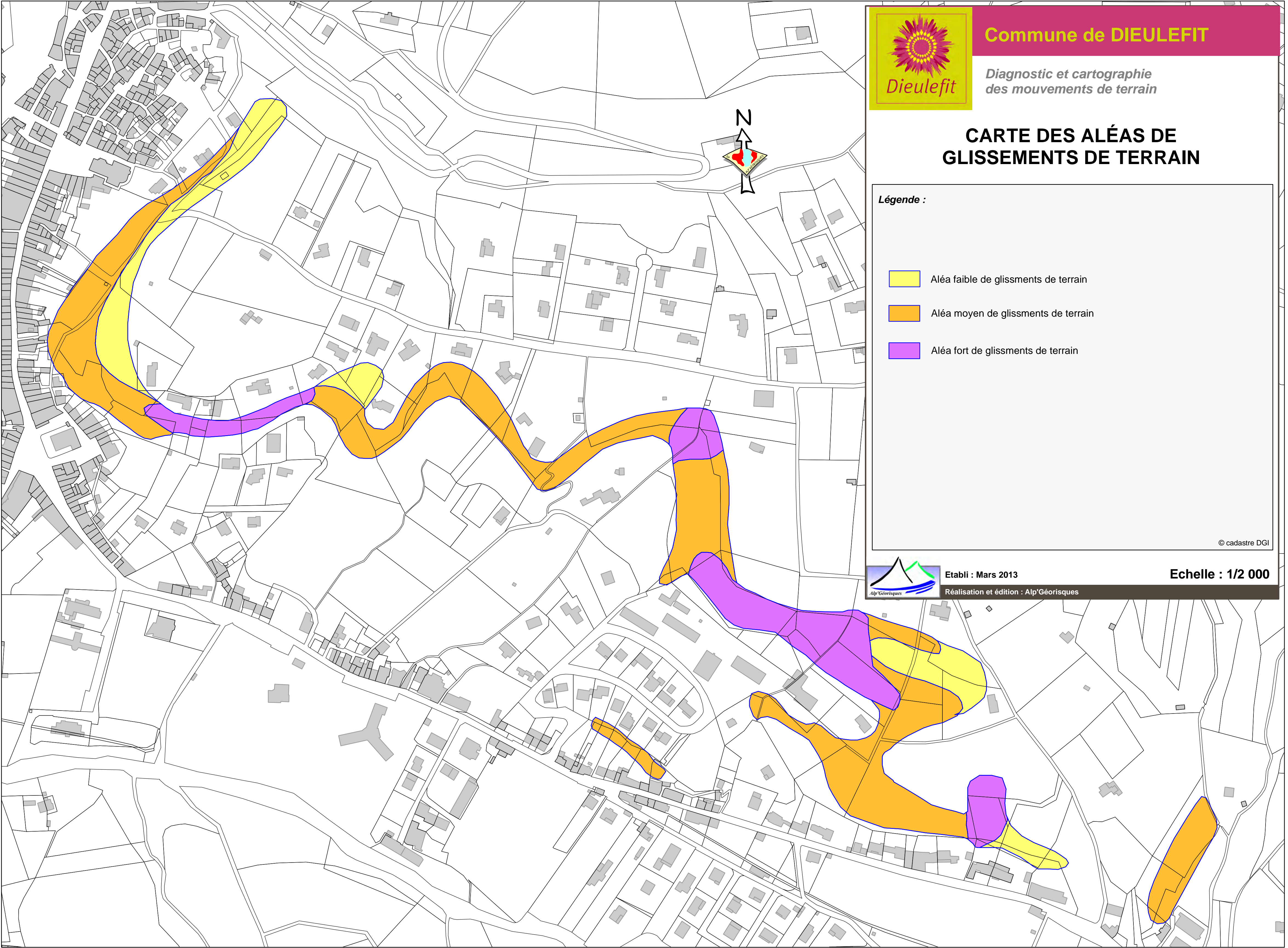
- Cavité recensée
- Numéro cavité (renvoi vers fiches et rapport)

© cadastre DGI



Etabli : Mars 2013
Réalisation et édition : Alp'Géorisques

Echelle : 1/2 000



Commune de DIEULEFIT

Diagnostic et cartographie
des mouvements de terrain

CARTE DES ALÉAS DE
GLISSEMENTS DE TERRAIN

Légende :

- Aléa faible de glissements de terrain
- Aléa moyen de glissements de terrain
- Aléa fort de glissements de terrain

© cadastre DGI



Etabli : Mars 2013

Réalisation et édition : Alp'Géorisques

Echelle : 1/2 000



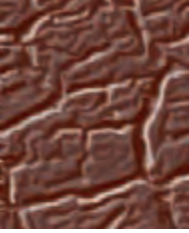
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DURABLES

face aux risques

Le retrait-gonflement des argiles

Comment prévenir les désordres
dans l'habitat individuel ?

Prévention
risques naturels majeurs



Sommaire

Introduction	2
<i>1. Face à quel phénomène ?</i>	3
1.1 Pourquoi les sols gonflent-ils et se rétractent-ils ?	3
<i>Pourquoi spécifiquement les sols argileux ?</i>	
<i>Les effets de la dessiccation sur les sols</i>	
1.2 Facteurs intervenant dans le phénomène de retrait- gonflement des argiles	5
1.3 Manifestation des désordres	8
<i>Les désordres au gros-œuvre</i>	
<i>Les désordres au second-œuvre</i>	
<i>Les désordres sur les aménagements extérieurs</i>	
<i>L'évaluation des dommages</i>	
<i>2. Le contrat d'assurance</i>	11
<i>3. Comment prévenir ?</i>	12
3.1 La connaissance : cartographie de l'aléa	12
3.2 L'information préventive	13
3.3 La prise en compte dans l'aménagement	14
3.4 Les règles de construction	15
3.5 La réduction de la vulnérabilité du bâti existant	15
<i>4. Organismes de référence, liens internet et bibliographie</i>	16
<i>Fiches</i>	17

Introduction

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles, bien que non dangereux pour l'homme, engendre chaque année sur le territoire français des dégâts considérables aux bâtiments, pouvant dépasser 60 millions d'euros cumulés par département entre 1989 et 1998. En raison notamment de leurs fondations superficielles, les maisons individuelles sont particulièrement vulnérables à ce phénomène. Partant de ce constat, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a souhaité mettre en place une démarche d'information du grand public.

Ce dossier spécifique au retrait-gonflement des argiles fait partie d'une collection de documents, dont l'objectif est de faciliter l'accès à l'information sur les phénomènes naturels générateurs de dommages et sur les moyens de les prévenir.

Ces dossiers traitent notamment des moyens de mitigation (réduction de la vulnérabilité) qui peuvent être mis en place par les particuliers eux-même et à moindre frais ou pour un coût plus important en faisant appel à un professionnel. Ce dossier a pour objectif d'apporter des informations pratiques sur les différentes techniques de mitigation existantes. Une première partie introductive présente le phénomène et ses conséquences, au moyen de nombreux schémas et illustrations, puis des fiches expliquent chaque technique envisagée et les moyens de la mettre en oeuvre.

Actuellement, seuls le retrait-gonflement des argiles et les inondations font l'objet d'un dossier, mais à terme d'autres phénomènes pourront être traités.

Définitions générales

Afin de mieux comprendre la problématique des risques majeurs, il est nécessaire de connaître quelques définitions générales.

L'aléa est la manifestation d'un phénomène naturel ou anthropique d'occurrence et d'intensité données.

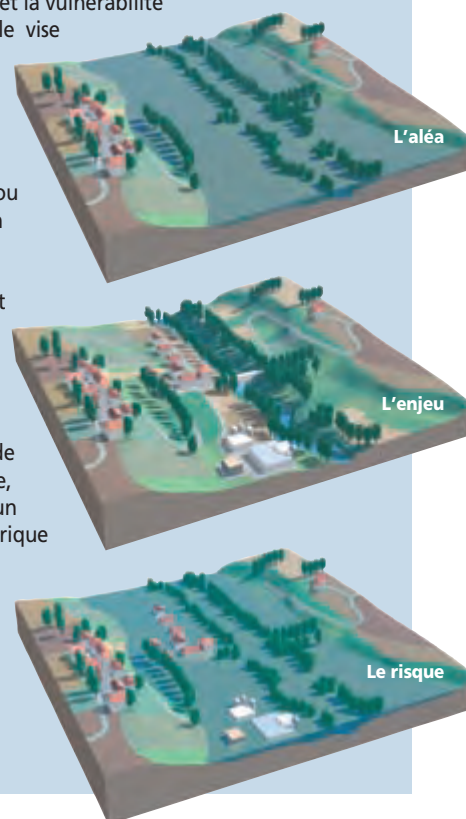
L'enjeu est l'ensemble des personnes et des biens susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel ou des activités humaines. Il se caractérise par son importance (nombre, nature, etc.) et sa vulnérabilité.

Le risque majeur est le produit d'un aléa et d'un enjeu. Il se caractérise par sa faible fréquence, sa gravité et l'incapacité de la société exposée à surpasser l'événement. Des actions sont dans la plupart des cas possibles pour le réduire, soit en atténuant l'intensité de l'aléa, soit en réduisant la vulnérabilité des enjeux.

La vulnérabilité exprime et mesure le niveau de conséquences prévisibles de l'aléa sur les enjeux. Elle caractérise la plus ou moins grande résistance d'un enjeu à un événement donné.

La mitigation (atténuation, réduction) des risques naturels est une démarche destinée à réduire l'intensité de certains aléas et la vulnérabilité des enjeux. Elle vise la réduction des dommages, liés à la survenue de phénomènes climatologiques ou géologiques, afin de les rendre supportables - économiquement du moins - par la société.

La sécheresse géotechnique est une période de longueur variable, caractérisée par un déficit pluviométrique plus ou moins marqué et se traduisant par une diminution de la teneur en eau de l'horizon du sous-sol.



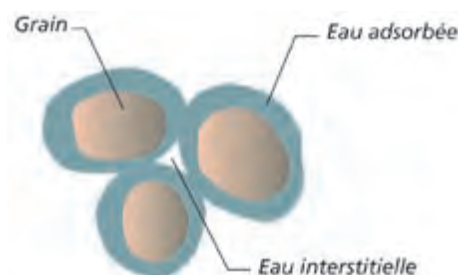
1 - Face à quel phénomène ?

1.1 - Pourquoi les sols gonflent-ils et se rétractent-ils ?

Le matériau **argileux** présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau. Dur et cassant lorsqu'il est asséché, un certain degré d'humidité le fait se transformer en un matériau **plastique** et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux argileux, de variations de volume plus ou moins conséquentes : fortes augmentations de volume (phénomène de gonflement) lorsque la teneur en eau augmente, et inversement, rétraction (phénomène de retrait) en période de déficit pluviométrique marqué.

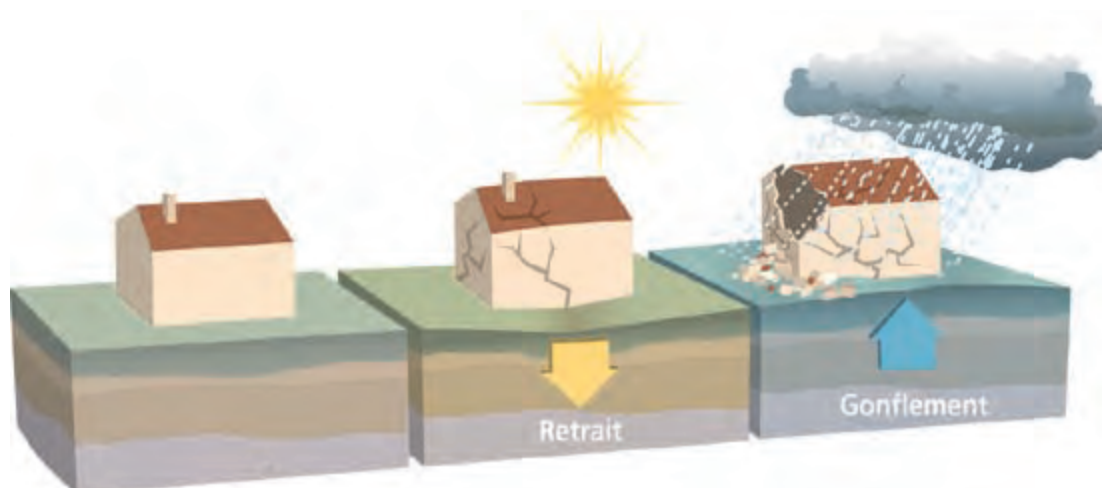
Les phénomènes de **capillarité**, et surtout de **succion**, sont à l'origine de ce comportement. Les variations de volume des sols argileux répondent donc à des variations de teneur en eau (on notera que des variations de contraintes extérieures – telles que les surcharges – peuvent, par ailleurs, également générer des variations de volume).

Tous les sols présentent la particularité de contenir de l'eau en quantité plus ou moins importante :



- de l'**eau de constitution**, faisant partie intégrante de l'organisation moléculaire des grains formant le sol ;
- de l'**eau liée** (ou **adsorbée**), résultant de l'attraction entre les grains et l'eau (pression de succion). On peut se représenter cette couche adsorbée comme un film visqueux entourant le grain ;
- une **eau interstitielle**, remplissant les vides entre les grains du sol (lorsque ceux-ci sont entièrement remplis, le sol est dit saturé).

La part respective entre ces différents « types » d'eau, très variable, dépend de la nature du sol et de son état hydrique. En fonction de cette répartition, les sols auront une réponse différente vis-à-vis des variations de teneur en eau. Plus la quantité d'eau adsorbée contenue dans un sol est grande, plus celui-ci est susceptible de « faire » du retrait.



Pourquoi spécifiquement les sols argileux ?

Les caractéristiques de la structure interne des minéraux argileux expliquent leur comportement face aux variations de teneur en eau :

- ils présentent en effet une structure minéralogique « en feuillets », à la surface desquels les molécules d'eau peuvent s'adsorber sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, et ce de façon d'autant plus marquée que les grains du sol, fins et aplatis, ont des surfaces développées très grandes. Il en résulte un gonflement, plus ou moins réversible, du matériau. L'eau adsorbée assure les liaisons entre les grains et permet les modifications de structure du sol lors des variations de teneur en eau ;
- certains grains argileux peuvent eux-mêmes voir leur volume changer, par variation de la distance entre les feuillets argileux élémentaires, du fait d'échanges d'ions entre l'eau interstitielle et l'eau adsorbée ;
- les pores du sol sont très fins et accentuent les phénomènes de capillarité.

Toutes les familles de minéraux argileux ne présentent pas la même prédisposition au phénomène de retrait-gonflement. L'analyse de leur structure minéralogique permet d'identifier les plus sensibles. Le groupe des **smectites** et, dans une moindre mesure, le groupe des **interstratifiées** (alternance plus ou moins régulière de feuillets de nature différente) font partie des plus sujets au phénomène (on parle d'*argiles gonflantes*).

Cette sensibilité est liée :

- à des liaisons particulièrement lâches entre les feuillets constitutifs, ce qui facilite l'acquisition ou le départ d'eau. Cette particularité permet à l'eau de pénétrer dans l'espace situé entre les feuillets, autorisant ainsi de fortes variations de volume (on parle de *gonflement interfoliaire* ou *intercristallin*) ;
- au fait que ces argiles possèdent une surface spécifique particulièrement importante (800 m²/g pour la montmorillonite qui appartient

aux smectites, 20 m²/g pour la kaolinite), et que la quantité d'eau adsorbée que peut renfermer un sol est directement fonction de ce paramètre.

Les argiles non gonflantes sont ainsi caractérisées par des liaisons particulièrement lâches et par une surface spécifique de leurs grains peu développée.

Pour une variation de teneur en eau identique, l'importance des variations de volume d'un sol argileux « gonflant » dépend aussi :

- **Des caractéristiques « initiales » du sol**, notamment la densité, la teneur en eau et le degré de saturation avant le début de l'épisode climatique (sécheresse ou période de pluviométrie excédentaire). Ainsi, l'amplitude des variations de volume sera d'autant plus grande que la variation de teneur en eau sera marquée. À ce titre, la succession d'une période fortement arrosée et d'une période de déficit pluviométrique constitue un facteur aggravant prépondérant ;
- **de l'« histoire » du sol**, en particulier de l'existence éventuelle d'épisodes antérieurs de chargement ou de dessiccation. Par exemple, un sol argileux « gonflant » mais de compacité élevée (sur-consolidation naturelle, chargement artificiel, etc.) ne sera que peu influencé par une période de sécheresse. À contrario, un remaniement des terrains argileux (à l'occasion par exemple de travaux de terrassement) pourrait favoriser l'apparition des désordres ou être de nature à les amplifier.

Les effets de la dessiccation sur les sols

S'il est saturé, le sol va d'abord diminuer de volume, de façon à peu près proportionnelle à la variation de teneur en eau, tout en restant quasi saturé. Cette diminution de volume s'effectue à la fois **verticalement**, se traduisant par un tassement, mais aussi **horizontalement** avec l'apparition de fissures de dessiccation (classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent).

En deçà d'une certaine teneur en eau (dite *limite de retrait*), le sol ne diminue plus de volume, et



les espaces intergranulaires perdent leur eau au bénéfice de l'air. Des pressions de succion se développent de façon significative.

Lorsque le sol argileux non saturé s'humidifie, il se sature sans changement de volume. Il en résulte une annulation progressive des pressions de succion jusqu'à ce que l'argile retrouve son volume initial, voire le dépasse. Divers paramètres, dont la nature minéralogique de l'argile, conditionnent l'ampleur de ce gonflement. Les déformations verticales (de retrait ou de gonflement) peuvent atteindre 10 % de l'épaisseur de sol considérée, voir dépasser cette valeur.

En France métropolitaine, et plus largement dans les régions tempérées, seule la tranche superficielle de sol (1 m à 2 m) est concernée par les variations saisonnières de teneur en eau. À l'occasion d'une sécheresse très marquée et/ou dans un environnement défavorable [cf. paragraphe 1.2], cette influence peut toutefois se faire sentir jusqu'à **une profondeur atteignant 5 m environ**.

1.2 - Facteurs intervenant dans le phénomène de retrait – gonflement des argiles

On distinguera les facteurs de prédisposition et les facteurs de déclenchement. Les premiers, par leur présence, sont de nature à induire le phénomène de retrait-gonflement des argiles, mais ne suffisent pas à le déclencher. Il s'agit de facteurs internes (liés à la nature des sols), et de facteurs

dit d'environnement (en relation avec le site). **Les facteurs de prédisposition permettent de caractériser la susceptibilité du milieu au phénomène et conditionnent sa répartition spatiale.**

Les facteurs de déclenchement sont ceux dont la présence provoque le phénomène de retrait-gonflement, mais n'ont d'effet significatif que s'il existe des **facteurs de prédisposition** préalables. Leur connaissance permet de déterminer **l'occurrence du phénomène** (l'aléa et plus seulement la susceptibilité).

Le tableau ci-après présente succinctement chacun des facteurs en jeu.

TYPE DE FACTEUR	SCHÉMA EXPLICATIF	COMMENTAIRE
FACTEUR DE PRÉDISPOSITION		
La nature du sol		<p>Facteur de prédisposition prépondérant : seules les formations géologiques renfermant des minéraux argileux sont a priori concernées.</p> <p>La susceptibilité est fonction, en premier lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la lithologie (importance de la proportion de matériaux argileux au sein de la formation) ; - de la composition minéralogique : les minéraux argileux ne sont pas tous « gonflants » et une formation argileuse sera d'autant plus réactive que la proportion de minéraux argileux « favorables » au phénomène (smectites, etc.) sera forte ; - de la géométrie de l'horizon argileux (profondeur, épaisseur) ; - de l'éventuelle continuité des niveaux argileux. <p>L'hétérogénéité de constitution du sous-sol constitue une configuration défavorable. C'est le cas par exemple avec une alternance entre niveaux argileux sensibles et niveaux plus grossiers propices aux circulations d'eau : ces derniers favorisent les variations de teneur en eau des niveaux argileux se trouvant à leur contact.</p>
Le contexte hydrogéologique		<p>C'est l'un des facteurs environnementaux essentiels. Les deux principaux facteurs néfastes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence éventuelle d'une nappe phréatique à profondeur limitée ; - l'existence de circulations souterraines temporaires, à profondeur relativement faible. Elles peuvent être à l'origine de fréquentes variations de teneur en eau des niveaux argileux, favorisant ainsi le phénomène de retrait-gonflement. <p>Les conditions hydrauliques in situ peuvent varier dans le temps en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'évapotranspiration, dont les effets sont perceptibles à faible profondeur (jusqu'à 2 m environ) ; - de la battance de la nappe éventuelle (avec une action prépondérante à plus grande profondeur). <p>La présence d'un aquifère à faible profondeur permet le plus souvent d'éviter la dessiccation de la tranche superficielle du sol. Mais en période de sécheresse, la dessiccation par l'évaporation peut être aggravée par l'abaissement du niveau de la nappe (ou encore par un tarissement naturel et saisonnier des circulations d'eau superficielles). Ce phénomène peut en outre être accentué par une augmentation des prélèvements par pompage.</p>



La géomorphologie

Symétrie
des fondations



Dissymétrie
des fondations



Elle conditionne la répartition spatiale du phénomène :

- un terrain en pente entraîne souvent une **dissymétrie des fondations** d'une construction, favorisant une aggravation des désordres sur le bâti. En effet, les fondations reposant le plus souvent à une cote homogène, les fondations amont sont alors plus enterrées et donc moins exposées aux variations de teneur en eau que les fondations aval.

- cet effet peut être renforcé par une **différence de nature de sol** à la base des fondations amont et aval (les couches superficielles du sol étant généralement parallèles à la topographie, les fondations amont reposent donc sur des terrains moins altérés et remaniés que les fondations aval).

- alors qu'une pente favorise le drainage par gravité, sur terrains plats **les eaux de ruissellement** ont tendance à stagner et à s'infiltrer, et ainsi à ralentir la dessiccation du sol.

- **l'orientation** constitue également un paramètre non négligeable. Sur une pente orientée au Sud, les sols à l'aval d'une construction sont soumis à un ensoleillement plus important que ceux situés en amont, à l'ombre de la bâtisse. La dessiccation y sera donc plus marquée.

La végétation

Désordres partiels
dûs à l'action localisée d'un arbre



Son rôle est souvent prépondérant. Les racines des végétaux aspirent l'eau du sol par succion. En période de **bilan hydrique** négatif (les prélèvements par l'arbre sont supérieurs aux apports), cette succion provoque une migration d'eau pouvant se traduire par :

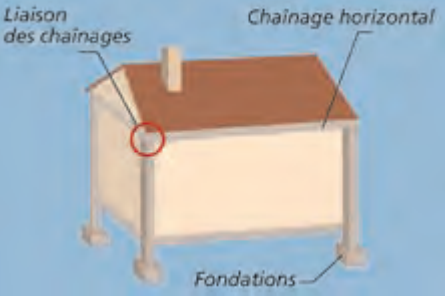
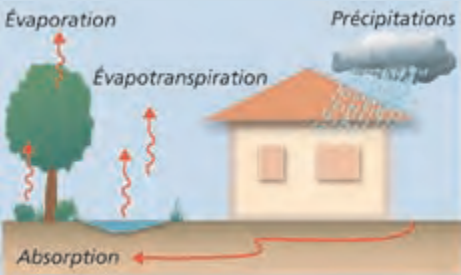

- un tassement centré sur l'arbre (formation d'une « cuvette ») ;
- un lent déplacement du sol vers l'arbre.

Une fondation « touchée » subira donc une double distorsion (verticale et horizontale) dont les effets seront particulièrement visibles dans le cas d'une **semelle filante**. Lorsque le bilan hydrique devient positif, les mécanismes inverses peuvent éventuellement se manifester.

On considère en général que l'influence d'un arbre adulte peut se faire sentir jusqu'à une distance équivalente à une fois sa hauteur (et jusqu'à une profondeur de l'ordre de 4 m à 5 m), avec des variations en fonction des essences.

Lorsqu'une construction s'oppose à l'évaporation, maintenant ainsi sous sa surface une zone de sol plus humide, les racines se développent de façon préférentielle dans sa direction. Il en est de même avec tout autre élément ayant une attraction positive, par exemple les regards et dispositifs d'assainissement fuyards.

Dans le cas de l'urbanisation d'un terrain déboisé depuis peu, ou encore de l'abattage d'un arbre qui était situé à côté d'une construction, des désordres par gonflement peuvent se manifester pendant plusieurs années. Ils résultent d'une augmentation de la teneur en eau générale du sol.

<p>Les défauts de construction</p>		<p>Ce facteur de prédisposition, souvent mis en lumière à l'occasion d'une sécheresse exceptionnelle, se traduit par la survenance ou l'aggravation des désordres.</p> <p>L'examen de dossiers d'expertise indique que les maisons touchées présentent souvent des défauts de conception ou de fondation, ou encore une insuffisance de chaînage (horizontal, vertical, mauvaise liaison entre chaînages). Le respect des règles de l'art « élémentaires » permettrait de minimiser, voire d'éviter, une large partie de ces désordres.</p>
<p>FACTEUR DE DÉCLENCHEMENT</p>		
<p>Les conditions climatiques</p>		<p>Les phénomènes climatiques exceptionnels sont le principal facteur de déclenchement du phénomène. Les variations de teneur en eau du sol sont liées à des variations climatiques saisonnières. Les désordres seront plus importants dans le cas d'une sécheresse particulièrement marquée, intervenant à la suite d'une période fortement arrosée (par sa durée et par les cumuls de pluie observés). Deux paramètres primordiaux entrent en jeu : l'évapotranspiration et les précipitations.</p>
<p>Les facteurs anthropiques</p>		<p>Des modifications de l'évolution « naturelle » des teneurs en eau du sous-sol peuvent résulter de travaux d'aménagement qui auraient pour conséquence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de perturber la répartition des écoulements superficiels et souterrains ; - de bouleverser les conditions d'évaporation. <p>Cela peut être le cas pour des actions de drainage du sol d'un terrain, de pompage, de plantations, d'imperméabilisation des sols, etc.</p> <p>Une fuite, voire la rupture d'un réseau enterré humide ou une infiltration d'eaux pluviales, peuvent avoir un impact significatif sur l'état hydrique du sous-sol et de ce fait provoquer des désordres par gonflement des argiles.</p> <p>L'existence de sources de chaleur en sous-sol près d'un mur insuffisamment isolé peut également aggraver, voire déclencher, la dessiccation et entraîner l'apparition de désordres localisés.</p>

1.3 - Manifestation des désordres

Les désordres aux constructions pendant une sécheresse intense sont dus aux tassements différentiels du sol de fondation, pouvant atteindre plusieurs centimètres. Ils résultent des fortes différences de teneur en eau au droit des façades (zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé) et, le cas échéant,

de la végétation proche. L'hétérogénéité des mouvements entre deux points de la structure va conduire à une déformation pouvant entraîner fissuration, voire rupture de la structure. La réponse du bâtiment sera fonction de ses **possibilités de déformation**. On peut en effet imaginer :

- une structure souple et très déformable, pouvant « suivre » sans dommage les mouvements du sol ;

- une structure parfaitement rigide (horizontalement et verticalement) pouvant résister sans dommage aux mouvements du sol du fait d'une nouvelle répartition des efforts.

Cependant, dans la majorité des cas, la structure ne peut accepter les distorsions générées. Les constructions les plus vulnérables sont les maisons individuelles, notamment en raison :

- de leur structure légère et souvent peu rigide, et de leurs fondations souvent superficielles par rapport aux immeubles collectifs ;
- de l'absence, très souvent, d'une étude géotechnique préalable permettant d'adapter le projet au contexte géologique.

La « construction-sinistrée type » est ainsi une habitation individuelle de plain-pied (l'existence d'un sous-sol impliquant des fondations assez largement enterrées, à une profondeur où les terrains sont moins sujets à la dessiccation), reposant sur des fondations inadéquates et avec présence d'arbres à proximité.



Les désordres au gros-œuvre

- **Fissuration des structures** (enterrées ou aériennes).

Cette fissuration (lorsque les fissures atteignent une largeur de 30 mm à 40 mm, on parle de lézardes), souvent oblique car elle suit les discontinuités des éléments de maçonnerie, peut également être verticale ou horizontale. Plusieurs orientations sont souvent présentes en même temps. Cette fissuration passe quasi-systématiquement par les points faibles que constituent les



ouvertures (où que celles-ci soient situées - murs, cloisons, planchers, plafonds).

- **Déversement des structures** (affectant des parties du bâti fondées à des cotes différentes) ou **décollement de bâtiments annexes accolés** (garages,...)



- **Désencastrement** des éléments de charpente ou de chaînage.



Fissuration traduisant un décollement de la structure par absence de liaisonnement entre niveau bas et combles.

- **Décollement, fissuration de dallages** et de cloisons.

Source : Alp Géorisques.



Affaissement du plancher mis en évidence par le décollement entre plinthes et dallage - Maison Jourdan.

Les désordres au second-œuvre

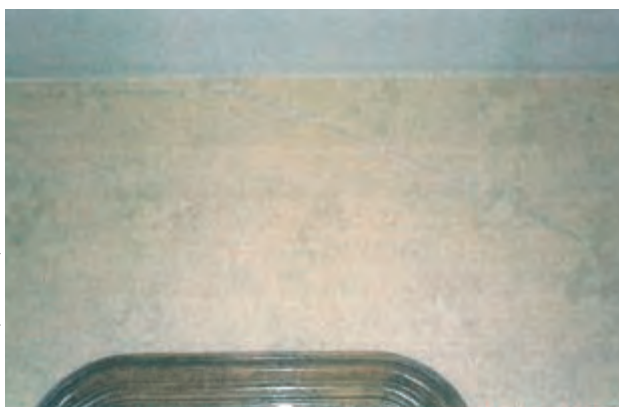
- **Distorsion des ouvertures**, perturbant le fonctionnement des portes et fenêtres.

Source : www.argiles.fr



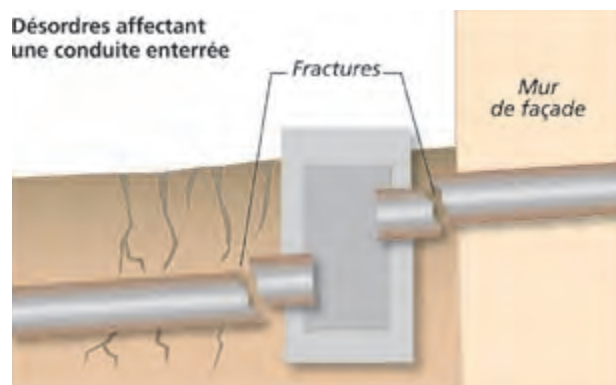
- **Décollement des éléments composites** (enduits et placages de revêtement sur les murs, carrelages sur dallages ou planchers, etc.).

Source : Alp Géorisques.



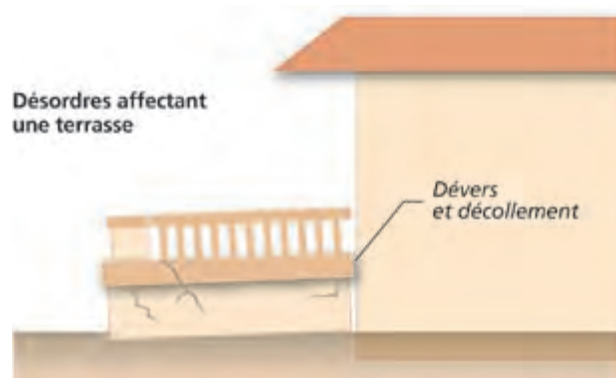
Fissuration intérieure, tapisserie déchirée - Maison André.

- **Étirement, mise en compression, voire rupture de tuyauteries ou canalisations** enterrées (réseaux humides, chauffage central, gouttières, etc.).



Les désordres sur les aménagements extérieurs

- **Décollement et affaissement des terrasses, trottoirs et escaliers extérieurs.**



- **Décollement, fissuration des dalles, carrelage** des terrasses et trottoirs extérieurs.



- Fissuration de murs de soutènement.



Source : Alp'Géorisques.

L'évaluation des dommages

Le nombre de constructions touchées par ce phénomène en France métropolitaine est très élevé. Suite à la sécheresse de l'été 2003, plus de 7 400 communes ont demandé une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. **Depuis 1989**, le montant total des remboursements effectués au titre du régime des catastrophes naturelles a été évalué par la Caisse Centrale de Réassurance, fin 2002, à **3,3 milliards d'euros**. Plusieurs centaines de milliers d'habitations sinistrées, réparties sur plus de 500 communes (sur plus de 77 départements) ont été concernés. Il s'agit ainsi du deuxième poste d'indemnisation après les inondations.

Le phénomène génère des coûts de réparation très variables d'un sinistre à un autre, mais souvent très lourds. Ils peuvent même dans certains cas s'avérer prohibitifs par rapport au coût de la construction (il n'est pas rare qu'ils dépassent 50 % de la valeur du bien). **Le montant moyen d'indemnisation d'un sinistre dû au phénomène de retrait / gonflement des argiles a été évalué à plus de 10 000 € par maison**, mais peut atteindre 150 000 € si une reprise en sous-œuvre s'avère nécessaire. Dans certains cas cependant, la cause principale des désordres peut être supprimée à moindre frais (abattage d'un arbre), et les coûts de réparation se limiter au rebouchage des fissures.

2 - Le contrat d'assurance

La loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (art. L.125-1 à L.125-6 du Code des assurances) a fixé pour objectif d'indemniser les victimes de catastrophes naturelles en se fondant sur le principe de solidarité nationale.

Pour que le sinistre soit couvert au titre de la garantie « catastrophes naturelles », il faut que l'agent naturel en soit la cause directe. L'état de catastrophe naturelle, ouvrant droit à la garantie est constaté par un arrêté interministériel (des ministères de l'Intérieur et de l'Économie et des Finances) qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages couverts par la garantie (article L. 125-1 du Code des assurances).

Pour que cette indemnisation s'applique, les victimes doivent avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les « dommages » aux biens ainsi que, le cas échéant, les dommages aux véhicules terrestres à moteur. Cette garantie est étendue aux « pertes d'exploitation », si elles sont couvertes par le contrat de l'assuré.

Les limites

Cependant, l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due par l'assureur. La franchise prévue aux **articles 125-1 à 3 du Code des assurances**, est valable pour les contrats « dommage » et « perte d'exploitation ». Cependant, les montants diffèrent selon les catégories et se déclinent selon le tableau suivant.

Comme on peut le voir dans le tableau, pour les communes non pourvues d'un PPR, le principe de variation des franchises d'assurance s'applique (il a été introduit par l'arrêté du 13 août 2004).

Les franchises sont ainsi modulées en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque, au cours des cinq années précédant l'arrêté.

Type de contrat	Biens concernés	Communes dotées d'un PPR*		Communes non dotées d'un PPR
		Franchise pour dommages liés à un risque autre que la sécheresse	Montant concernant le risque sécheresse	Modulation de la franchise en fonction du nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle
Contrat « dommage »	Habitations	381 euros	1 524 euros	1 à 2 arrêtés : x 1 3 arrêtés : x 2 4 arrêtés : x 3 5 et plus : x 4
	Usage professionnel	10% du montant des dommages matériels (minimum 1 143 euros)	3 084 euros	
Contrat « perte d'exploitation »	Recettes liées à l'exploitation	Franchise équivalente à 3 jours ouvrés (minimum 1 143 euros)		Idem

* Communes qui ont un PPR prescrit depuis moins de 4 ans et communes ayant un document valant PPR.

3 - Comment prévenir ?

3.1 - La connaissance : cartographie de l'aléa

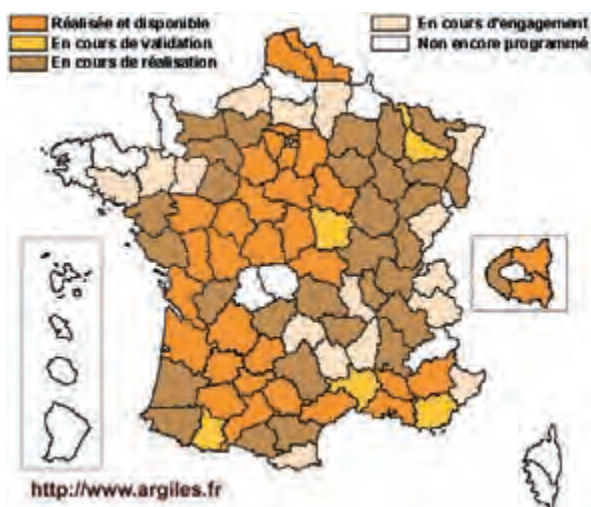
Devant le nombre des sinistres et l'impact financier occasionné par le phénomène de retrait-gonflement des argiles, le Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables a chargé le Bureau de Recherches Géologiques et

Minières (BRGM) d'effectuer une cartographie de cet aléa. Elle est réalisée en juin 2007 pour les 37 départements français les plus exposés au regard du contexte géologique et du nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle. Ce programme de cartographie départementale est aujourd'hui disponible et librement accessible sur Internet à l'adresse **www.argiles.fr** pour 32 départements. Il est prévu une couverture nationale pour cet aléa.

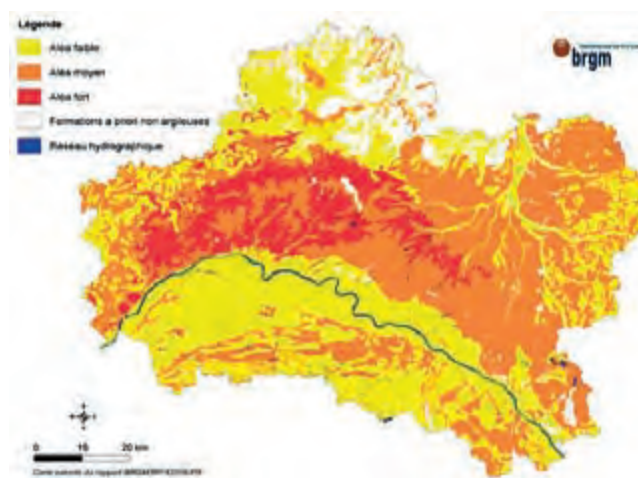
Ces cartes, établies à l'échelle 1/50 000, ont pour but de délimiter les zones a priori sujettes au phénomène, et de les hiérarchiser selon quatre degrés d'aléa (a priori nul, faible, moyen et fort – cf. tableau ci-contre).

La finalité de ce programme cartographique est **l'information du public, en particulier des propriétaires et des différents acteurs de la construction.**

Par ailleurs, il constitue une étape préliminaire essentielle à l'élaboration de zonages réglementaires au niveau communal, à l'échelle du 1/10 000 : **les Plans de Prévention des Risques** [cf. paragraphe 3.3].



État d'avancement des cartes départementales d'aléa retrait-gonflement réalisées par le BRGM à la demande du MEDAD (mise à jour en juin 2007)



Carte d'aléa retrait-gonflement des argiles dans le département du Loiret.

Niveau d'aléa	Définition
Fort	Zones sur lesquelles la probabilité de survenance d'un sinistre sera la plus élevée et où l'intensité des phénomènes attendus est la plus forte, au regard des facteurs de prédisposition présents.
Moyen	Zones « intermédiaires » entre les zones d'aléa faible et les zones d'aléa fort.
Faible	Zones sur lesquelles la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais avec des désordres ne touchant qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, proximité d'arbres ou hétérogénéité du sous-sol par exemple).
Nul ou négligeable	Zones sur lesquelles la carte géologique n'indique pas la présence de terrain argileux en surface. La survenue de quelques sinistres n'est cependant pas à exclure, compte tenu de la présence possible, sur des secteurs localisés, de dépôts argileux non identifiés sur les cartes géologiques, mais suffisants pour provoquer des désordres ponctuels.

3.2 - L'information préventive

La loi du 22 juillet 1987 a instauré le droit des citoyens à une information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis sur tout ou partie du territoire, ainsi que sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Cette partie de la loi a été reprise dans l'article L125.2 du Code de l'environnement.

Établi sous l'autorité du préfet, le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) recense à l'échelle d'un département l'ensemble des risques majeurs par commune. Il explique les phénomènes et présente les mesures de sauvegarde. À partir du DDRM, le préfet porte à la connaissance du maire les risques dans la commune, au moyen de cartes au 1 : 25 000 et décrit la nature des risques, les événements historiques, ainsi que les mesures d'État mises en place.

Le maire élabore un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Ce document reprend les informations portées à la connaissance du maire par le préfet. Il précise les dispositions préventives et de protection prises au plan local. Il comprend l'arrêté municipal relatif aux modalités d'affichage des mesures de sauvegarde. Ces deux documents sont librement consultables en mairie.

Le plan de communication établi par le maire peut comprendre divers supports de communication, ainsi que des plaquettes et des affiches, conformes aux modèles arrêtés par les ministères chargés de l'environnement et de la sécurité civile (arrêté du 9 février 2005).

Le maire doit apposer ces affiches :

- dans les locaux accueillant plus de 50 personnes,
- dans les immeubles regroupant plus de 15 logements,
- dans les terrains de camping ou de stationnement de caravanes regroupant plus de 50 personnes.

Les propriétaires de terrains ou d'immeubles doivent assurer cet affichage (sous contrôle du maire) à l'entrée des locaux ou à raison d'une affiche par 5 000 m² de terrain.

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle dont a bénéficié la commune est également disponible en mairie.

L'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers

Dans les zones sismiques et celles soumises à un PPR, le décret du 15 février 2005 impose à tous les propriétaires et bailleurs d'informer les acquéreurs et locataires de biens immobiliers de l'existence de risques majeurs concernant ces biens. En cela, les propriétaires et bailleurs se fondent sur les documents officiels transmis par l'État : PPR et zonage sismique de la France.

Cette démarche vise à développer la culture du risque auprès de la population.

D'autre part, les vendeurs et bailleurs doivent informer les acquéreurs et locataires lorsqu'ils ont bénéficié d'un remboursement de sinistre au titre de la déclaration de catastrophe naturelle de leur commune.

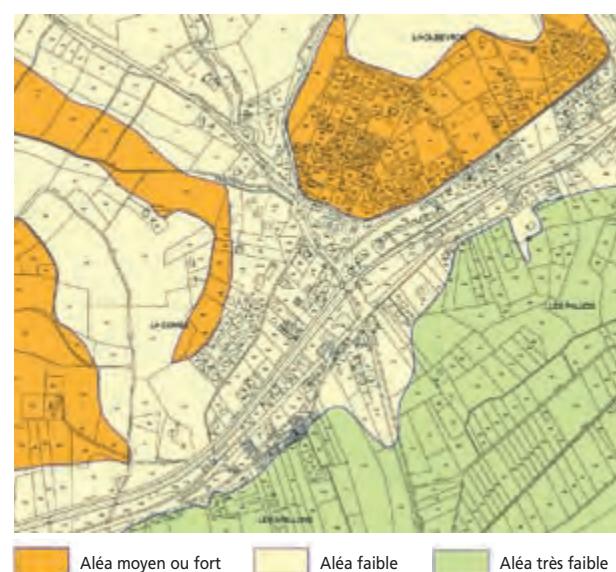
3.3 - La prise en compte dans l'aménagement

Les désordres aux constructions représentent un impact financier élevé pour de nombreux propriétaires et pour la collectivité. C'est dans ce contexte que le MEDAD a instauré le programme départemental de cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles [cf. paragraphe 3.1]. Il constitue un préalable à l'élaboration des **Plans de Prévention des Risques** spécifiques à l'échelle communale, dont le but est de diminuer le nombre de sinistres causés à l'avenir par ce phénomène, en l'absence d'une réglementation nationale prescrivant des dispositions constructives particulières pour les sols argileux gonflants.

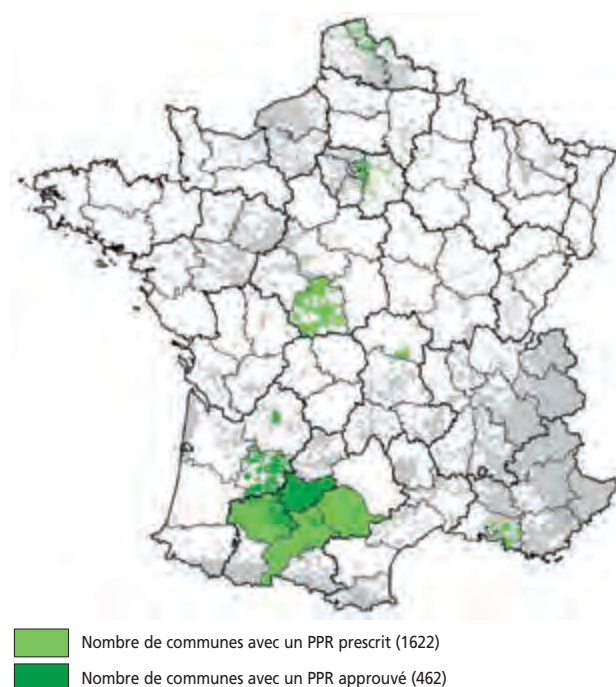
En mai 2007, la réalisation de PPR tassements différentiels a été prescrite dans 1 622 communes. 462 communes possèdent un PPR approuvé. Cet outil réglementaire s'adresse notamment à toute personne sollicitant un permis de construire, mais aussi aux propriétaires de bâtiments

existants. Il a pour objectif de délimiter les zones exposées au phénomène, et dans ces zones, d'y réglementer l'occupation des sols. **Il définit** ainsi, pour les projets de construction futurs et le cas échéant pour le bâti existant (avec certaines limites), **les règles constructives** (mais aussi liées à

Extrait d'une carte d'aléa retrait-gonflement des argiles (DDE 04 - Alp'Géorisques)



État cartographié national des PPR prescrit ou approuvé au 04/05/2007 - Aléa : tassements différentiels.



l'environnement proche du bâti) **obligatoires ou recommandées** visant à réduire le risque d'apparition de désordres. Dans les secteurs exposés, le PPR peut également imposer la réalisation d'une étude géotechnique spécifique, en particulier préalablement à tout nouveau projet.

Du fait de la lenteur et de la faible amplitude des déformations du sol, ce phénomène est sans danger pour l'homme. **Les PPR ne prévoient donc pas d'inconstructibilité**, même dans les zones d'aléa fort. Les mesures prévues dans le PPR ont un coût, permettant de minorer significativement le risque de survenance d'un sinistre, sans commune mesure avec les frais (et les désagréments) occasionnés par les désordres potentiels.

3.4 - Les règles de construction

Dans les communes dotées d'un PPR prenant en compte les phénomènes de retrait-gonflement des argiles, le règlement du PPR définit les règles constructives à mettre en oeuvre (mesures obligatoires et/ou recommandations) dans chacune des zones de risque identifiées.

Dans les communes non dotées d'un PPR, il convient aux maîtres d'ouvrage et/ou aux constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène et de limiter ses conséquences sur le projet en adaptant celui-ci au site. Ces mesures sont détaillées dans les fiches présentes ci-après.

Dans tous les cas, le respect des « règles de l'art » élémentaires en matière de construction constitue un « minimum » indispensable pour assurer une certaine résistance du bâti par rapport au phénomène, tout en garantissant une meilleure durabilité de la construction.

3.5 - La réduction de la vulnérabilité du bâti existant

Les fiches présentées ci-après détaillent les principales mesures envisageables pour réduire l'ampleur du phénomène et ses conséquences sur le bâti. Elles sont prioritairement destinées

aux maîtres d'ouvrages (constructions futures et bâti existant), mais s'adressent également aux différents professionnels de la construction.

Elles ont pour objectif premier de détailler les mesures préventives essentielles à mettre oeuvre. Deux groupes peuvent être distingués :

- les fiches permettant de minimiser le risque d'occurrence et l'ampleur du phénomène :
 - fiche 3, réalisation d'une ceinture étanche autour du bâtiment ;
 - fiche 4, éloignement de la végétation du bâti ;
 - fiche 5, création d'un écran anti-racines ;
 - fiche 6, raccordement des réseaux d'eaux au réseau collectif ;
 - fiche 7, étanchéification des canalisations enterrées ;
 - fiche 8, limiter les conséquences d'une source de chaleur en sous-sol ;
 - fiche 10, réalisation d'un dispositif de drainage.
- les fiches permettant une adaptation du bâti, de façon à s'opposer au phénomène et ainsi à minimiser autant que possible les désordres :
 - fiche 1, adaptation des fondations ;
 - fiche 2, rigidification de la structure du bâtiment ;
 - fiche 9, désolidariser les différents éléments de structure.

4 - Organismes de référence, liens internet et bibliographie

Site internet

■ Ministère de l'Écologie, du développement et de l'aménagement durables

<http://www.prim.net>

■ Bureau de recherches Géologiques et Minières

<http://www.argiles.fr>

(consultation en ligne et téléchargement des cartes d'aléas départementales)

■ Agence Qualité Construction (association des professions de la construction)

<http://www.qualiteconstruction.com>

Bibliographie

■ **Sécheresse et construction** - *guide de prévention* ; 1993, La Documentation française.

■ **Effets des phénomènes de retrait-gonflement des sols sur les constructions** – *Traitement des désordres et prévention* ; 1999, Solen.

■ **Retrait-gonflement des sols argileux** - *méthode cartographique d'évaluation de l'aléa en vue de l'établissement de PPR* ; 2003, Marc Vincent BRGM.

■ **Cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles dans le département du Loiret** ; 2004, BRGM.

Glossaire

Aquifère : À prendre dans ce document au sens de nappe d'eau souterraine. Le terme désigne également les terrains contenant cette nappe.

Argile : Selon la définition du Dictionnaire de géologie (A. Foucault, JF Raoult), le terme argile désigne à la fois le minéral (= minéral argileux) et une roche (meuble ou consolidée) composée pour l'essentiel de ces minéraux. La fraction argileuse est, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2 µm.

Battance : Fluctuation du niveau d'une nappe souterraine entre les périodes de hautes eaux et celles de basses eaux.

Bilan hydrique : Comparaison entre les quantités d'eau fournies à une plante (précipitations, arrosage, etc) et sa « consommation ».

Capillarité : Ensemble des phénomènes relatifs au comportement des liquides dans des tubes très fins (et par lesquels de l'eau par exemple peut remonter dans un tube fin à un niveau supérieur à celui de la surface libre du liquide, ou encore dans un milieu poreux tel qu'un sol meuble).

Chaînage : Élément d'ossature des parois porteuses d'un bâtiment ; ceinturant les murs, le chaînage solidarise les parois et empêche les fissurations et les dislocations du bâtiment. On distingue les chaînages horizontaux, qui ceinturent chaque étage au niveau des planchers, et sur lesquels sont élevées les parois, et les chaînages verticaux qui encadrent les parois aux angles des constructions et au droit des murs de refend (mur porteur formant une division de locaux à l'intérieur d'un édifice).

Évapotranspiration : L'évapotranspiration correspond à la quantité d'eau totale transférée du sol vers l'atmosphère par l'évaporation au niveau du sol (fonction des conditions de température, de vent et d'ensoleillement notamment) et par la transpiration (eau absorbée par la végétation).

Plastique : Le qualificatif plastique désigne la capacité d'un matériau à être modelé.

Semelle filante : Type de fondation superficielle la plus courante, surtout quand le terrain d'assise de la construction se trouve à la profondeur hors gel. Elle se prolonge de façon continue sous les murs porteurs.

Succion : Phénomène dû aux forces capillaires par lequel un liquide, à une pression inférieure à la pression atmosphérique, est aspiré dans un milieu poreux.

Surface spécifique : Elle désigne l'aire réelle de la surface d'un objet par opposition à sa surface apparente.

Fiches

Code des couleurs



Mesure simple



Mesure technique



Mesure nécessitant l'intervention d'un professionnel

Code des symboles



Mesure concernant le bâti existant



Mesure concernant le bâti futur



Mesure applicable au bâti existant et futur



Remarque importante



Problème à résoudre : Pour la majorité des bâtiments d'habitation « classiques », les structures sont fondées superficiellement, dans la tranche du terrain concernée par les variations saisonnières de teneur en eau. Les sinistres sont ainsi dus, pour une grande part, à une inadaptation dans la conception et/ou la réalisation des fondations.

Descriptif du dispositif : Les fondations doivent respecter quelques grands principes :

- adopter une profondeur d'ancrage suffisante, à adapter en fonction de la sensibilité du site au phénomène ;
- éviter toute dissymétrie dans la profondeur d'ancrage ;
- préférer les fondations continues et armées, bétonnées à pleine fouille sur toute leur hauteur.

Champ d'application : Concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe

Plate-forme en déblais-remblais

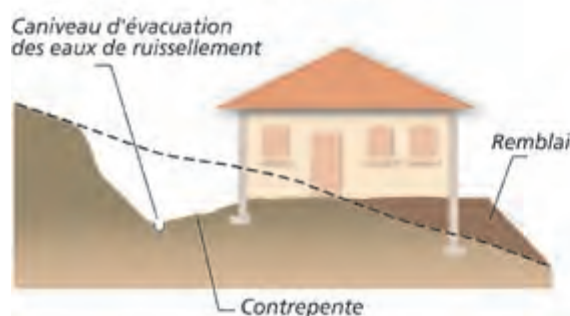


Plate-forme en déblais



Conditions de mise en œuvre :

- La profondeur des fondations doit tenir compte de la capacité de retrait du sous-sol. Seule une étude géotechnique spécifique est en mesure de déterminer précisément cette capacité. À titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage (si les autres prescriptions – chaînage, trottoir périphérique, etc. – sont mises en œuvre), qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une prédisposition marquée du site peut cependant nécessiter de rechercher un niveau d'assise sensiblement plus profond.

Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art (attention à descendre suffisamment la bêche périmétrique), peut constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.

- Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix. Sur des terrains en pente, cette nécessité d'homogénéité de l'ancrage peut conduire à la réalisation de redans.



Lorsque le bâtiment est installé sur une plate-forme déblai/remblai ou déblai, il est conseillé de descendre les fondations « aval » à une profondeur supérieure à celle des fondations « amont ». Les fondations doivent suivre les préconisations formulées dans le DTU 13.12.

Les études permettant de préciser la sensibilité du sous-sol au phénomène et de définir les dispositions préventives nécessaires (d'ordre constructif ou autre) doivent être réalisées par un bureau d'études spécialisé, dont la liste peut être obtenue auprès de l'Union Française des Géologues (tél : 01 47 07 91 95).

Fiche n°2

RIGIDIFICATION DE LA STRUCTURE DU BÂTIMENT



Problème à résoudre : Un grand nombre de sinistres concernent des constructions dont la rigidité, insuffisante, ne leur permet pas de résister aux distorsions générées par les mouvements différentiels du sous-sol. Une structure parfaitement rigide permet au contraire une répartition des efforts permettant de minimiser les désordres de façon significative, à défaut de les écarter.

Descriptif du dispositif : La rigidification de la structure du bâtiment nécessite la mise en œuvre de chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poteaux d'angle) pour les murs porteurs liaisonnés.

Champ d'application : concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le dispositif mis en œuvre doit suivre les préconisations formulées dans le DTU 20.1 :

- « Les murs en maçonnerie porteuse et les murs en maçonnerie de remplissage doivent être ceinturés à chaque étage, au niveau des planchers, ainsi qu'en couronnement, par un chaînage horizontal en béton armé, continu, fermé ; ce chaînage ceinture les façades et les relie au droit de chaque refend ». Cette mesure s'applique notamment pour les murs pignons au niveau du rampant de la couverture.

- « Les chaînages verticaux doivent être réalisés au moins dans les angles saillants et rentrant des maçonneries, ainsi que de part et d'autre des joints de fractionnement du bâtiment ».

La liaison entre chaînages horizontaux et verticaux doit faire l'objet d'une attention particulière : ancrage des armatures par retour d'équerre, recouvrement des armatures assurant une continuité. Les armatures des divers chaînages doivent faire l'objet de liaisons efficaces (recouvrement, ancrage, etc.), notamment dans les angles du bâtiment.

Mesures d'accompagnement : D'autres mesures permettent de rigidifier la structure :

- la réalisation d'un soubassement « monobloc » (préférer les sous-sols complets aux sous-sols partiels, les radiers ou les planchers sur vide sanitaire, plutôt que les dallages sur terre-plein) ;
- la réalisation de linteaux au-dessus des ouvertures.



Problème à résoudre : Les désordres aux constructions résultent notamment des fortes différences de teneur en eau existant entre le sol situé sous le bâtiment qui est à l'équilibre hydrique (terrains non exposés à l'évaporation, qui constituent également le sol d'assise de la structure) et le sol situé aux alentours qui est soumis à évaporation saisonnière. Il en résulte des variations de teneur en eau importantes et brutales, au droit des fondations.

Descriptif du dispositif : Le dispositif proposé consiste à entourer le bâti d'un système étanche le plus large possible (minimum 1,50 m), protégeant ainsi sa périphérie immédiate de l'évaporation et éloignant du pied des façades les eaux de ruissellement.

Champ d'application : concerne sans restriction tout type de bâtiment, d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : L'étanchéité pourra être assurée, soit :

- par la réalisation d'un trottoir périphérique (selon les possibilités en fonction de l'implantation du bâtiment et de la mitoyenneté), en béton ou tout autre matériau présentant une étanchéité suffisante ;
- par la mise en place sous la terre végétale d'une géomembrane enterrée, dans les cas notamment où un revêtement superficiel étanche n'est pas réalisable (en particulier dans les terrains en pente). La géomembrane doit être raccordée aux façades par un système de couvre-joint, et être protégée par une couche de forme sur laquelle peut être mis en œuvre un revêtement adapté à l'environnement (pavés, etc).

Une légère pente doit être donnée au dispositif, de façon à éloigner les eaux du bâtiment, l'idéal étant que ces eaux soient reprises par un réseau d'évacuation étanche.



Pour être pleinement efficace, le dispositif d'étanchéité doit être mis en œuvre sur la totalité du pourtour de la construction. Une difficulté peut se poser lorsque l'une des façades est située en limite de propriété (nécessitant un accord avec le propriétaire mitoyen). Le non-respect de ce principe est de nature à favoriser les désordres.

Mesures d'accompagnement : Les eaux de toitures seront collectées dans des ouvrages étanches et évacués loin du bâtiment [cf. fiche n°6].

À défaut de la mise en place d'un dispositif étanche en périphérie immédiate du bâtiment, les eaux de ruissellement pourront être éloignées des façades (aussi loin que possible), par des contre-pentes.

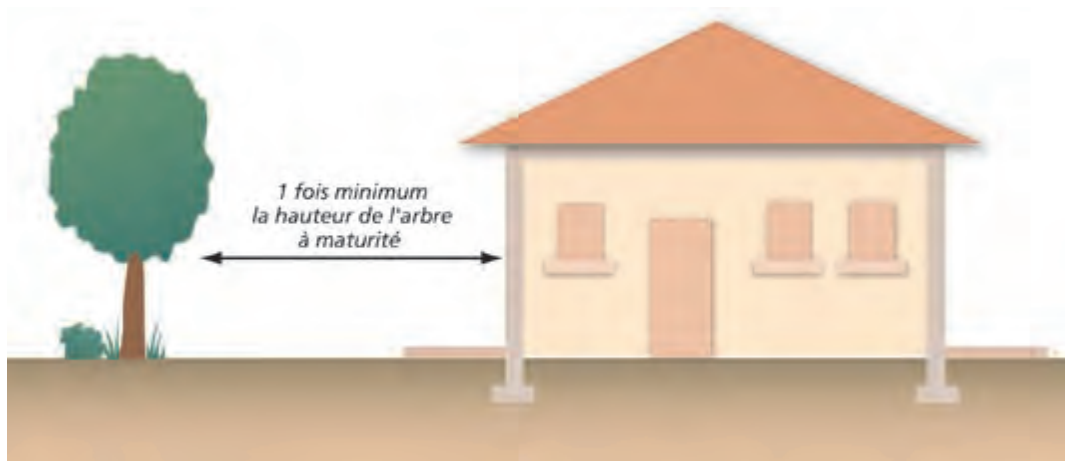


Problème à résoudre : Empêcher le sol de fondation d'être soumis à d'importantes et brutales variations de teneur en eau. Les racines des végétaux soutirant l'eau du sol et induisant ainsi des mouvements préjudiciables au bâtiment, il convient d'extraire le bâti de la zone d'influence de la végétation présente à ses abords (arbres et arbustes).

Descriptif du dispositif : La technique consiste à abattre les arbres isolés situés à une distance inférieure à une fois leur hauteur à maturité par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). Un élagage régulier et sévère, permettant de minimiser la capacité d'évaporation des arbres et donc de réduire significativement leurs prélèvements en eau dans le sol, peut constituer une alternative à l'abattage. Attention, l'abattage des arbres est néanmoins également susceptible de générer un gonflement du fait d'une augmentation de la teneur en eau des sols qui va en résulter ; il est donc préférable de privilégier un élagage régulier de la végétation concernée.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités situé à une distance d'arbres isolés inférieure à 1 fois leur hauteur à maturité (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). Bien que certaines essences aient un impact plus important que d'autres, il est difficile de limiter cette mesure à ces espèces, car ce serait faire abstraction de critères liés à la nature du sol. De plus, il faut se garder de sous-estimer l'influence de la végétation arbustive, qui devra également, en site sensible, être tenue éloignée du bâti.

Schéma de principe





Précautions de mise en œuvre : L'abattage des arbres situés à faible distance de la construction ne constitue une mesure efficace que si leurs racines n'ont pas atteint le sol sous les fondations. Dans le cas contraire, un risque de soulèvement n'est pas à exclure.

Si aucune action d'éloignement de la végétation (ou l'absence d'un écran anti-racines – [cf. Fiche n°5]) n'est mise en œuvre ceci pourra être compensé par l'apport d'eau en quantité suffisante aux arbres concernés par arrosage. Mais cette action sera imparfaite, notamment par le fait qu'elle pourrait provoquer un ramollissement du sol d'assise du bâtiment.



Mesure alternative : Mise en place d'un écran anti-racines pour les arbres isolés situés à moins de une fois leur hauteur à maturité par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). [cf. fiche n°5]

À destination des projets nouveaux : Si des arbres existent à proximité de l'emprise projetée du bâtiment, il convient de tenir compte de leur influence potentielle à l'occasion tout particulièrement d'une sécheresse ou de leur éventuelle disparition future, à savoir selon le cas :

- tenter autant que possible d'implanter le bâti à l'extérieur de leur « champ d'action » (on considère dans le cas général que le domaine d'influence est de une fois la hauteur de l'arbre à l'âge adulte pour des arbres isolés, une fois et demi cette hauteur dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes) ;
- tenter d'abattre les arbres gênants le plus en amont possible du début des travaux (de façon à permettre un rétablissement des conditions « naturelles » de teneur en eau du sous-sol) ;
- descendre les fondations au-dessous de la cote à laquelle les racines n'influent plus sur les variations de teneur en eau (de l'ordre de 4 m à 5 m maximum).

Si des plantations sont projetées, on cherchera à respecter une distance minimale équivalente à une fois la hauteur à maturité de l'arbre entre celui-ci et la construction. A défaut, on envisagera la mise en place d'un écran anti-racines.

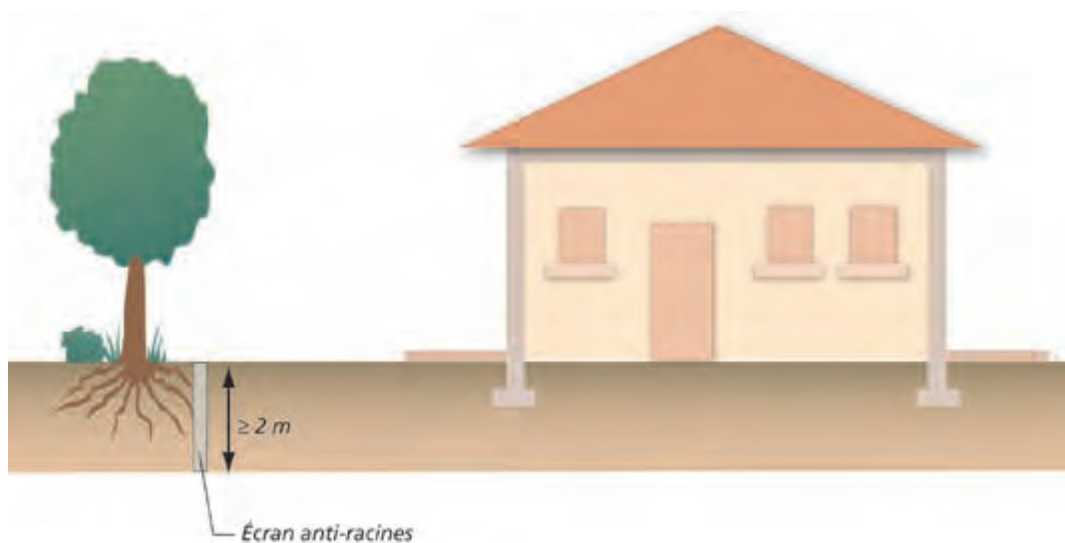


Problème à résoudre : Empêcher le sol de fondation d'être soumis à d'importantes et brutales variations de teneur en eau. Les racines des végétaux soutirant l'eau du sol et induisant ainsi des mouvements préjudiciables au bâtiment, il convient d'extraire le bâti de la zone d'influence de la végétation présente à ses abords.

Descriptif du dispositif : La technique consiste à mettre en place, le long des façades concernées, un écran s'opposant aux racines, d'une profondeur supérieure à celle du système racinaire des arbres présents (avec une profondeur minimale de 2 m). Ce dispositif est constitué en général d'un écran rigide (matériau traité au ciment), associé à une géomembrane (le long de laquelle des herbicides sont injectés), mis en place verticalement dans une tranchée.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités situé à une distance d'arbres isolés inférieure à une fois leur hauteur à maturité.

Schéma de principe



Précautions de mise en œuvre : L'écran anti-racines doit pouvoir présenter des garanties de pérennité suffisantes, notamment vis-à-vis de l'étanchéité et de la résistance. Un soin particulier doit être porté sur les matériaux utilisés (caractéristiques de la géomembrane, etc). L'appel à un professionnel peut s'avérer nécessaire pour ce point, voire également pour la réalisation du dispositif.



Mesure alternative : Abattage des arbres isolés situés à une distance inférieure à une fois leur hauteur à maturité, par rapport à l'emprise de la construction (une fois et demi dans le cas de rideaux d'arbres ou d'arbustes). [Voir fiche n°4]

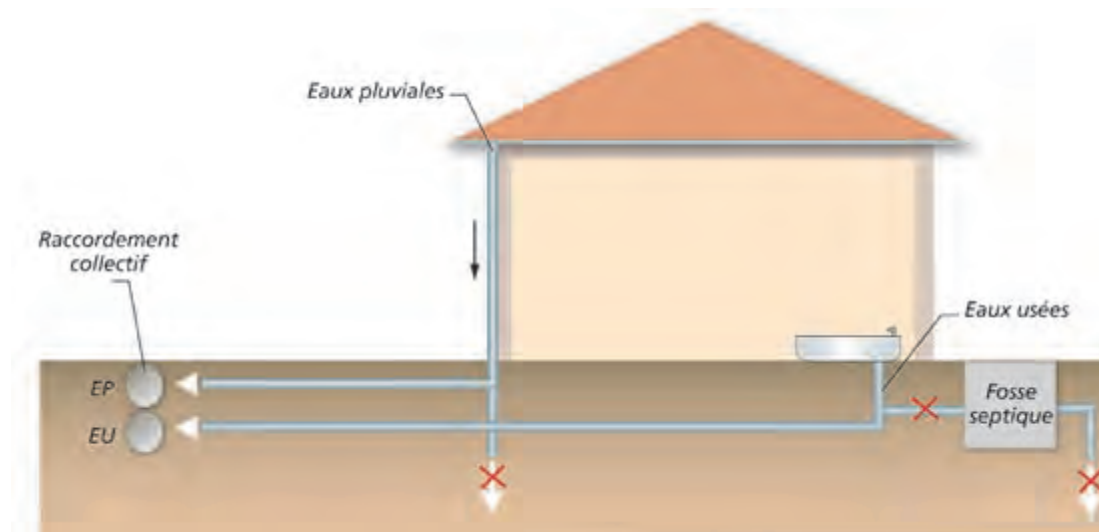


Problème à résoudre : De façon à éviter les variations localisées d'humidité, il convient de privilégier le rejet des eaux pluviales – EP – (ruissellement de toitures, terrasses, etc.) et des eaux usées – EU – dans les réseaux collectifs (lorsque ceux-ci existent). La ré-infiltration in situ des EP et des EU conduit à ré-injecter dans le premier cas des volumes d'eau potentiellement importants et de façon ponctuelle, dans le second cas des volumes limités mais de façon « chronique ».

Descriptif du dispositif : Il vise, lorsque l'assainissement s'effectue de façon autonome, à débrancher les filières existantes (puits perdu, fosse septique + champ d'épandage, etc.) et à diriger les flux à traiter jusqu'au réseau collectif (« tout à l'égout » ou réseau séparatif).


Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités assaini de façon individuelle avec ré-infiltration in situ (les filières avec rejet au milieu hydraulique superficiel ne sont pas concernées), et situé à distance raisonnable (c'est-à-dire économiquement acceptable) du réseau collectif.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le raccordement au réseau collectif doit être privilégié, sans préjudice des directives sanitaires en vigueur.

Le raccordement nécessite l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Le branchement à un réseau collectif d'assainissement implique pour le particulier d'être assujéti à une redevance d'assainissement comprenant une part variable (assise sur le volume d'eau potable consommé) et le cas échéant une partie fixe.

 **Mesure alternative :** En l'absence de réseau collectif dans l'environnement proche du bâti et du nécessaire maintien de l'assainissement autonome, il convient de respecter une distance d'une quinzaine de mètres entre le bâtiment et le(s) point(s) de rejet (à examiner avec l'autorité responsable de l'assainissement).



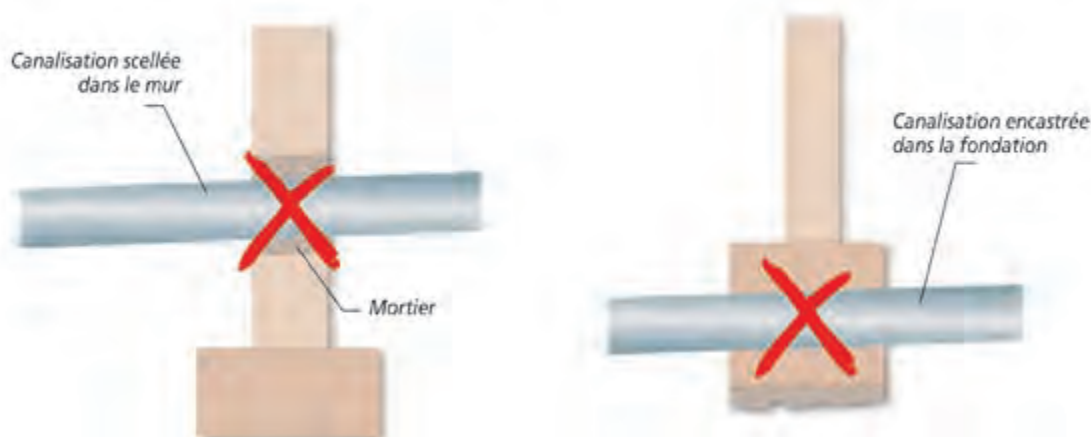
Problème à résoudre : De façon à éviter les variations localisées d'humidité, il convient de s'assurer de l'absence de fuites au niveau des réseaux souterrains « humides ». Ces fuites peuvent résulter des mouvements différentiels du sous-sol occasionnés par le phénomène.

Descriptif du dispositif : Le principe consiste à étanchéifier l'ensemble des canalisations d'évacuation enterrées (eaux pluviales, eaux usées). Leur tracé et leur conception seront en outre étudiés de façon à minimiser le risque de rupture.

Champ d'application : Concerne tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités, assaini de façon individuelle ou collective.

Schéma de principe

Les canalisations ne doivent pas être bloquées dans le gros-œuvre



Conditions de mise en œuvre : Les canalisations seront réalisées avec des matériaux non fragiles (c'est-à-dire susceptibles de subir des déformations sans rupture). Elles seront aussi flexibles que possibles, de façon à supporter sans dommage les mouvements du sol. L'étanchéité des différents réseaux sera assurée par la mise en place notamment de joints souples au niveau des raccordements.

De façon à ce que les mouvements subis par le bâti ne se « transmettent » pas aux réseaux, on s'assurera que les canalisations ne soient pas bloquées dans le gros œuvre, aux points d'entrée dans le bâti.

Les entrées et sorties des canalisations du bâtiment s'effectueront autant que possible perpendiculairement par rapport aux murs (tout du moins avec un angle aussi proche que possible de l'angle droit).

Mesures d'accompagnement : Autant que faire se peut, on évitera de faire longer le bâtiment par les canalisations de façon à limiter l'impact des fuites occasionnées, en cas de rupture, sur les structures proches.

Il est souhaitable de réaliser de façon régulière des essais d'étanchéité de l'ensemble des réseaux « humides ».

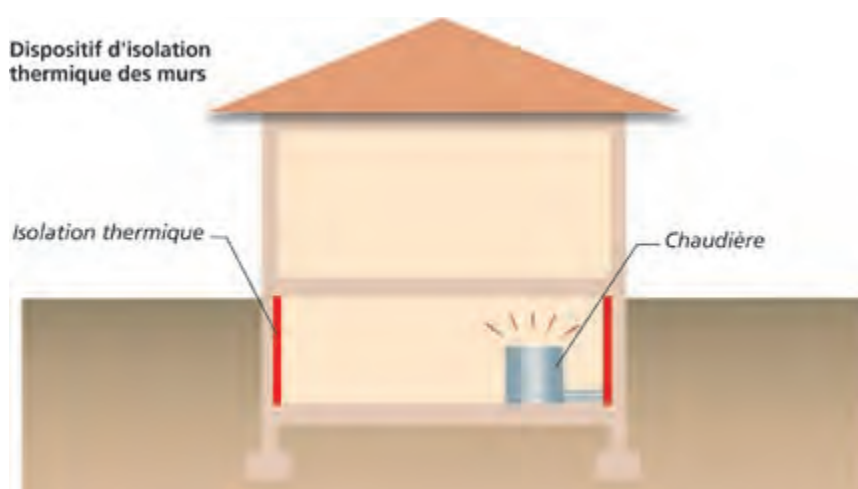


Problème à résoudre : La présence dans le sous-sol d'un bâtiment d'une source de chaleur importante, en particulier d'une chaudière, est susceptible de renforcer les variations localisées d'humidité dans la partie supérieure du terrain. Elles sont d'autant plus préjudiciables qu'elles s'effectuent au contact immédiat des structures.

Descriptif du dispositif : La mesure consiste à prévoir un dispositif spécifique d'isolation thermique des murs se trouvant à proximité de la source de chaleur (limitation des échanges thermiques).

Champ d'application : Concerne tous les murs de la pièce accueillant la source de chaleur, ainsi que toutes parties de la sous-structure du bâtiment au contact de canalisations « chaudes ».

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Dans l'Union Européenne, les produits d'isolation thermique pour la construction doivent posséder la marque CE depuis mars 2003 et respecter les normes EN 13162 à EN 13171 (selon leur nature). Il pourra s'agir de produits standards de type polystyrène ou laine minérale.

Remarque : La loi de finances pour 2005 a créé un crédit d'impôt dédié au développement durable et aux économies d'énergie. Destinée à renforcer le caractère incitatif du dispositif fiscal en faveur des équipements de l'habitation principale, cette mesure est désormais ciblée sur les équipements les plus performants au plan énergétique, ainsi que sur les équipements utilisant les énergies renouvelables. Le crédit d'impôt concerne les dépenses d'acquisition de certains équipements fournis par les entreprises ayant réalisé les travaux et faisant l'objet d'une facture, dans les conditions précisées à l'article 90 de la loi de finances pour 2005 et à l'article 83 de la loi de finances pour 2006 : <http://www.industrie.gouv.fr/energie/devellopp/econo/textes/credit-impot-2005.htm>

Cela concerne notamment l'acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois opaques (planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire ou sur passage ouvert, avec résistance thermique $R \geq 2,4 \text{ M}^2 \text{ K/W}$). Pour choisir un produit isolant, il est important de connaître sa résistance thermique «R» (aptitude d'un matériau à ralentir la propagation de l'énergie qui le traverse). Elle figure obligatoirement sur le produit. Plus «R» est important plus le produit est isolant.

Pour ces matériaux d'isolation thermique, le taux du crédit d'impôt est de 25 %. Ce taux est porté à 40 % à la double condition que ces équipements soient installés dans un logement achevé avant le 1/01/1977 et que leur installation soit réalisée au plus tard le 31 décembre de la 2^e année qui suit celle de l'acquisition du logement.

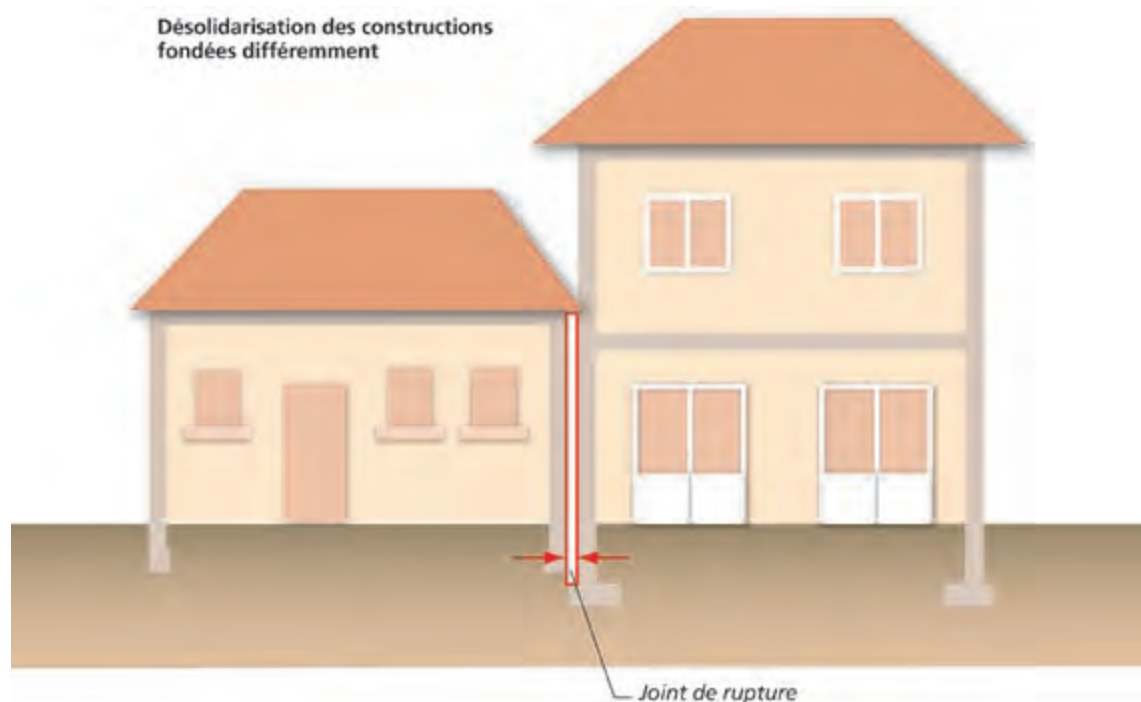


Problème à résoudre : Deux parties de bâtiments accolés et fondés différemment peuvent subir des mouvements d'ampleur variable. Il convient de ce fait de désolidariser ces structures, afin que les sollicitations du sous-sol ne se transmettent pas entre elles et ainsi à autoriser des mouvements différentiels.

Descriptif du dispositif : Il s'agit de désolidariser les parties de construction fondées différemment (ou exerçant des charges variables sur le sous-sol), par la mise en place d'un joint de rupture (élastomère) sur toute la hauteur du bâtiment (y compris les fondations).

Champ d'application : Concerne tous les bâtiments d'habitation ou d'activités présentant des éléments de structures fondés différemment (niveau d'assise, type de fondation) ou caractérisés par des descentes de charges différentes. Sont également concernées les extensions de bâtiments existants (pièce d'habitation, garage, etc.).

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Il est indispensable de prolonger le joint sur toute la hauteur du bâtiment.

À destination du bâti existant : La pose d'un joint de rupture sur un bâtiment existant constitue une mesure techniquement envisageable. Mais elle peut nécessiter des modifications importantes de la structure et s'avérer ainsi très délicate (les fondations étant également concernées par cette opération).

La mesure doit systématiquement être mise en œuvre dans le cadre des projets d'extension du bâti existant.

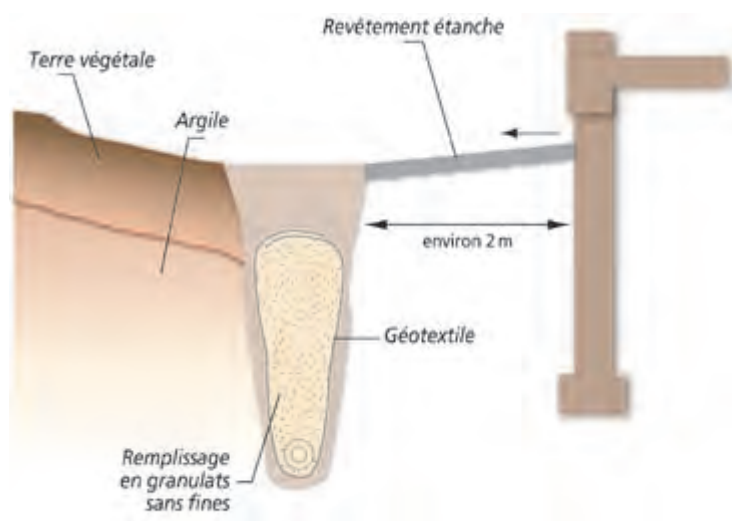


Problème à résoudre : Les apports d'eau provenant des terrains environnants (eaux de ruissellement superficiel ou circulations souterraines), contribuent au phénomène en accroissant les variations localisées d'humidité. La collecte et l'évacuation de ces apports permettent de minimiser les mouvements différentiels du sous-sol.

Descriptif du dispositif : Le dispositif consiste en un réseau de drains (ou tranchées drainantes) ceinturant la construction ou, dans les terrains en pente, disposés en amont de celle-ci. Les volumes collectés sont dirigés aussi loin que possible de l'habitation.

Champ d'application : Concerne sans restriction tout type de bâtiment d'habitation ou d'activités.

Schéma de principe



Conditions de mise en œuvre : Le réseau est constitué de tranchées remplies d'éléments grossiers (protégés du terrain par un géotextile), avec en fond de fouille une canalisation de collecte et d'évacuation (de type « drain routier ») répondant à une exigence de résistance à l'écrasement. Idéalement, les tranchées descendent à une profondeur supérieure à celle des fondations de la construction, et sont disposées à une distance minimale de 2 m du bâtiment. Ces précautions sont nécessaires afin d'éviter tout impact du drainage sur les fondations.

Les règles de réalisation des drains sont données par le DTU 20.1.

⚠ En fonction des caractéristiques du terrain, la nécessité de descendre les drains au-delà du niveau de fondation de la construction peut se heurter à l'impossibilité d'évacuer gravitairement les eaux collectées. La mise en place d'une pompe de relevage peut permettre de lever cet obstacle.

Mesure d'accompagnement : Ce dispositif de drainage complète la mesure détaillée dans la fiche n°3 (mise en place d'une ceinture étanche en périphérie du bâtiment) de façon à soustraire les fondations de la construction aux eaux de ruissellement et aux circulations souterraines.



Charte d'intégration urbaine, paysagère et environnementale

(valeur de recommandation)

Dieulefit

Plan Local d'Urbanisme



Table des matières

1	L'insertion dans le site.....	4
2	La réhabilitation des constructions anciennes.....	10
3	Les bâtiments d'activités et les bâtiments agricoles .	14
4	Commerces	18
5	Comment construire avec les éléments naturels	19
6	Comment gérer les eaux pluviales.....	20
7	La palette végétale.....	28

Charte d'intégration urbaine, paysagère et environnementale (annexe du PLU à valeur de recommandation)

La construction n'est pas un acte neutre, elle amène un élément nouveau au paysage. Ainsi les modes d'implantation, les colorations, les traitements des clôtures et des espaces collectifs ou privés participent à l'identité ou à la banalisation du paysage. Il est donc apparu important de mettre en œuvre quelques principes simples dans une charte.

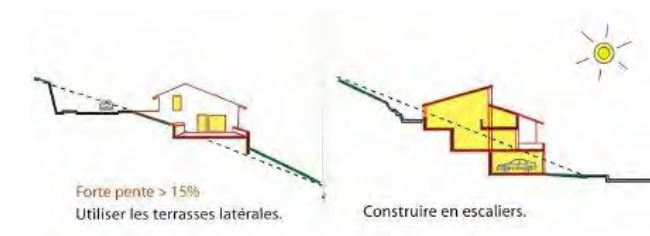
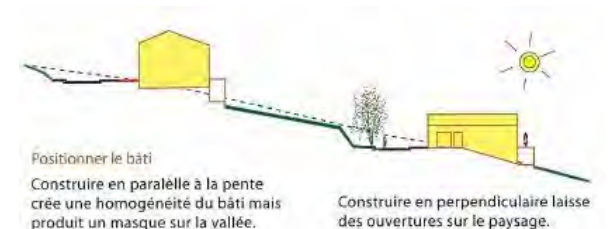
1 L'insertion dans le site

Le respect de la topographie

Les nouvelles constructions respecteront la topographie de leur site d'implantation. Le terrain naturel (notamment dans les secteurs de pentes) ne sera pas remodelé par des plateformes. La construction sera adaptée à la pente et non l'inverse. On évitera donc les buttes, remblais, enrochements monumentaux qui défigurent le paysage.



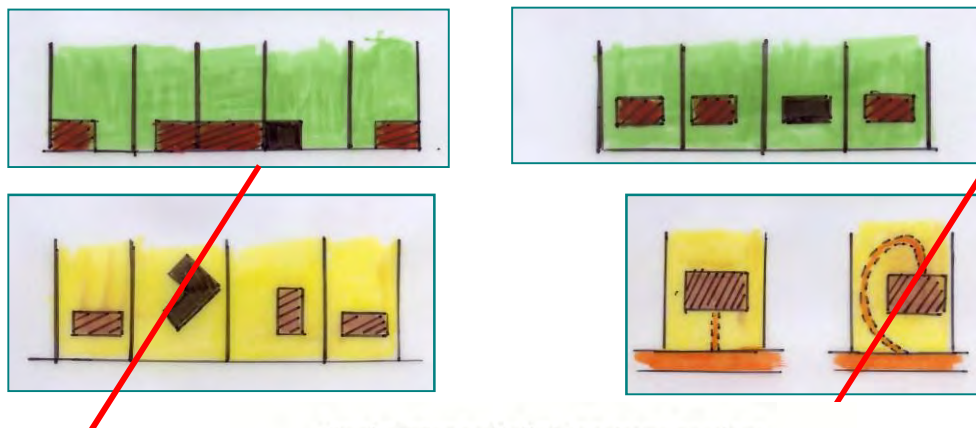
A proscrire



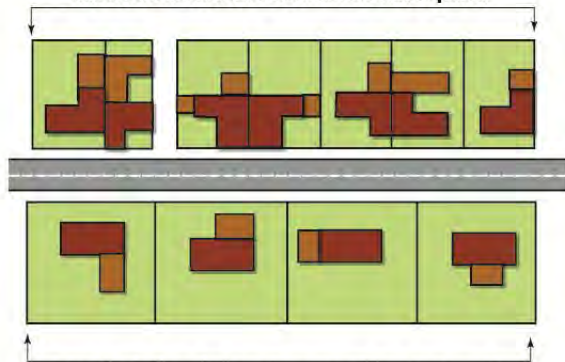
Le rapport à la rue et au site

Les modes d'implantation suivants privilégiés :

- le bâti est parallèle ou perpendiculaire aux courbes de niveau,
- le bâti est parallèle ou perpendiculaire aux limites parcellaires,
- le bâti est parallèle ou perpendiculaire aux voies,
- les voies internes aux parcelles (accès aux garages) seront limitées.



L'implantation sur les limites préserve au mieux les extensions future et l'intimité des espaces

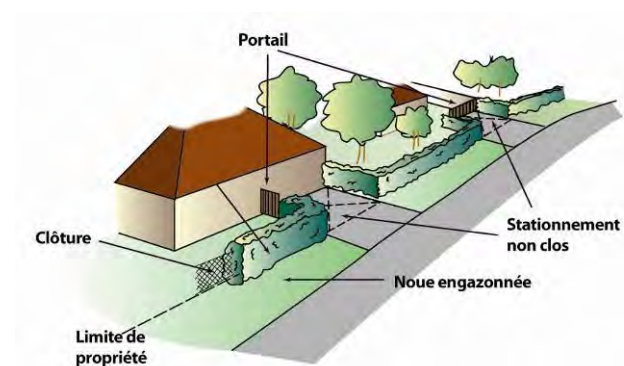
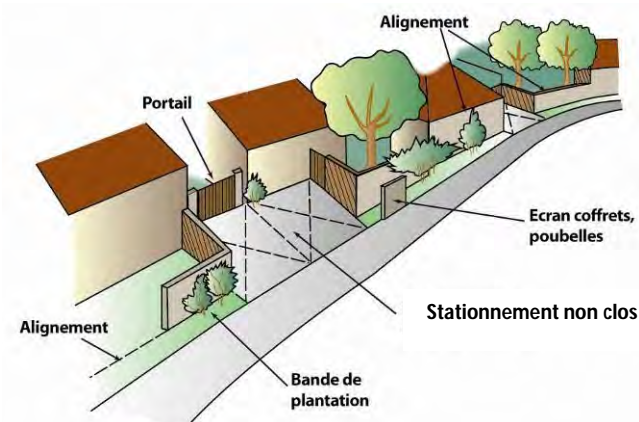


L'implantation de la maison en milieu de parcelle provoque un gaspillage des espaces extérieurs

■ Bâtiment d'origine ■ Extension

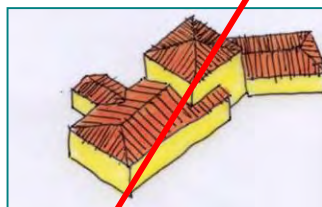
Le traitement des limites avec l'espace public

Limite entre espace public et privé, le clos participe à la qualité de la construction et à celle de l'espace public. Les murs, murets ou haies doivent s'inscrire dans le prolongement et le respect de la construction principale. La conservation de l'identité locale nécessite de fait, l'interdiction de tout élément de clôture d'un style étranger à la région.

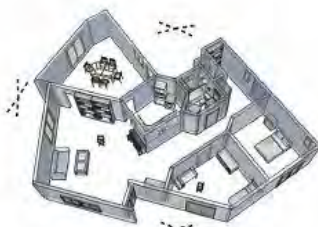


La maîtrise des volumes

La volumétrie des constructions sera compacte, simple rectangulaire et composée, même dans le cas de bâtiments importants. L'articulation des volumes respectera de préférence un plan orthogonal.



En effet les volumes simples s'intègrent beaucoup mieux au paysage rural ou urbain. Un plan compact est plus économe (mise en œuvre plus facile) et permet un usage plus souple : les extensions sont plus simples à réaliser. Un plan complexe est moins économe en espace, plus gourmand en énergie (les linéaires de façades en contact avec l'extérieur sont plus importants), l'aménagement extérieur et les extensions futures sont très difficiles.



Les décors et les percements

Il est conseillé de privilégier une sobriété de l'aspect des façades. Les grands principes de composition des façades resteront les lignes verticales et horizontales. Les percements seront réguliers et ordonnancés. On évitera aussi les architectures pastiches (savoyardes, haciendas...) ou les éléments de décors passéistes (colonnades, frontons ...). On doit rechercher l'harmonie entre les volumes, proportionner les vides et les pleins en façades. L'animation de la façade s'organise en hiérarchisant les ouvertures (rythme, alignement, taille). On évitera donc la multiplication des types de baies sur une même façade.

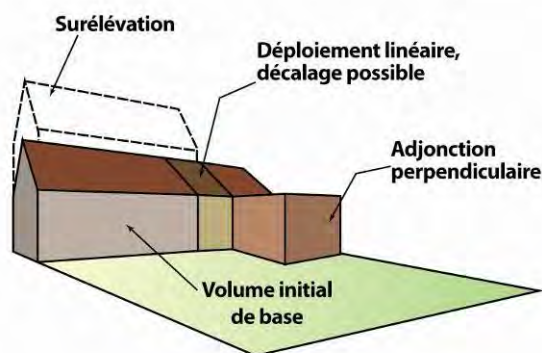


Multiplication des types d'ouvertures et éléments pastiches à proscrire



Les extensions des constructions

Le volume de base doit rester l'élément dominant de la construction, en masse et en hauteur. Les principes de développement sont multiples sous réserve d'espace libre. Les adjonctions se greffent plus facilement sur un projet de volumétrie simple, en continu, accolées ou en pignon ou indépendantes. On évitera de fragmenter la toiture et de complexifier les volumes ;



Les piscines

L'impact paysager des piscines est important, une bonne insertion au site est recherchée en privilégiant :

- les piscines enterrées plutôt que les piscines hors sol ou semi enterrées,
- en cas de piscine hors sol on en limitera l'impact visuel par des écrans végétaux, en évitant les haies monospécifiques de conifères de type thuya.
- les implantations sur les terrains en pente éviteront les exhaussements et les remblais. Plutôt que des talus on privilégiera la construction de murs en soutènement (type terrasses),
- les locaux techniques seront plutôt situés à l'intérieur de locaux déjà existants ou enterrés,
- Il est conseillé de préférer les formes géométriques et simples se rapprochant du bassin rectangulaire traditionnel.
- On évitera la couleur bleu, on favorisera les couleurs neutres,

Les couleurs

Le choix de la couleur ne doit pas être arbitraire, il doit plutôt résulter d'une réflexion sur l'environnement de la construction. Les couleurs, traditionnellement, résultaient le plus souvent de la nature des matériaux utilisés localement.

Aujourd'hui avec l'emploi de matériaux nouveaux la couleur participe à l'intégration de la construction et à la mise en valeur de son architecture.

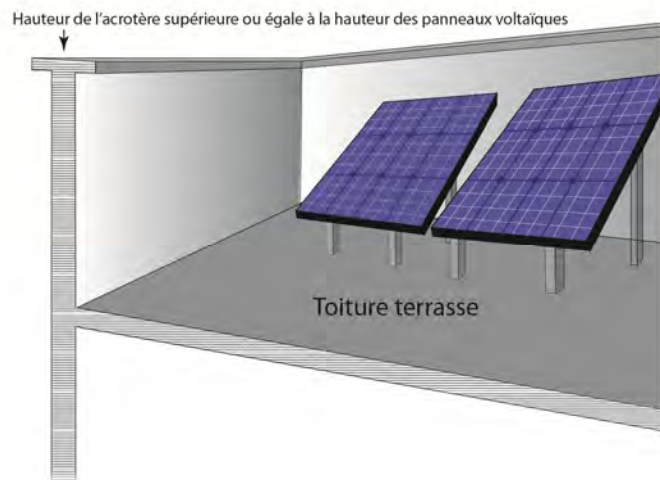
On favorisera les couleurs traditionnelles : ocres, calcaires, gris etc. Les couleurs blanches ou très claires, très visibles de loin, sont à proscrire. Les teintes les plus foncées seront réservées aux petites surfaces (modénatures, soubassements) et aux éléments ponctuels (menuiseries, ferronnerie etc.) ;

La palette de couleur établie pour la commune sera utilisée.

Les panneaux solaires

Les panneaux photovoltaïques ou de production d'eau chaude solaire seront placés de façon à s'intégrer dans la construction.

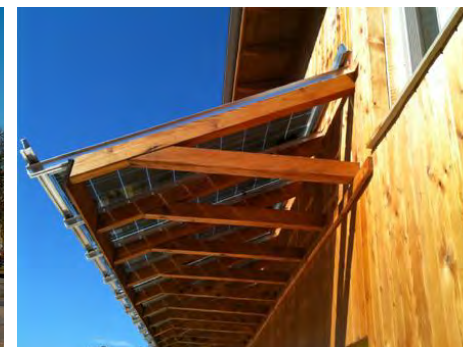
Sur les toitures terrasses les panneaux ne dépasseront pas le niveau supérieur de l'acrotère.



Sur les toitures en pente ils sont intégrés dans l'épaisseur du toit : le dispositif est intégré dans le plan de la toiture (c'est à dire non saillant par rapport au plan de la toiture voire en dessous du niveau des tuiles en cas de tuiles canal). La pose formant un angle avec le pan de toit est interdite. Les capteurs seront rassemblés et positionnés près du faîtiage.

Dans le cadre d'une architecture contemporaine ils pourront aussi être intégrés dans les façades.

Les dispositifs peuvent être intégrés dans des « casquettes », brises soleil ou des auvents.



Les haies de clôture

La clôture est la première façade du terrain sur la rue ou le paysage. Elle permet de traiter la transition entre l'espace privatif et l'espace collectif ou naturel.

Les espèces persistantes qui ne participent pas au rythme des saisons et qui génèrent des murs végétaux imperméables aux vues sont à proscrire (thuyas, chamaecyparis, lauriers palmes etc.) en haies monospécifiques. On préférera les haies bocagères en port libre.

Ainsi les haies comporteront au moins trois essences végétales avec au minimum 50 % d'espèces caduques. Les essences locales seront privilégiées ou seront choisies dans la palette végétale décrite ci-après.

Les grillages, s'ils sont nécessaires, seront noyés dans la haie ou placés en retrait, mais ils ne seront pas perceptibles depuis l'espace collectif ou public.



Haie monospécifique de conifères à proscrire



Quelques exemples de haies variées

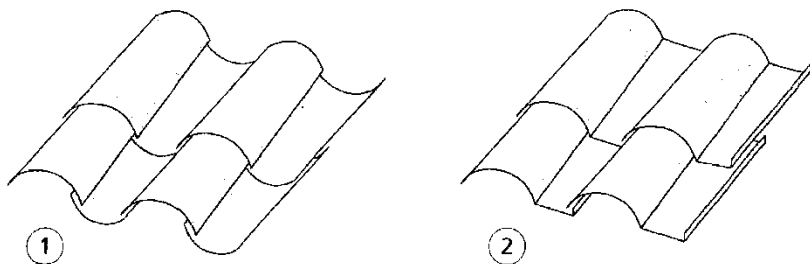
2 La réhabilitation des constructions anciennes

Les réhabilitations et les changements de destination de l'habitat ancien devront préserver le plus possible, les dispositions originelles en conservant les éléments architecturaux typiques. Il conviendra de respecter les éléments suivants :

- La forme traditionnelle de la construction : aucune surélévation et abaissement des volumes existants ne sont admis. La volumétrie d'origine doit être préservée.
- La proportion des ouvertures traditionnelles et les modénatures existantes : la plus grande dimension dans le sens de la hauteur.
- Les détails architecturaux : préservation des porches d'entrée, préservation des encadrements de pierre, des pierres « chasse roue » aux entrées

Toiture – Couverture

La pente des toitures sera maintenue, les débords en bas de pente conserveront les dimensions des génoises d'origine. La tuile canal (tige de botte -1-) ou la tuile romane (couvert arrondi et canal plat -2-) sont conseillées. Les tuiles seront de couleur rouge terre cuite.



Nouvelles ouvertures en façade

Les ouvertures seront plus hautes que larges sauf en RDC où les baies sont admises.

Les grandes ouvertures existantes (portes de grange) seront conservées. Toute nouvelle ouverture pratiquée sera dans le style et les proportions des anciennes ouvertures existantes (hauteur et largeur).

Menuiseries

On gardera de préférence les menuiseries d'origine. Si elles sont en très mauvais état il est toujours possible de les reproduire. Il conviendra de privilégier le bois et d'éviter les volets roulants. Les écharpes en « Z » sont à éviter.

Matériaux de maçonnerie

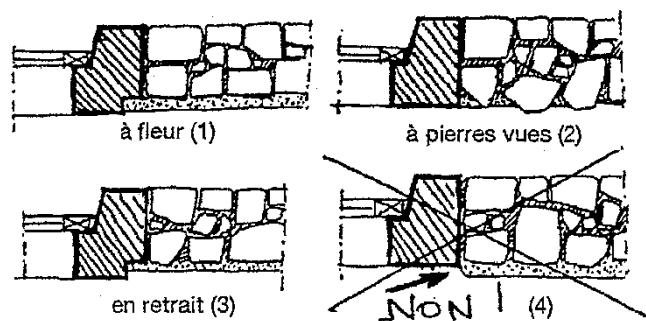
Le matériau de construction traditionnel reste la pierre. Ce matériau a besoin de « respirer ». La chaux est le seul enduit traditionnel qui le permette aujourd'hui à priori. Une recommandation plus qu'une prescription est illustrée par le croquis suivant.

Une maçonnerie de médiocre qualité ainsi que des pierres taillées mais fragiles et gélives devront être protégées avec des :

- Joints épais, ils peuvent être source d'infiltration ; le mur devra alors être enduit ou beurré largement jusqu'au nu des pierres, dit « enduit à pierres vues » (2). Cet enduit ne laisse apparentes que les têtes saillantes des pierres,
- Joints serrés, avec des moellons équarris et réguliers, et, si la pierre n'est pas gélive, on pourra se passer d'enduit, sauf en façades fortement exposées.

Si les pierres d'angles et d'encadrement sont :

- Au nu de la maçonnerie, on optera pour l'enduit à pierres vues (2).
- Saillantes : on choisira d'enduire le mur (1 ou 3)



Source schéma: Maisons Paysannes de France.

Dans tous les cas, on évitera les reliefs d'enduits disgracieux, trop en « surépaisseur » des pierres (4). On ne cherchera pas à redresser le mur, mais plutôt à suivre ses défauts de planimétrie.

Lors de la création de nouvelles ouvertures, il est recommandé d'utiliser la pierre de pays pour les tableaux, linteaux et pièces d'appui.

La pierre reconstituée peut être utilisée à la condition que :

- Elle soit réalisée avec un agrégat local (coloration de la région).
- Elle soit bouchardée en pleine masse en évitant les angles corniers. Le béton gris de nature et apparent est à proscrire.

Elément de décoration

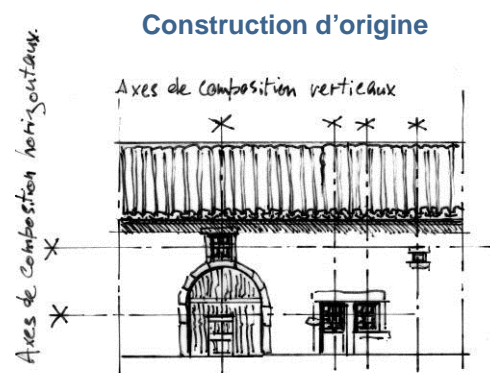
Les colonnes moulurées, les portiques à arcature, les balustres tournées sont proscrits.

De manière générale, tous les éléments de décoration provenant d'une autre région sont proscrits.

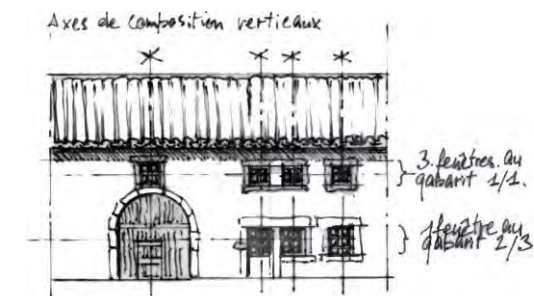
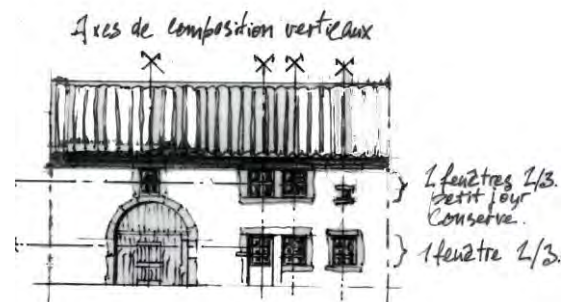
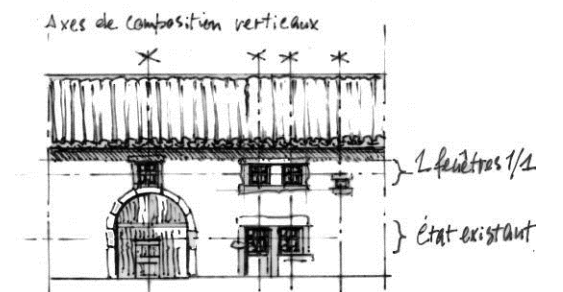


Nouvelles ouvertures

La composition existante des façades sera respectée notamment dans le cas de création de nouvelles ouvertures. Généralement la façade était composée selon des axes verticaux (alignements des ouvertures les unes au-dessus des autres) et horizontaux (alignements des ouvertures sur un même plan). Les nouvelles ouvertures s'inscriront préférentiellement dans ces axes.



Typologies de percements possibles



Les granges

Une grange peut être considérée comme un large espace convivial à exploiter comme lieu de vie. Mais ce type de constructions est souvent dépourvu d'ouvertures suffisantes. La création d'ouvertures nouvelles peut être envisagée mais avec une composition de la façade respectant des lignes directrices verticales et horizontales (cf. § précédent).

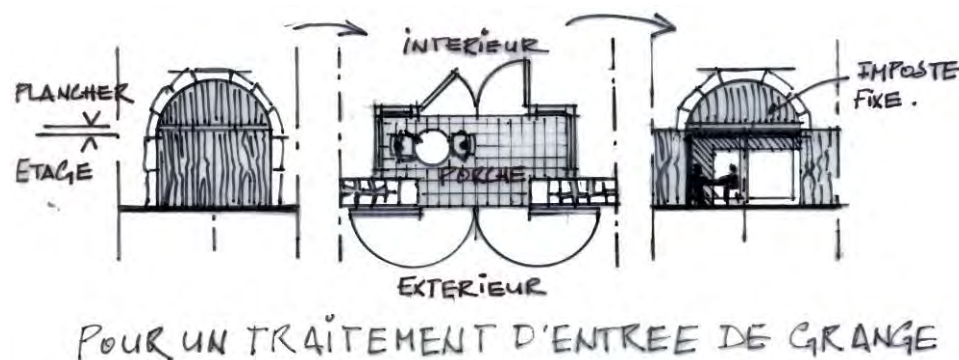
La porte de grange si elle est vitrée représentera une solution pour un apport de lumière. L'ouverture de la porte de grange représente un « vide » important qui associée au mur (« plein ») compose la façade. Il est important que ces éléments conservent leur identité. Le vide devra rester d'aspect plus « fragile » : verre, bois. Les ouvertures de granges ne seront pas murées. On ne créera pas non plus de fenêtre par murage partiel des portes de granges. On utilisera de préférence des fermetures vitrées (impostes et ouvrants vitrés). Les menuiseries de couleur claire ou blanche sont proscrites. De même le PVC ne sera pas utilisé en raison de la largeur de ses sections

La porte de Grange peut aussi permettre la création d'un porche : en reculant la paroi à l'intérieur de la grange pour dégager l'ouverture. La paroi qui se trouve ainsi localisée en arrière-plan aura moins d'impact sur l'aspect de la façade.

En cas de création d'un plancher à l'étage : on conservera l'arc de cercle de la voûte en créant une imposte (bois par exemple) qui permettra d'intégrer la poutre support du plancher. L'ensemble sera réalisé à l'intérieur et non saillant.



Illustration d'un traitement d'entrée de grange



3 Les bâtiments d'activités et les bâtiments agricoles

Ces bâtiments ont des contraintes techniques importantes et représentent un « langage » particulier qui marque fortement le paysage. Leur intégration est une priorité mais la forme des bâtiments doit rester l'expression de leur activité.

Les principes d'implantation, de respect de la topographie, de simplicité des volumes décrits précédemment pour les constructions nouvelles sont aussi à mettre en œuvre pour ce type de bâtiment.

Implantation des stockages et des stationnements

Les stockages de plein air ainsi que les stationnements sont à éviter le long des voies. Des espaces moins perceptibles (arrières, et secteurs latéraux des parcelles) leur seront réservés. Les espaces proches des voies et des accès seront traités en espaces d'accueil : engazonnement, plantations etc.

Les aires de stockage et les aires de stationnement feront l'objet d'un traitement soigné : plantations à raison d'un arbre de haute ou moyenne tige d'essence locale pour 4 emplacements, écrans végétaux autour des stockages de plein air (en évitant les haies monospécifiques de conifères de type thuyas).

Les teintes

Les teintes respecteront les colorations locales, les couleurs très claires, vives ou blanches sont à proscrire surtout sur de grandes surfaces.

Les entrées des parcelles d'activité économique

Les entrées seront soignées : l'entrée principale devra intégrer les éléments techniques : boîtes aux lettres, logettes électriques, télécommunication, gaz... Ces éléments seront de préférence intégrés à des murs techniques (les dispositions en retrait ou en avant du mur sont proscrites).

Enseignes

Les caissons, panneaux plaqués sur les façades ne dépasseront pas le niveau de l'acrotère. Les enseignes doivent être simples, bien proportionnées, et intégrées à l'ambiance générale. Une installation en saillie du bâtiment est à proscrire.

Enseigne à privilégier



Enseigne à éviter

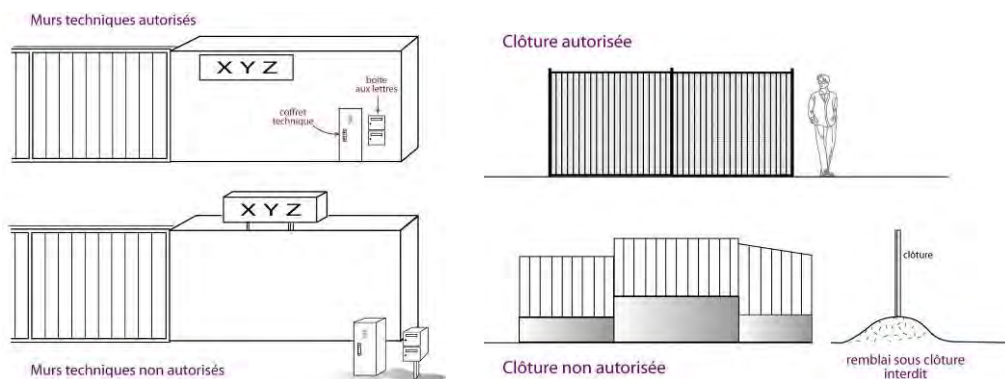
Clôtures

Les clôtures devront être de disposition simple, à claire voie à maille verticale (treillis soudé). Elles seront composées d'un dispositif garantissant la conservation dans le temps de la qualité des fixations, structures et pièces qui la composent.

Les couleurs seront neutres (gris, vert sombre, ...) La couleur blanche et les couleurs vives sont proscrites.

Les murs et murets sont autorisés aux entrées charretière pour intégrer les éléments techniques (boîtes électriques, GDF, PTT enseignes etc.) Ces éléments devront être intégrés dans la maçonnerie et ne pas être saillants sur l'espace rue (des dispositions en retrait ou en avant du mur sont proscrites).

Ces murs seront enduits avec une finition lisse de type « gratté fin ». Leur hauteur est limitée à 1.60m et leur longueur à 2.50 m de part et d'autre de l'entrée. Si plusieurs entrées sont aménagées, seule l'entrée principale pourra être bordée de murs.



Les hauteurs variables de clôtures sont interdites

Les remblais sous clôture sont interdits.

Les bâtiments techniques

Les transformateurs, installations techniques seront intégrés au volume des bâtiments.

Des caches conteneurs seront intégrés à l'aménagement de l'entrée charretière.

Les toitures

Les toitures bénéficieront d'un traitement simple ou seront végétalisées. La limitation des édicules (ouvrages techniques) et leur regroupement sont exigés. Ces éléments techniques devront être intégrés dans des éléments architecturaux ou de décor. Une teinte neutre sera employée en toiture (nuances de gris ou de verts par exemple). Les panneaux solaires seront disposés de façon régulière et respecter un rythme si possible en harmonie avec le rythme des ouvertures des façades.

Les matériaux, les enduits

Les orientations suivantes sont conseillées :

- les bardages colorés en bois ou métalliques (avec une mise en œuvre et qualité de finition à soigner) ainsi que les bardages transparents.
- Les bétons de fibre, les panneaux utilisant le bois en aspect de surface,
- Les finitions et détails constructifs seront à étudier avec la plus grande attention.
- Les bétons coulés sur place concernant les murets, soubassements, dalles extérieures seront d'aspect lisse ou désactivé avec une qualité parfaite de mise en œuvre et d'utilisation des agrégats de la Région. Les pigmentations respecteront la palette locale.
- Les bétons préfabriqués seront traités de préférence avec des aspects de matière (poli, mat, désactivé) et des joints calepinés (base technique, ornementation, aspect de matière).
- Les murs en aggloméré de béton doivent être enduits.
- Les parpaings parfaitement dressés et traités avec un calepinage (des rythmes peuvent être admis).
- Les produits verriers : briques de verre, pavés de verre peuvent être utilisés dans le cadre d'un parti architectural mais en appréciant ce qu'ils vont refléter.

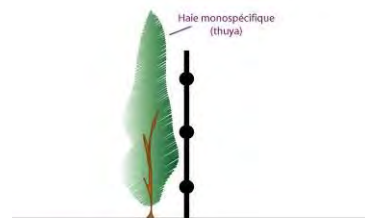
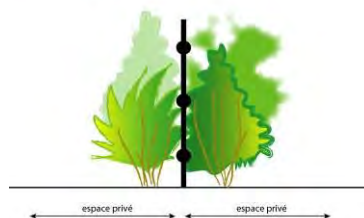
Les plantations

Les espaces de fonctionnement des parcelles devront être plantés. La densité des espaces verts sera de préférence reportée en bordure de voie. Les limites arrières des parcelles seront obligatoirement plantées de haies arbustives d'essences locales. Les espaces interstitiels entre la clôture et les aires de stationnement seront végétalisés et plantés de bosquets d'arbustes.

- Les haies de clôture

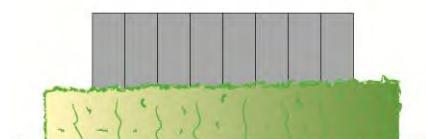
Les haies des clôtures seront composées d'essences variées (au minimum 3 espèces différentes), aux feuillages et aux floraisons variées. Elles comporteront au maximum 50% de persistants. Les haies monospécifiques sont interdites.

Les haies de clôtures autorisées

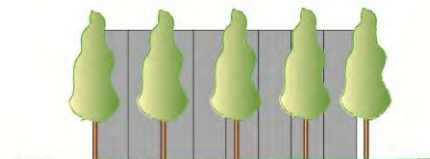


Haie non autorisée

Les bâtiments à grande volumétrie agricoles ou industriels devront être accompagnés de plantations de hauteurs variées (avec deux strates : strate arborée et strate arborescente) et d'espèces panachées pour fragmenter la perception sur le volume.



haie non autorisée



haie non autorisée

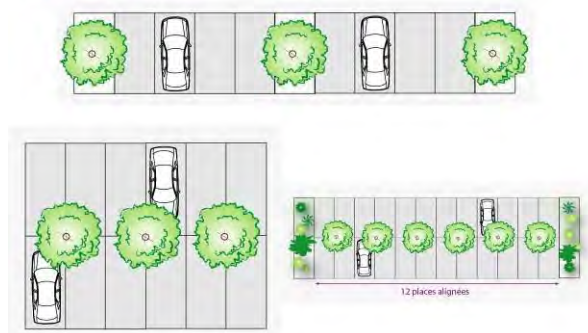


haie autorisée

Les stationnements

Les stationnements des espaces privatifs sont plantés d'arbres de haute tige à raison d'un arbre pour 4 places de stationnement. Au-delà de 12 places alignées, des bandes vertes sont obligatoires pour fragmenter des alignements. Ces espaces plantés auront une largeur minimale de 2.50 m et seront plantés d'arbustes d'ornement d'une hauteur minimale d'un mètre, à raison d'un sujet pour 1m².

Les stationnements

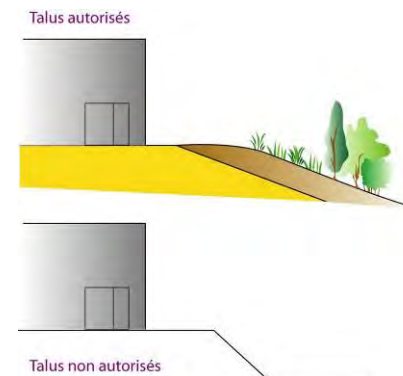


Les talus

Les talus seront traités avec une pente adoucie : au minimum 1m de hauteur pour 3 m de longueur.

Les talus d'une hauteur supérieure à 1 m seront en gazonnés ou plantés de couvre sols sur l'ensemble du talus, ces plantations comporteront aussi des végétaux bas et des arbustes en bosquet. La densité minimale de plantation des arbustes est de 3 sujets pour 15 m² de talus.

Les autres talus dont la hauteur est inférieure à 1 m seront au minimum enherbés.



Les espaces résiduels

Les espaces libres non utilisés par les constructions, stationnements, circulations, espaces de détente, seront traités par des plantes couvre sols ou engazonnés.

4 Commerces

Dans le bâti ancien

Le traitement des commerces en rez-de-chaussée ne doit porter atteinte ni aux perspectives urbaines ni à l'architecture de la façade d'immeuble.

Les portes d'accès : Les percements doivent respecter la structure du bâtiment et la composition de la façade. Les éléments de modénature et de décor doivent être conservés,

Les éléments de devanture plaqués en façade étrangers à l'architecture de l'édifice sont à exclure. La façade doit être restituée jusqu'au sol avec un soubassement.

Dans le bâti ancien et les nouvelles constructions

Les climatiseurs sont interdits en façade, leur intégration à l'intérieur avec sortie en devanture ou vitrine, doit être prévue dans le projet initial.

Les devantures, vitrines et enseignes

Les couleurs doivent correspondre à l'ensemble de la façade et ne pas nuire son harmonie.

Les enseignes doivent être simples, bien proportionnées, et intégrées à l'ambiance générale. Une installation en saillie du bâtiment est à proscrire.

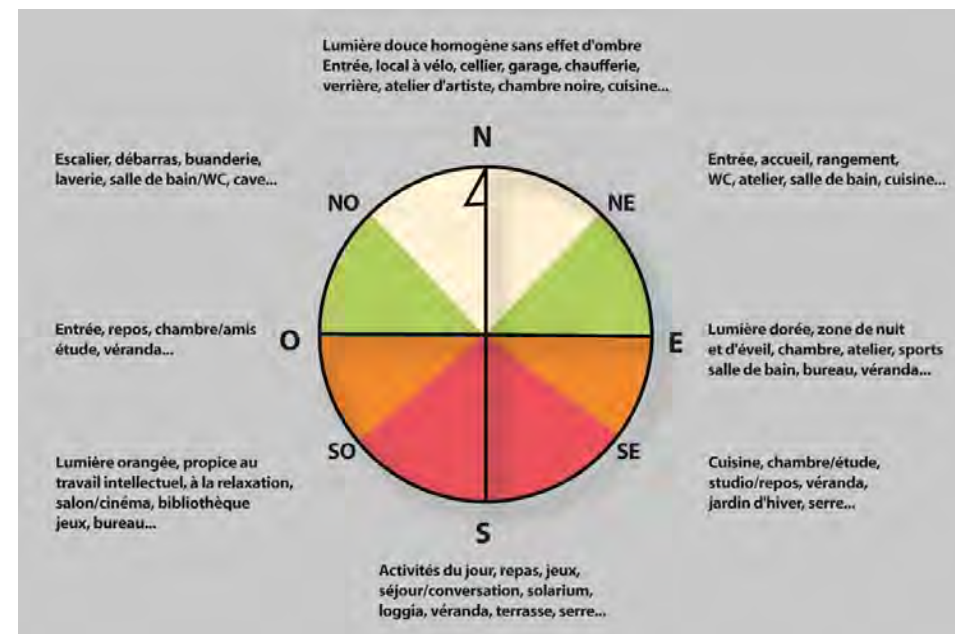
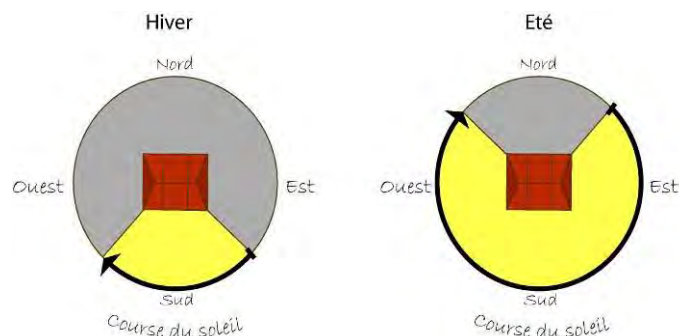
Les bâches, les stores-bannes sont à éviter (sauf en cas de forte exposition au soleil). Ils ne doivent pas nuire à la lisibilité de la façade et doivent s'inscrire dans la composition générale sans empiéter sur le décor de façade.

5 Comment construire avec les éléments naturels

L'implantation et l'orientation d'une construction participent à la maîtrise des dépenses énergétiques de la construction. Pour profiter au mieux du soleil, il vaut mieux orienter les pièces de nuit à l'Est pour éviter la surchauffe du soir et les pièces de jour au sud et à l'Ouest pour bénéficier d'un éclairage maximal (placer les garages et abris couverts plutôt au Nord).

Pour bénéficier de l'énergie solaire que ce soit pour une construction passive ou pour installer des panneaux solaires une exposition au sud est la plus appropriée.

La surchauffe peut être compensée par des protections solaires (casquettes, débord de toiture, brise soleil, pergolas etc.) qui permettront de renforcer le confort d'été. Une végétalisation des pieds de façade (bande de pleine terre plantée) permettra d'éviter l'accumulation de chaleur des sols minéraux, et la réverbération solaire.



6 Comment gérer les eaux pluviales

Toute nouvelle construction contribue à imperméabiliser un peu plus les sols et amplifier les phénomènes de ruissellement torrentiel.

Une gestion au plus près du cycle de l'eau permet de compenser ces effets. Il s'agit principalement :

- de retarder les écoulements par la limitation des débits ruisselés,
- de favoriser au maximum l'infiltration par la limitation des volumes ruisselés.

Des aménagements peuvent être réalisés soit à l'échelle de l'opération par l'aménagement de bassins d'infiltration ou de rétention, de noues, soit à l'échelle de la parcelle par des puits d'infiltration ou des tranchées drainantes. Les toitures végétalisées font aussi partie des moyens à utiliser pour réguler les débits hydriques (outre le confort thermique et le confort phonique qu'elles apportent).

Enfin, l'imperméabilisation des sols peut être limitée par l'utilisation de matériaux de surface perméables.

Puits d'infiltration

Utilisés essentiellement pour recevoir les eaux de toitures, les puits d'infiltration sont renforcés sur toute la hauteur par des anneaux en béton pour éviter l'effritement des parois. Cette technique limite la pose de canalisations enterrées.

Le puits est précédé par un regard de décantation pour piéger les éléments indésirables. L'infiltration se fait par le fond du puits (éventuellement par les côtés en perforant les parois). L'entretien consiste au nettoyage du regard de décantation (1 fois par an) et au remplacement du gravier ou du sable, régulièrement.

Les puits d'infiltration peuvent être également couplés à une placette inondable.



Tranchée drainante

Si la couche superficielle du sol est suffisamment perméable, les eaux de ruissellement (terrasses, allée de garage...) peuvent être recueillies par des tranchées drainantes. Il s'agit d'ouvrages superficiels (1 mètre de profondeur) et linéaires comblés de matériaux poreux (en général des cailloux).

Cette technique peut être intégrée dans les espaces verts ou aménagée en voie d'accès piétonnier ou circulée, mais elle nécessite une bonne qualité des eaux infiltrées.



Collecte par ruissellement direct



Tranchée d'infiltration

Les noues et fossés

Les noues sont des ouvrages qui permettent d'assurer 3 fonctions :

- Le drainage des terrains quand la nappe est proche de la surface.
- Le stockage des eaux pluviales en surface en attendant l'infiltration.
- L'évacuation des débits des pluies exceptionnelles.

Schémas de noues avec et sans massif drainant



Cette technique a la même fonction qu'un fossé, mais moins profond, aux formes adoucies, et plus facile d'entretien. L'acheminement des eaux de pluie se fait en surface par ruissellement ou par canalisation dans la noue ou dans l'éventuel massif drainant. (Tuyau PVC, puisard béton et PVC, regard de fonte, géotextile et grave).

Si le sol est perméable, l'infiltration se fait directement. Si le sol est imperméable, ou la pente du terrain trop faible (inférieure à 2 à 3 cm/m), la noue doit être raccordée à un exutoire.

La longueur (L), la largeur (l) et la hauteur (h) doivent être calculés de telle façon que le volume ($L \times l \times h/2$) puisse stocker la quantité des eaux d'un orage décennal.

Avantages :

- aspect plurifonctionnel (espace de jeux, de détente, espace vert ...)
- utilisation dans tous les milieux : urbain, péri-urbain, rural, lotissement, site industriel
- espaces pouvant être comptabilisés dans les espaces verts
- réalimentation des nappes phréatiques
- création d'habitats pour la faune
- conception simple et peu coûteuse
- entretien simple et identique à celui d'un espace vert (tonte de la pelouse, entretien de la végétation, enlèvement des feuilles mortes).
- dépollution efficace des eaux pluviales par décantation et filtration
- bonne intégration dans les aménagements paysagers

Inconvénients :

- emprise foncière qui peut être importante et onéreuse
- entretien régulier nécessaire (enlèvement de boues de décantation et de « flottants » selon la nature des eaux)
- stagnation d'eau avec risque de nuisances olfactives

Exemples d'aménagement de noues végétalisées dans un quartier résidentiel



Les bassins de retenue

Stockage temporaire des eaux pluviales dans un bassin et restitution à faible débit :

- par infiltration dans le sol support : bassin d'infiltration
- vers un exutoire naturel ou artificiel : bassin de rétention

Souvent utilisés pour des opérations de type zones d'activités, les bassins peuvent participer au cadre de vie. Cette technique peut également être utilisée dans le cadre de lotissements, et de jardin de particulier.



Exemple d'un bassin de retenue d'une zone d'activités à Neydens (74). Les eaux pluviales sont épurées par un filtre à roseaux avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

La végétation « filtrante »



Typha latifolia
Massette à larges
feuilles



Typha minima
Petite massette



Iris pseudocarus
Iris des Marais



Pontaderia
Pontédérie à feuilles lancéolées

La végétation des bassins



Butomus umbellatus - Jonc fleuri



Hippuris vulgaris - Pesse d'eau



Nuphar lutea - Nénuphar jaune

Les chaussées à structure-réservoir

Les chaussées à structure-réservoir assurent deux fonctions : une fonction mécanique (structure), et une fonction hydraulique (réservoir).

Utilisée pour les voiries et les parkings, la structure réservoir permet de stocker les eaux pluviales dans le corps de la chaussée constituée de pierres calcaires. L'eau circule entre les vides laissés par les cailloux et l'infiltration se fait au niveau de la surface du fond de la voirie.

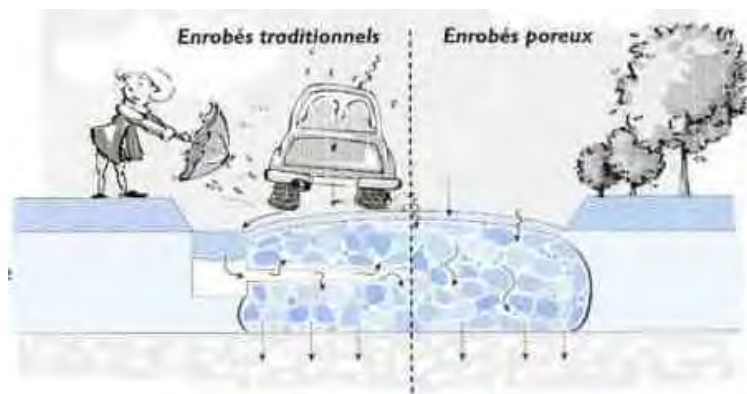
Pour l'entrée des eaux de pluie, deux cas de figure :

- **Enrobé poreux** qui laisse passer l'eau directement dans la structure réservoir tout en retenant les impuretés. L'entretien doit être régulier pour éviter le colmatage et garder une bonne perméabilité
- **Enrobé traditionnel imperméable.** Les eaux de pluie sont récupérées après ruissellement par les bouches d'égout puis injectées dans la structure par des drains. L'entretien est identique à celui des bouches d'égout sur voirie traditionnelle

Avantages : les revêtements drainant limitent l'aquaplanage et les projections d'eau.

Inconvénients : formation de gel en surface plus précoce

- il faut agir plus rapidement que sur une chaussée classique
- utilisation de deux fois plus de sel en raison des vides
- il faut proscrire le sablage et les fondants routiers contenant des particules insolubles (colmatage)



Matériaux de surfaces perméables pour les circulations:

MATERIAUX	APPLICATION
Pavés poreux	Voies d'accès très peu circulées, parkings, voies piétonnes, tranchée non circulée
Dalles poreuses	Voies d'accès très peu circulées, parkings, voies piétonnes, tranchée non circulée
Graves non traitées poreuses	Zones non circulées : espaces piétons, voies d'accès, parking, surface de puit, de tranchée
Béton bitumeux drainant	Voirie circulée ou piétonne, parking, tranchée circulée
Béton de ciment drainant	Voirie circulée ou piétonne, parking, tranchée circulée
Dalle gazon	Voies d'accès, parking, aire de jeux, espaces piétons (peu adapté : arrosage nécessaire)

Contraintes à prendre en compte dans le choix de la technique et de sa conception :

- hauteur de la nappe phréatique
- perméabilité du sol
- topographie
- possibilité d'exutoire – contraintes aval
- foncier
- aspect esthétique
- contrainte qualitative
- gestion – entretien
- encombrement du sous-sol
- sensibilité à l'eau du sol support
- fonction de la voie
- coût d'investissement

Les circulations béton

Les circulations béton sont utilisées dans des contextes variés.

Avantages

- bonne intégration dans les environnements naturels, semi-urbains, patrimoniaux, modernes ...
- résistances aux inondations temporaires (crues des voies sur berges ...)
- confort des usagers
- circulation d'engins possible,
- possibilités de colorations, de différences d'aspect selon la taille, le mélange des granulats
- possibilités de marquages (lignes de galets, pierres, céramiques ...)

Inconvénients

- nécessité d'une mise en œuvre soignée
- difficultés des « raccord » en cas de travaux
- risque de salissures (fuites d'huile, de carburant ...)



Les toitures végétalisées

(Source : « Règles professionnelles pour la conception et la réalisation des terrasses et toitures végétalisées » UNEP – SNPP)

Historiquement, la construction de toitures végétales se fait de manière traditionnelle dans plusieurs pays scandinaves et européens. Le principe est utilisé depuis des millénaires.



Avantages

- Effet bénéfique sur le climat, microclimat et l'hygrométrie
- Diminution de la température des zones urbaines en période chaude
- Effet bénéfique sur les pollutions : l'évapotranspiration favorise une rosée qui fixe les poussières atmosphériques.
- Diminution du taux de CO et CO2 pour plus d'oxygène produit
- Augmentation de la superficie disponible en espace de nature pouvant être accessible,
- Régulation des débits hydriques (le végétal pourrait absorber jusqu'à 50% de l'eau de pluie), soulageant les réseaux d'évacuation.
- Isolation thermique des bâtiments
- Isolation phonique des bâtiments
- Intégration paysagère des bâtiments

Inconvénients

- Coûts de constructions plus élevés
- Structure du bâtiment adaptée (plus résistante, étanchéité parfaite)
- Non adapté aux toits à forte pente
- Entretien
- Nécessité d'un arrosage en période sèche et chaude dans certaines régions

Un toit vert ou végétal est constitué essentiellement de **cinq composantes**. En partant du support de toit, on retrouve :

- la structure portante : elle peut être en béton, acier ou bois, mais doit supporter le poids de l'installation prévue, gorgée d'eau ou couverte de neige. Le toit peut être plat ou incliné (35° au maximum). Il est recommandé de construire des terrasses avec une pente minimale de 1 à 2 %, pour diminuer l'épaisseur de la couche drainante et donc le poids de la structure.
- une membrane d'étanchéité. Le complexe isolant doit être résistant à la compression et aux racines.
- une couche de drainage et de filtration : membrane de drainage de polyéthylène gaufrée et filtre géotextile non tissé.
- un substrat de croissance : compost végétal de feuilles ou d'écorces mélangé à des agrégats de pierres légères et absorbantes (pierre ponce, matériau expansé, éventuellement récupération de déchets de tuiles broyées..) ayant un diamètre de 3 à 12 mm.
- une couche végétale si l'on recherche un aspect engazonné ou de type prairie, ou une couche d'un substrat léger, pauvre et absorbant type mélange de billes d'argile expansée ou d'ardoise expansée, sans engrais dans lequel on plantera surtout des plantes succulentes, résistantes à la sécheresse, de type sédums.

Les plantes à privilégier peuvent être :

Plantes fleuries : Origan lisse (*Origanum laevigatum* "Herrenhausen") ; la ciboulette (*Allium schoenoprasum*), un mélange de fleurs des champs pour créer un pré fleuri ; le gazon d'Espagne (*Armeria maritima*) ; les iris (*Pumila*) ; campanule agglomérée, etc.



Origan lisse



Ciboulette



Armérie maritime



Campanule

Couvre-sols : œillet couché (*Dianthus deltoides*) ; gypsophile rampante (*Gypsophila repens*) ; orpin blanc (*Sedum album*) ; thym serpolet, etc.



Œillet couché



Gypsophile rampante

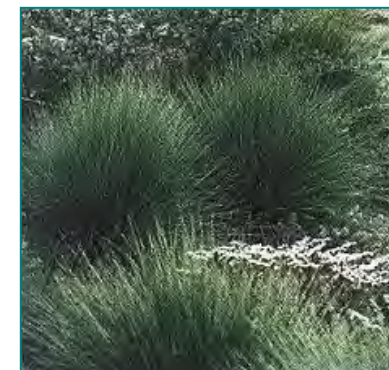


Orpin blanc – Sedum album

Graminées : fétuque bleue (*Festuca glauca*) ; fétuque améthyste (*Festuca amethystina*).



Festuca glauca



Festuca amethystina

Plantes vertes : corbeille d'argent (*Iberis sempervirens*) ; armoise de Schmidt (*Artemisia schmidtiana*) ; centaurée scabieuse (*Centaurea scabiosa*), etc.



Iberis sempervirens



Armoise de Schmidt



Centaurea scabiosa

7 La palette végétale

Une bonne gestion de l'eau commence par le choix de plantes peu consommatrices d'eau et adaptées au climat. Les tableaux ci-après proposent des listes de plantes (non exhaustives) selon les usages.

Quelques conseils de plantation



- La période de plantation la plus favorable est le début de l'automne. La plante bénéficie de tout l'hiver pour s'installer, développer ses racines, et résistera mieux aux sécheresses d'été.
- Il est conseillé de choisir des plantes de petite taille, qui s'acclimatent mieux à leur nouveau milieu.
- Vérifier que le système racinaire est équilibré, sans « chignon » (racines qui se sont agglomérées dans le pot).
- Il faut les planter dans un sol drainant, et il sera souvent nécessaire d'ajouter du sable de rivière dans le trou de plantation.
- Enfin, il est conseillé de tailler les arbustes (réduction d'un tiers de la hauteur) pour rééquilibrer le volume des feuilles et des racines, et ainsi limiter l'évaporation.

Quelques conseils d'arrosage




- L'arrosage à la cuvette s'avère le plus efficace : 20 cm de haut pour 60 cm de large pour un arbuste, que l'on remplit de 20 à 30 l d'eau par arrosage. L'arrosage par aspersion est déconseillé car il favorise les racines superficielles et rend la plante vulnérable à la sécheresse.
- Espacer les arrosages encourage la plante à développer des racines profondes qui lui permettront de résister à la sécheresse.
- Le paillage au pied de la plante permet de limiter les mauvaises herbes et de conserver l'humidité du sol : graviers, végétaux broyés, tontes ...

Les essences végétales à privilégier sont les suivantes :

Légende des tableaux suivants :

Feuilles :  Persistant –  Caduque





























Type : A : Arbuste – V : Vivace – G : Graminée – B : Bambou

Exposition : Soleil  Mi-Ombre  - Ombre 

PLU de la commune de Dieulefit – Charte d'intégration urbaine , paysagère et environnementale

Les jardins de fleurs

Les floraisons peuvent s'étaler tout au long de l'année.

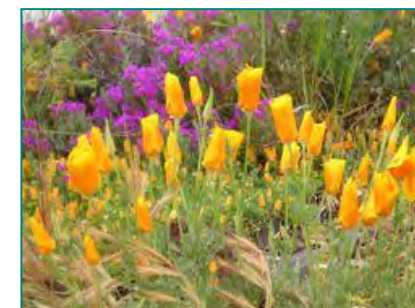
Nom latin	Nom Français	Feuilles	Type	H m	L m	Fleurs	Rusticité °C	Exposition
Bupleurum fruticosum	Buplèvre ligneux		A	1.50	1	05/09	-12/-15	 
Ceanothus griseus	Ceanothe		A	0.80	3	04	-8/-10	
Epilobium canum	Fuchsia de Californie		V	0.70	0.70	08/10	-12/-15	
Erica multiflora	Bruyère		A	0.50	1	03/05	-12/-15	 
Eschscholtzia californica	Eschscholtzia de Californie		V	0.30	0.30	04/09	-12/-15	
Gaillardia	Gaillarde		V	0.30	0.50	05/10	-12/-15	
Gaura lindheimeri	Gaura		V	0.60	0.60	06/08	-12/-15	 
Helleborus argutifolius	Héllébore de corse		V	0.60	0.60	01/03	-12/-15	 
Iris unguicularis	Iris d'Alger		V	0.30	0.30	12/03	-12/-15	
Oenothera drumondii	Primevère des plages		A	0.30	0.50	05/09	-10/-12	
Perovskia	Sauge de l'Afghanistan		A	1	0.80	07/09	-15	
Salvia	Sauges		A	0.50	1	05/08	-15	



Iris d'Alger



Fuchsia de Californie



Eschscholtzia de Californie



Buplèvre ligneux



Ceanothe



Gaillarde























Perovskia



Primevère des plages

Les jardins aromatiques

Ces plantes, bien résistantes à la sécheresse, ont des senteurs très différentes et prononcées et donnent une dimension supplémentaire au jardin.

Nom latin	Nom Français	Feuilles	Type	Hauteur m	Largeur m	Rusticité °C	Exposition
Caryopteris incana	Caryoptéris Barbe bleue		V	0.60	0.60	-12/-15	
Choisya ternanta	Oranger du Mexique		A	1.50	1.50	-12/-15	
Cistus x aguilari	Ciste		A	2.00	1.25	-10/-12	
Escallonia	Escallonia		A	1.50	1.00	-12/-15	
Helichrysum italicum	Immortelle d'Italie		A	0.50	0.50	-12/-15	
Juniperus phoenicea	Genévrier de Phénicie		A	2/3	1.50	-15	
Lavandula	Lavande		V	0.60	0.60	-12/-15	
Nepeta	Herbe à chat		V	0.50	0.50	-12/-15	
Santolina chamaecyparissus	Santoline « petit cyprès »		A	0.60	0.60	-12/-15	
Thymus vulgaris	Thym		V	0.30	0.30	-12	



Genévrier de Phénicie



Santoline « petit cyprès »



Caryopteris incana



Oranger du Mexique



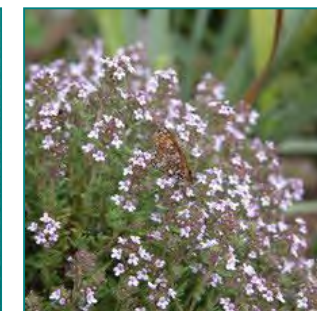
Ciste



Escallonia
























Nepeta musinii

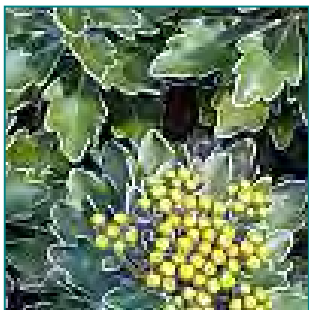


Thym du jardin

Les jardins de feuilles

Les feuillages persistants, souvent argentés ont une grande variété de formes et de feuilles. Ils restent intéressants en toute saison.

Nom latin	Nom Français	Feuilles	Type	Hauteur m	Largeur m	Rusticité °C	Exposition
Ajania pacifica	Chrysanthèm e du pacifique		V	0.40	0.40	-15	 
Ballota pseudodictamnus			V	0.60	0.60	-12/-15	
Centaurea pulcherrima	Centaurée		V	0.80	0.80	-12/-15	
Euphorbia rigida	Euphorbe		V	0.50	0.50	-15	 
Festuca glauca	Fétuque bleue		G	0.20	0.20	-15	
Miscanthus sinensis « yaku Jima »,			G	1.50	0.8	-15	 
Phlomis chrysophylla			V	0.80	0.80	-10/-12	
Senecio cineraria	Cinéraire maritime		V	0.60	0.60	-12/-15	
Teucrium fruticans	Germandrée en arbre		A	1.20	1.00	-10/-12	



Ajania pacifica



Ballota pseudodictamnus



Euphorbia rigida



Cinéraire maritime
























Germandrée en arbre



Miscanthus sinensis

Les couvre-sol

Les couvre sol sont des plantes qui forment un tapis végétal, et contiennent la croissance des mauvaises herbes, réduisant l'entretien. Ils supportent plus ou moins le piétinement, mais restent une alternative au gazon.

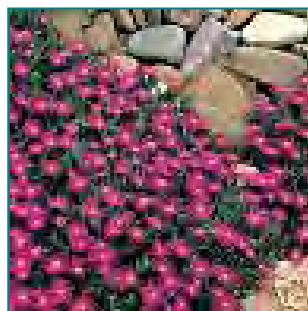
Nom latin	Nom Français	Feuilles	Type	Hauteur m	Largeur m	Rusticité °C	Exposition
<i>Cerastostigma plumbaginoides</i>	Plumbago rampant		V	0.30	0.30	-12/-15	 
<i>Delosperma cooperi</i>			V	0.10	0.50	-10/-12	
<i>Geranium sanguineum</i>	Géranium sanguin		V	0.20	0.20	-15	  
<i>Pleioblastus distichus</i>	Bambou nain		B	0.10	0.50	-18	 
<i>Rosmarinus officinalis repens</i>	Romarin rampant		A	0.40	1.50	-12/-15	 
<i>Stipa tenuissima</i>			G	0.50	0.50	-12/-15	
<i>Vinca minor</i>	Petite pervenche		V	0.10	0.40	-15	  



Vinca minor



Cerastostigma plumbaginoides



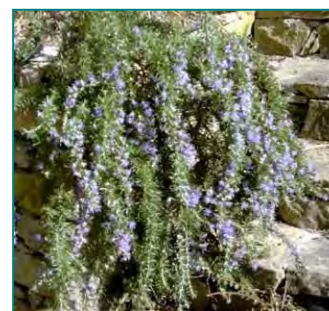
Delosperma cooperi



Geranium sanguineum



Pleioblastus distichus

























Rosmarinus officinalis repens



Stipa tenuissima

Les grimpantes

Les plantes grimpantes peuvent garnir une pergola, un poteau, un arbre ou un mur grâce à un support ou en s'accrochant toutes seules. Elles créent de l'ombrage et peuvent aider à la régulation thermique d'une façade.

Nom latin	Nom Français	Feuilles	Fleurs	Période	Parfum	Rusticité °C	Exposition
Campsis radicans	Bignone Trompette de Jéricho		orange	06/09	X	-15	 
Clematis armandii	Clématite d'Armand		blanc	02/03	-	-12/-15	 
Lonicera japonica	Chèvrefeuille du Japon		Jaune/ blanc	05/07	X	-15	 
Parthenocissus	Vigne vierge		-	-	-	-15	 
Passiflora caerulea	Fleur de la passion		Blanc/violet	06/09	-	-8/-10	
Rosa banksiae	Rosier de Banks		Rose	04/05	X	-12/-15	 
Trachelospermum jasminoides	Jasmin de Chine		Blanc	06/07	X	-12 /-15	 
Wisteria sinensis	Glycine		Violet	05	X	-15	



Glycine



Jasmin de Chine



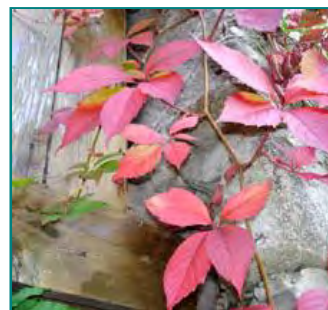
Bignone



Clématite d'Armand



Chèvrefeuille du Japon



Vigne vierge



Fleur de la passion
































Rosier de Banks

Les haies libres

Les haies libres sont constituées d'arbustes à feuilles persistantes et caduques. Les teintes changent au cours des saisons en raison des différents bois, feuilles, fleurs et baies.

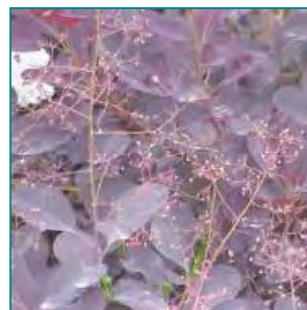
Les haies libres ou « champêtres » permettent

- une variété d'habitats pour la faune
- une protection rapide contre la vue
- une protection rapide contre le vent

Nom latin	Nom Français	Feuille	Fleurs	Période	Parfum	H m	L m	Rusticité °C	Exposition
Abelia grandiflora			blanc	05/07	X	2	2	-15	 
Buddleia davidii	Arbre aux papillons		Rose	05/07	-	2	2	-15	
Cotinus coggygia	Arbre aux perruques		Vert/rouge	05/09	-	3/4	2/3	-15	
Ceanothe thrysiflorus			Bleu	05/07	-	1.5	1.5	-15	 
Eleagnus ebbingei			Blanc	07/10	X	2	2	-15	 
Laurus nobilis	Laurier sauce		Jaune	03/04	-	2/6	2/3	-15	 
Pistachia lenticus	Pistachier lentisque		Rouge	04/05	X	1/2	2/3	-12/-15	
Photinia fraseri « Red Robin »	Photinia		Blanc	05		2/3	2	-15	 
Phyllirea angustifolia	Filaria à feuilles étroites		Blanc/vert	03/05	X	2	2	-12/-15	 
Pittosporum tobira			Blanc	05/06	X	4	2	-12 /-15	 
Rhamnus alaternus	Alaterne		Violet	05	X	4/5	2	-15	
Rosa canina	Rosier des chiens		Rose/blanc	05/09	X	1	1	-15	
Viburnum tinus	Laurier tin		Blanc	04/06	-	2/3	2	-12	 
Vitex agnus castus	Poivrier des Moines		Bleu	06/07	X	3	3	-12/-15	



Buddleia Davidii



Cotinus coggygria



Eleagnus ebbingei



Photinia fraseri



Phyllirea angustifolia



Pittosporum





































Viburnum tinus



Rosa canina

Les arbres

Outre leur intérêt esthétique, les arbres apportent un confort climatique l'été. La liste suivante (non exhaustive) présente des arbres pouvant être utilisés en alignement, le long de promenades, dans des parkings ... Ils sont tous résistants à la sécheresse, à la pollution et leurs racines ne risquent pas de dégrader des circulations.

Nom latin	Nom Français	Feuille	H m	Intérêt	Rusticité °C	Exposition
Arbustus unedo	Arbousier		5/10	Fleur blanches parfumées Fruits rouges	-12/-15	 
Acer campestre	Erable champêtre		5/10	Automne jaune	-15	
Acer monspessulanum	Erable de Montpellier		5/10	Automne rouge/jaune	-15	 
Acer platanoides	Erable à feuilles de Platane		10		-15	
Celtis australis	Micocoulier			Feuillage léger	- 12	
Cercis siliquastrum	Arbre de Judée		6/8	Fleurs rose vif mars Avant les feuilles	-15	
Fraxinus angustifolia	Frêne				-15	
Fraxinus ornus	Frêne à fleurs		6/10	Fleurs blanches parfumées mai/juin	-15	 
Pistacia terebinthus	Pistachier		5	Fleurs rouges mars/avril Fruits comestibles	-15	
Platanus acerifolia	Platane		20	Bon ombrage	-20	
Prunus dulcis	Amandier		6/10	Fleurs blanc janvier Avant les feuilles	-15	
Punica granatum	grenadier		4	Fleurs orange Fruits comestibles	-12/-15	
Pyrus calleryana « chantageer »	Poirier pyramidal		10/12	Fleurs blanches mars/avril Automne rouge	-15	
Quercus ilex	Chêne vert		20	Fleurs jaunes	-15	
Quercus pubescens	Chêne blanc		20	Automne jaune	-20	
Tamaris gallica	Tamaris		6/8	Fleurs roses mai	-15	
Tilia tomentosa	Tilleul argenté		20	Feuillage argenté	-20	
Tilia x euchlora	Tilleul du Caucase		20	Feuillage denté	-20	

Les arbres



Erable de Montpellier



Arbre de Judée



Micocoulier



Chêne vert



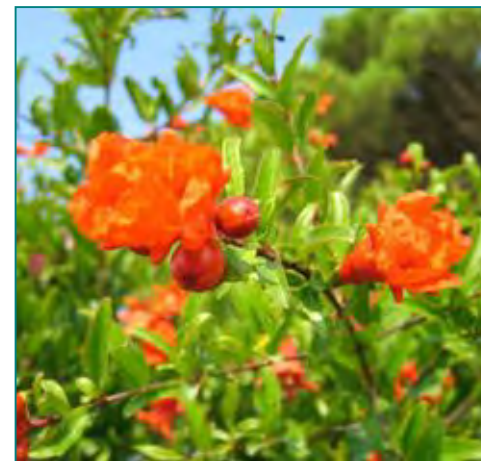
Poirier pyramidal



Tamaris



Tilleul argenté



Grenadier

PRÉFET DE LA DRÔME

Agence Régionale de Santé
Délégation territoriale de la Drôme
Pôle prévention et gestion des risques

Affaire suivie par : Armelle MERCUROL
Tél. : 04.75.79.71.70
Fax : 04.75.40.16.90
courriel : armelle.mercurol@ars.sante.fr

Arrêté n° 2 011 2 01 - 0033

Prescrivant la destruction obligatoire de l'Ambrosie dans le département de la Drôme (*Ambrosia artemisiifolia*)

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement notamment les articles L.110-1 et L.220-1 ;

Vu le Code de la Santé Publique notamment l'article L.1311-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2211-1, L.2212-1 et L. 2213-25 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Rhône-Alpes, en date du 1^{er} février 2001, approuvant le plan régional pour la qualité de l'air ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme n° 1641 du 3 mai 2000 fixant les règles d'entretien des parcelles mises en jachère dans le cadre du gel des terres indemnisé ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme n° 09-1974 du 18 mai 2009 relatif aux conditions d'éligibilité aux paiements de certaines cultures arables sur la base des rendements irrigués, aux usages locaux, aux zones de production de semences, aux surfaces fourragères et aux bonnes conditions agricoles environnementales.

Vu l'avis favorable du CODERST émis lors de sa séance du 7 juillet 2011 ;

Considérant que l'entretien des terrains relève de la salubrité publique et qu'il incombe aux propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quelque titre que ce soit ;

Considérant que l'ambroisie est une plante dont le pollen allergisant se diffuse dans un large périmètre, qu'il génère des nuisances importantes auprès de la population et constitue un risque pour la santé publique ;

Considérant que l'ambroisie (*Ambrosia artemisiifolia*) prospère dans les terrains dénudés, les terres rapportées (remblais) peu ou pas végétalisées, les sols peu ou mal entretenus, notamment les friches industrielles, les lotissements en cours de construction, les chantiers, les bas-côtés, les terrains vagues, les voies de communication, les jachères, les jardins, les cultures, les chaumes... ;

Considérant que les graines d'ambroisie sont viables durant plusieurs années et que par conséquent la lutte contre l'ambroisie nécessite une action de long terme ;

Sur proposition de Mme La Secrétaire Générale de la Préfecture

ARRETE

Article 1

Afin de juguler la prolifération de l'ambroisie et de réduire l'exposition de la population à son pollen, les propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quelque titre que ce soit, sont tenus de :

- prévenir la pousse des plants d'ambroisie.
- détruire les plants d'ambroisie déjà développés

Article 2

Sur les parcelles agricoles, la destruction de l'ambroisie devra être réalisée avant pollinisation et avant la grenaison par l'exploitant jusqu'en limites de parcelles (y compris talus, fossés, chemins, etc...inclus dans la parcelle cadastrale exploitée). Il devra mettre en œuvre les moyens nécessaires : fauche, broyage, ou tout autre procédé adapté.

D'une manière générale, les techniques de prévention et d'élimination suivantes doivent être privilégiées : végétalisation - arrachage ; végétalisation – fauche ou tonte répétée.

Concernant les cultures annuelles, les moyens à dispositions seront conjugués pour optimiser la lutte :

- moyens agronomiques, avec notamment la réalisation de faux-semis avant cultures de printemps, lorsque les conditions s'y prêtent ;
- moyens mécaniques notamment le binage en culture, le déchaumage en interculture ;
- herbicides en faisant appel à des produits homologués (arrêté du 12 septembre 2006 susvisé) et la réglementation en vigueur sur les zones de captage le cas échéant.

Article 3

L'obligation de lutte contre l'ambroisie est également imposée aux gestionnaires des domaines publics de l'Etat et des Collectivités territoriales, ainsi qu'aux exploitants d'ouvrages linéaires, en particulier des voies de communication, qui devront mettre en œuvre les moyens nécessaires et en particulier anticiper la gestion de l'ambroisie dans les marchés de travaux.

Article 4

La prévention de la prolifération de l'ambroisie et son élimination sur toutes terres rapportées et/ou remuées lors de chantiers de travaux, est de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Article 5

D'une manière générale, les techniques de prévention et d'élimination suivantes doivent être privilégiées : végétalisation – arrachage ; végétalisation – fauche ou tonte répétée.

Le désherbage chimique fera exclusivement appel à des produits homologués, respectant les dispositions relatives à leur application (arrêté du 12 septembre 2006 susvisé). Son utilisation devra être modérée pour limiter les impacts sur les nappes phréatiques et les cours d'eau.

La lutte chimique ne sera pas utilisée dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des zones de captages d'eau potable, à l'exception du traitement des cultures qui devra respecter les prescriptions relatives à la protection des captages.

L'entretien des abords des cours d'eau, plans d'eau et fossés, ne sera en aucun cas effectué par des moyens chimiques.

Article 6

L'élimination des plants d'ambrosie doit obligatoirement se faire avant la pollinisation et avant la grenaison de la plante afin d'empêcher les émissions de pollens et de graines.

Des interventions ultérieures supplémentaires peuvent être nécessaires en raison de phénomènes de repousse.

Dans tous les cas, le cycle de reproduction de l'ambrosie doit être interrompu afin d'empêcher la constitution de stocks de graines dans les sols.

Article 7

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera passible d'une contravention de troisième catégorie en application des dispositions du code de la santé publique.

En outre, en cas de défaillance des occupants, le Maire pourra faire procéder à la destruction des plants d'ambrosie aux frais des intéressés, en application des articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9

L'arrêté du 18 mai 2001 N° 01-1903 est abrogé.

Article 10

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, les Sous-préfets des arrondissements de Die et Nyons, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, le Directeur Départemental des Territoires, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Drôme, les Maires ainsi que les officiers et adjoints de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la Préfecture de la Drôme, dans les Sous-préfectures des arrondissements de Die et Nyons et dans toutes les communes du département.

Fait à Valence, le
Le Préfet,

20 JUL. 2011

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA



ANNEXE AU PLAN LOCAL D'URBANISME OU DOCUMENT D'URBANISME

Art L 134-15 du code forestier

Obligation de débroussaillage



Mars 2012

Direction Départementale des Territoires de la Drôme

Page 1 sur 5

1. LES OBJECTIFS ET L'ESPRIT DES MESURES REGLEMENTAIRES

Dans l'ensemble du midi méditerranéen (Département de la Drôme inclus), le développement d'un feu de forêt peut se solder par de véritables catastrophes tant écologiques que financières et humaines.

Partant de ce constat, le législateur a décidé un certain nombre de dispositions réglementaires dont l'expression en termes juridiques peut paraître un peu abrupte, elles reposent néanmoins sur des considérations pratiques que chacun peut apprécier.

L'objectif est double :

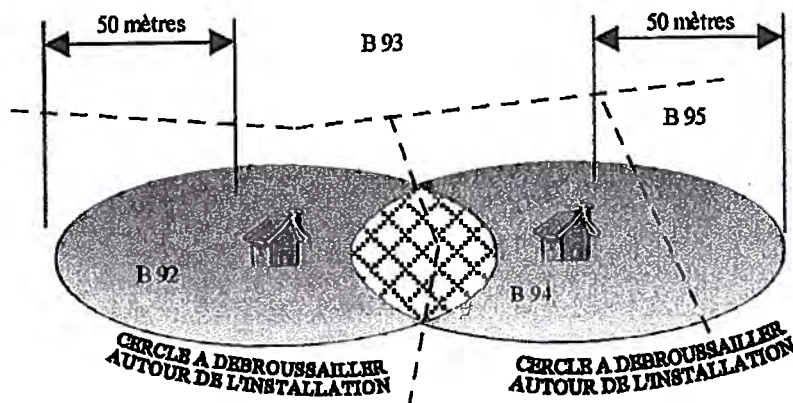
- Diminuer le nombre de feux imputables aux accidents et imprudences.
- Contenir les incendies de forêt en deçà d'une certaine intensité qui permettra de les maîtriser dans de bonnes conditions.

Le débroussaillage, en diminuant la masse de végétation combustible présente, permet d'abaisser la probabilité de départ de feux vers les massifs forestiers et aussi de mieux protéger les habitations à l'arrivée d'un feu.

2. A QUI INCOMBE L'OBLIGATION DE DEBROUSSAILLEMENT ?

1 ⇒ Les parcelles concernées ne sont pas situées en zone classée urbaine.

L'obligation de débroussaillage est liée à l'existence d'une installation quelconque sur la parcelle et c'est au propriétaire de cette installation qu'incombe le débroussaillage sur une profondeur de cinquante mètres à partir de celle-ci, même sur le terrain d'autrui.

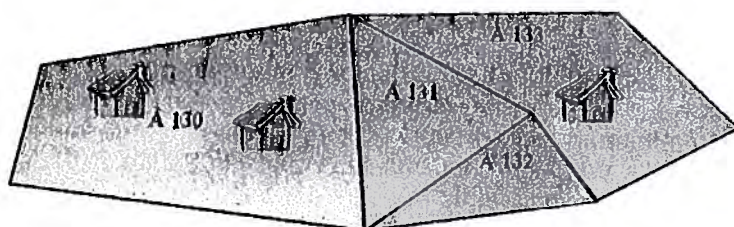


Le débroussaillage est obligatoire pour les seules parcelles portant une quelconque installation, sur une profondeur de cinquante mètres mesurée à partir de cette dernière. Les cas de chevauchement de secteurs à traiter par deux propriétaires sont également possible :




2 ⇒ Les parcelles concernées sont situées en zone classée urbaine.

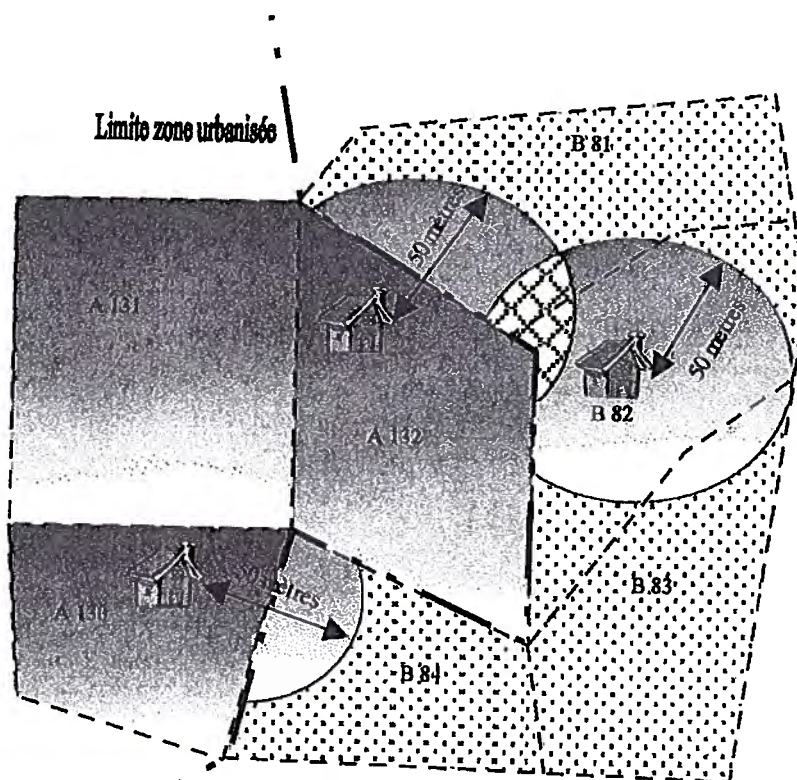
Le propriétaire doit procéder au débroussaillage de la totalité de sa ou ses parcelles, qu'une installation quelconque soit présente ou non. L'existence d'une installation implique toujours un débroussaillage sur une cinquantaine de mètres, mais son propriétaire ne sera éventuellement amené à pénétrer sur le terrain d'autrui que dans le cas là celui-ci n'est pas classé en zone urbaine.




Les parcelles A 130, 131, 132 et 133 appartiennent à quatre propriétaires différents, elles sont débroussaillées en totalité par chacun d'eux indépendamment de la présence éventuelle d'installations.


 **ZONE URBAINE CONSTRUCTIBLE
A DEBROUSSAILLER EN TOTALITE**

3 ⇒ Les parcelles classées en zone urbaines sont contiguës à d'autres extérieures à cette zone.




Les parcelles de la section A sont classées en zone urbaine.

 Chaque propriétaire procède au débroussaillage de la surface totale de chacune d'elle : A 130, A 131 et A 132.

 L'obligation de débroussaillage sur un rayon de 50 mètres s'impose également aux propriétaires des installations situées sur la A 130 et A 132 qui devront pénétrer sur les propriétés voisines non classées en zone urbaine pour se conformer à cette disposition réglementaire.

Les parcelles de la section B sont extérieures à la zone urbaine.

 Le propriétaire de l'installation située sur B 82 va procéder à l'élimination de la végétation arbustive sur un cercle de 50 mètres à l'exclusion de la partie concernée sur la A 132 qui sera entièrement traitée par son propriétaire.

Des cas de chevauchement de secteurs à traiter peuvent exister



Il appartient alors aux propriétaires concernés de définir entre eux les modalités pratiques de leur intervention en particulier sur la parcelle B 81 qui appartient à une tierce personne

3. MODALITES PRATIQUES DU DEBROUSSAILLEMENT

3.1. PERIODES D'INTERVENTION

Les mois de décembre et janvier se prêtent bien à des opérations de débroussaillage ou entretien mécanique des zones débroussaillées.

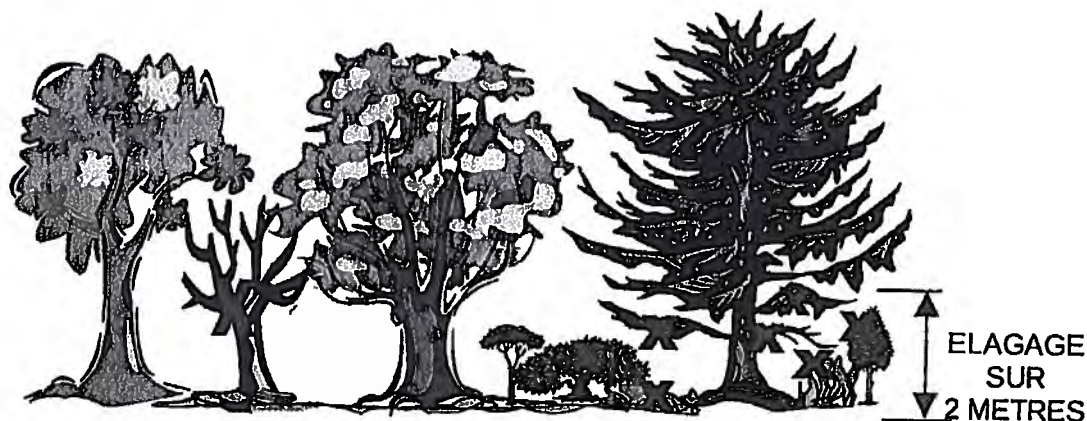
Les résanents peuvent être compostés ou à la rigueur incinérés à la même époque ou un peu plus tard en février ou mars.

Dans ce dernier cas (février ou mars), Il est obligatoire de déclarer à la mairie de votre commune votre intention de procéder à une incinération de végétaux de préférence cinq jours francs avant le début de l'opération et au minimum 48 heures avant en remplissant le formulaire prévu à cet effet. Il est également demandé d'avertir le matin même des travaux le Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) au Service Départemental d'Incendie et de Secours par téléphone au 04 75 82 72 74. Vous pouvez éventuellement procéder durant ces deux mois à des applications de phytocides destinées à maîtriser les repousses ligneuses qui commencent à apparaître à cette époque. Ce type d'intervention n'est concevable qu'en entretien. Elle suppose que vous respectiez scrupuleusement les prescriptions des fabricants des produits phytocides dans les dosages et les conditions d'emploi. Vous veillerez également à n'utiliser que les spécialités commerciales homologuées pour l'usage envisagé.

Pratiquement toute l'année, si la topographie du terrain l'autorise, vous pouvez procéder au broyage des rejets et repousses avec une tondeuse suffisamment puissante. Des interventions de ce type, dans la mesure où elles sont pratiquées avec une fréquence minimale (deux fois ou mieux trois fois par an) permettent le maintien en état débroussaillé sans avoir recours à des moyens plus lourds et financièrement plus coûteux.

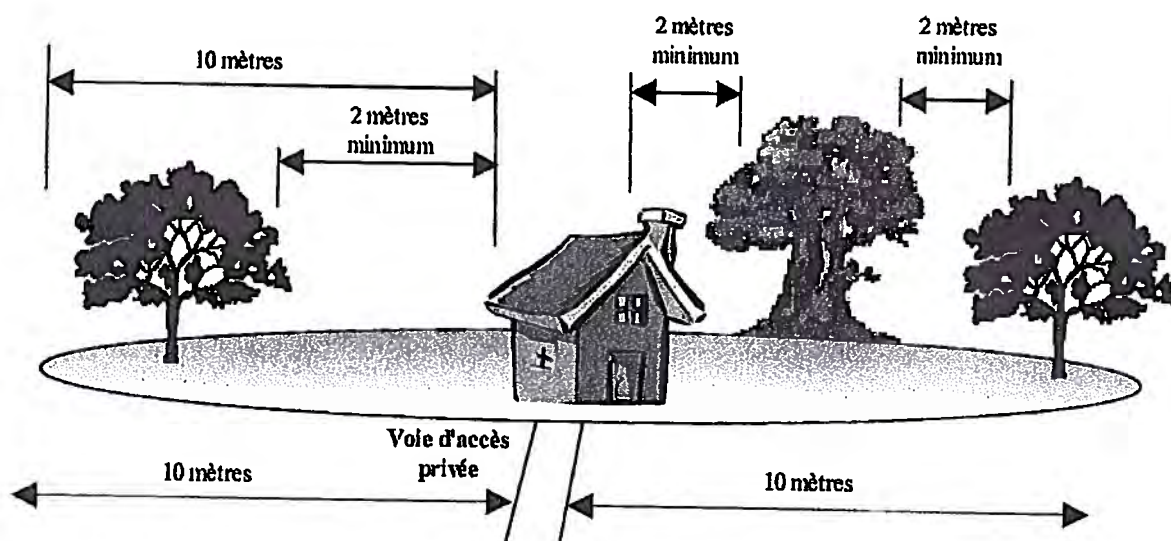
3.2. EN QUOI CONSISTE LE DEBROUSSAILLEMENT ?

CAS N° 1 : DANS LE RAYON DE 10M À 50 M AUTOUR DES CONSTRUCTIONS, DANS LES ZONES URBAINES ET A 10 M DES VOIES PRIVÉES D'ACCÈS



Le débroussaillage réglementaire comprend:
la destruction de la végétation herbacée et ligneuse basse au ras du sol,
l'enlèvement des arbres morts, dépérissant ou dominés sans avenir,
l'élagage des arbres conservés jusqu'à une hauteur minimale de 2 mètres,
l'élimination des rémanents par broyage, évacuation ou brûlage dans le strict respect des règles relatives à l'emploi du feu.

CAS N° 2 : DANS LE RAYON DE 10M AUTOUR DES CONSTRUCTIONS



Outre les opérations décrites dans le cas n°1, le débroussaillage dans le rayon de 10 m autour des constructions comprend en plus :

- La mise à distance des houppiers (cimes) à au moins 2m d'un autre
- La mise à distance des houppiers à au moins 2m des constructions
- La suppression des branches surplombant les toitures

Direction Départementale des Territoires de la Drôme

PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

30 JAN. 2006

Direction régionale
des affaires culturelles
Service Régional de
l'Archéologie
04 72 00 44 50
Affaire suivie par : Joëlle
Tardieu
joelle.tardieu@culture.gouv.fr

Arrêté n° 06.049

Objet : Zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme
Commune de Dieulefit (26)

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-490 du 13 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1^{er}, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-2-4 ; R.315-11 ; R.315-29 ; R. 421-38-10-1 ; R.421-9 ; R.430-5 ; R.442-3-1 et R.442-4-2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 12 janvier 2005 ;

Considérant l'importance du patrimoine archéologique recensé par la Carte archéologique nationale sur la commune de Dieulefit, en particulier les nombreux gisements préhistoriques aux lieudits Champ du Pigeonnier, Fabras, Le Chastellat, Graveyron, ainsi que les ateliers de potiers antiques aux quartiers des Rochettes et des Reymonds et les vestiges du château et des églises du Moyen Age,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune de Dieulefit sont délimitées quinze zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrites sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers, d'autorisation de lotir situés dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Les dossiers et décisions mentionnés à l'alinéa précédent sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent, 69283 LYON cedex 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 susvisé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme et notifié au maire de Dieulefit qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Article 4

L'arrêté et ses annexes (plan délimitant les zones et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Dieulefit et à la Préfecture de la Drôme.

Article 5

Les zones déterminées à l'article premier du présent arrêté se substituent aux zones archéologiques de consultation sur les documents d'urbanisme lorsque celles-ci ont été précédemment définies.

Article 6

La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Article 7

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drôme et le maire de la commune de Dieulefit sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 30 JAN. 2006

Pour le Préfet de la Région Rhône-Alpes
et du département du Rhône
par délégation,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Hervé BOUCHAERT

DIEULEFIT (26)

NOTICE DE PRESENTATION DES ZONES ARCHEOLOGIQUES DE SAISINE

L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A ce titre, ont été définies sur la commune de Dieulefit, des zones dont les délimitations s'appuient sur le passé archéologique très riche de la commune, et sur le potentiel de l'urbanisation.

Les zones ainsi délimitées sont les suivantes :

1 - Dieulefit :

- quartier de la Viale.

L'agglomération ancienne de Dieulefit s'étire le long de la rive gauche du Jabron et comprenait au nord une enceinte fortifiée (*La Viale*) et un faubourg (*Le Bourg*) s'étirant le long de la rue principale (*Rue du Bourg*). Le quartier de *la Viale* n'a jamais fait l'objet de travaux archéologiques, mais on est dans le centre ancien (mention de château), et on trouve de nombreux reemplois antiques dans la ville. Au lieu-dit **le château**, **villa Marie**, des traces d'industrie lithique datant du paléolithique moyen - Néolithique final ont été trouvées. De la céramique voconce a été ramassée dans le chœur de Saint-Pierre/Saint-Roch.

- **L'église Saint-Pierre** (MHIS 13-07-1926) était située dans *La Viale* à l'intérieur des remparts. Elle avait été construite pour servir de chapelle à une confrérie religieuse fondée en 1402 «*en l'honneur du Corps du Christ*». Achievée en 1421, sauf le clocher venu un siècle plus tard, elle est placée sous le patronage de saint Roch, protecteur contre la peste. Elle devint église paroissiale en 1648 à la place de Notre-Dame de la Calle, trop éloignée de la ville et endommagée. Devenue trop petite, elle est remplacée par l'église actuelle en 1710.

- En 1993 a été découvert fortuitement, **au quartier du Bourg**, une sépulture de pèlerin (fin du Moyen Age-début époque moderne) au quartier du Bourg (rue de la Chinchourle), bourg urbanisé dès le Moyen Age. Le cimetière pourrait se trouver au sud de l'emplacement de l'église Saint-Pierre, et donc hors de l'emprise de *La Viale*.

- **Le beffroi** (MHIS 13-07-1916) a été construit en 1534

- **Un château** qui a appartenu aux de Vesc et **une commanderie** des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, étaient appuyés contre le rempart.

- **Place de l'Ancien Temple**, temple protestant dont l'emplacement est aujourd'hui perdu. Une photo ancienne montre un bâtiment à fenêtre à traverse construit en trois parties (une tour centrale pouvant dater de la fin Moyen Age ?) se trouve à l'emplacement du jardin actuel. Cette place est traversée par des réseaux anciens, galeries anciennes (les touvières) qui vont vers le réservoir d'eau de la vieille cité creusé dans le grès vert (ancienne fontaine de Terron construite en 1365). Ils étaient alimentés par un lac artificiel situé en arrière. Ces galeries sont à plus de 6m de profondeur, sous la ville médiévale (elles pourraient-être gallo-romaines ?)

2 - Notre-Dame de la Calle

«Située dans le cimetière actuel, à l'ouest de la ville, face au supermarché, donc hors les murs, le long du chemin empierré conduisant à Montélimar (*calle* veut dire pierre ou route enterrée en occitan). Cette église a servi au culte catholique au moins à partir de 1031 (première mention dans un doc.) jusqu'en 1561, date où les Réformés, majoritaires dans le Pays, en firent le temple protestant. Puis, après un accord avec ces derniers, elle servit de nouveau au culte catholique de 1600 à 1648. Il ne reste de cette église que l'emplacement et les fondations ; les ruines que l'on voit actuellement sont celles d'une chapelle de cimetière reconstruite après la Révolution sur le même emplacement et utilisée jusqu'en 1930».

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.049
du 30 JAN 2006

- Vestiges d'une église romane, Notre-Dame de la Calle (XII e s.) édifée sur des structures antiques importantes (Ier et IIe s.), nombreux vestiges attestant de la présence d'un édifice paléochrétien, ... L'édifice, mentionné en 1031 dans la *Gallia Christiana* comme chapelle de la *vicaria* de Comps est construit en petit appareil antique, sur un site gallo-romain. Vestiges de murs revêtus de marbre en *opus sectile*. Présence de tombes armoriées dont celles des seigneurs de Vesc. Elle a été restaurée à l'époque gothique. «A l'ouest, l'analyse des murs restitue un édifice de plan polygonal»¹.

- Cimetière La Calle.

Interventions archéologiques, sur à l'agrandissement sur section AR, n° 1 (1977-1980) : vestiges antiques : silos à grains abandonnés et comblés au IIIe s., lors de leur transformation en dépotoir culinaire ; sigillée dite luisante, IIe-IIIe s. pouvant provenir d'un atelier et divers vestiges laissant supposer qu'il y a un habitat gallo-romain proche (monnaie de GALIENUS, 258 ap. J.C.)

- Dans un champ à l'ouest du cimetière

Traces d'occupation du Néolithique final

3 - Quartier des Reymonds

Vestiges d'une occupation gallo-romaine, peut-être un atelier de céramique à pâte kaolinitique (Ier-IIe s.)

- Les cerisiers. Substrat de grès-sables

Niveaux d'occupation, industrie lithique néolithique ancien à chasséen ancien

4 - Fabras jusqu'à Châtelat.

Niveaux d'occupation chasséens

Vestiges mobiliers métalliques de l'Age du Bronze

5 - Montmirail-Beauvallon

Niveaux d'occupation mésolithique et néolithique ancien

6 - Le Grand Serre

Traces d'une occupation préhistorique

7 - Les lots

Traces d'industrie lithique

8 - Zone de Maleval

Traces d'industrie lithique : paléolithique moyen, chasséen ancien ou cardial tardif, néolithique final

- Champ du pigeonnier

Traces d'industrie lithique

9 - Espeluche - Masseboeuf

Industrie lithique

10 - Baume-Saint-Jaume

Grotte et habitat dominant le ravin de Saléras

11 - Le Plan

Traces d'industrie lithique chalcolithique, néolithique ancien

12 - Quartier des Rochettes

Atelier de potier antique (Ier-IIIe s. ap. J.-C.)

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.04.9
du 30 JAN. 2006

13 - Graveyron

Gisement du néolithique final

14 - La Grande Terre de Réjaubert

Niveaux d'occupation néolithique ancien à chasséen

15 - Espagne.

Gisement du néolithique

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.049
du 30 JAN. 2006



Département : Drôme
Commune : Dieulefit

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.049
du 30 JAN. 2006



Zone archéologique de saisine sur :

- les permis de construire
- les permis de démolir
- les autorisations d'installations et travaux divers
- les autorisations de lotir
- les décisions de réalisation de ZAC

0 0.5 1 Kilomètre
1:25000

